

LE MONDE LIBERTAIRE

N°1859 MARS 2024 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



ÉDITO

Féminismes... s'accorde en genres et en nombre ?

Le combat féministe s'est redynamisé depuis 2017, avec l'apparition de l'ouragan #metoo, qui a balayé sur son passage tous les paravents des milieux culturels et artistiques, qui cachaient les saloperies de tant de prédateurs.

Une nouvelle génération reprend le flambeau avec de nouvelles façons de mener le combat, de nouvelles problématiques, de nouveaux mots d'ordre, de nouvelles frontières...

« Le féminisme, comme éternel recommencement de la lutte, et éternelle réinvention de lui-même à chaque nouvelle génération qui se reconnaît en son nom¹. »

Parmi les nouveaux slogans, nous retiendrons évidemment le magnifique 'Femme, Vie, Liberté' crié par ces milliers de voix iraniennes, et que prolonge Chowra Makaremi, anthropologue iranienne, invitée de l'émission Femmes libres sur Radio Libertaire, tout comme Vanina, autrice d'un livre qui marquera l'année 2024.

C'est, qu'en effet, parmi les nombreuses frontières qui séparent les féminismes aujourd'hui, la question du « genre » est à l'origine de vifs débats. Pour Vanina, il s'agit bien de situer le féminisme, éclaté aujourd'hui encore, dans une perspective anti-patriarcale et anticapitaliste.

Ce dossier 'Féminismes' est lui aussi, éclaté : vous en trouverez les pages, outre celles du dossier, dans diverses rubriques, toutes identifiables à leur couleur violette. De biens belles pages pour ce mois de mars ! Celles d'avril feront la part belle à la lutte antinucléaire : le vent de mars doit nous apporter vos feuilles antinucléaires avant le 10 mars... Merci d'avance et bonne lecture !

Le CRML

1. Eléonore Lépinard, *Féminisme*, Éditions Anamosa, 2024

Le numéro de juin consacrera ses pages spéciales à Michel Ragon, pour son centenaire. Vos contributions sont les bienvenues : analyses, souvenirs, notes de lecture, etc.

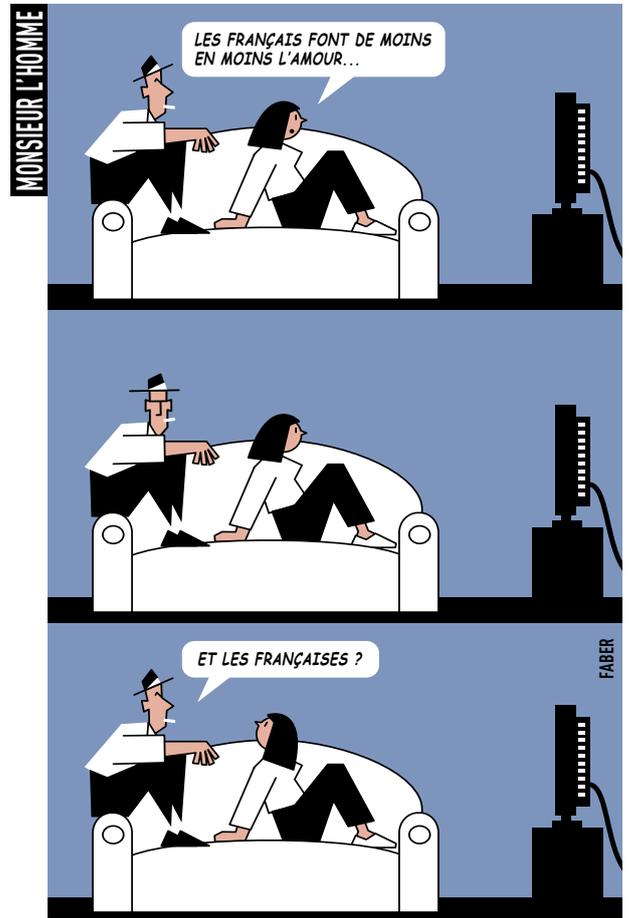
CRISE DE FOI DE LA LAÏCITÉ ... LA MODE CHARENTAISE !

Chatelaillon. La Saint-Trop charentaise, à trois lieux de La Rochelle, la protestante.

Lors du conseil municipal de décembre 2023, le maire, pas vraiment d'extrême gauche ni de droite extrême, Stéphane Villain (ça ne s'invente pas), en réponse à un élu de l'opposition qui pointait ce qu'il considérait comme des entorses à la laïcité républicaine dans ses apparitions publiques, a osé faire, deux fois, le signe de croix.

Un trait d'humour. Bien sûr ! Un trait d'humour auquel j'aurais répondu en baissant ma culotte et en lui rétorquant : « *Le diable te salue* ». Ah, l'humour !

Est-il besoin de le préciser, les choses auraient pu en rester là. Un truc de potaches. Même après que nos camarades de la Libre Pensée 17 se soient permis d'écrire à M. le maire pour lui dire, qu'un élu républicain faisant le signe de croix dans le



LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire Prix de vente au n° : 4 €

145, rue Amelot

75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Dépôt légal :
1^{er} trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
22080280



Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

cadre de ses fonctions, était-ce bien nécessaire, raisonnable et... laïque ?

Mais, non ! Quelques jours plus tard, lors d'une réunion de bureau de l'agglomération de La Rochelle, le président, divers gauche, Jean-François Fontaine, s'est exprimé en ces termes : « *Monsieur Villain va-t-il siéger parmi nous ?* ». Et un bon nombre de ses collègues, ricanant et se fendant d'un « Amen » complice. Et la presse régionale, merci à elle, de ricaner !

Que des élus de droite aient ce genre d'humour n'est pas un scoop. Mais que des zélus de « gauche » s'associent à ce genre d'humour pose problème. A priori, leurs zélecteurs seraient du genre laïque basique. Disons normaux. Des qui pourraient s'offusquer que le contribuable finance l'école privée Stanislas où les cours de cathé sont OBLIGATOIRES. Ou l'école machin de La Rochelle ?

Bref, vieux débat, faut-il dissoudre le peuple laïque ou ses soi-disant représentants ? Pour moi (humour), la messe est dite. Amen !

Jean-Marc Raynaud

IN MEMORIAM

THIERRY DE LAVAU (5 NOVEMBRE 1954 -6 JANVIER 2024)

— Je déteste le pouvoir, je déteste autant obéir que commander!

— Tu es une anarchiste qui s'ignore!

— Moi? Mais je ne brûle pas les voitures!

— Moi non plus!

— Mais tu n'es pas anarchiste?

— Bien sûr que si, pourquoi Armand Gatti, Pierre Clastres, Élisée Reclus, que tu apprécies tant et qui n'ont pas brûlé des voitures, seraient anarchistes, mais pas des gens lambda comme toi et moi?

— Bah...

— Je suis même à Radio Libertaire depuis sa première année d'existence.

— Euh...

— Tu connais l'émission Traffic, chaque mercredi soir à 22h30?

Eh non, je ne connaissais même pas Radio Libertaire. Ni la FA bien entendu!

Il me raconta sa vie militante et radio-phonique lors de nombreux déjeuners dans les petits restos du côté de Max Dormoy. Nous nous découvrîmes des accointances en matière de musique, africaine et jazz expérimental tout particulièrement. Thierry entreprit de combler mon retard musical rock, car sur ce point je m'étais arrêtée à Led Zeppelin.

C'est avec lui que j'osai pousser la porte de Publico pour la première fois.

— C'est plein de drapeaux, même noirs, je déteste tous les drapeaux et les nationalismes, quels qu'ils soient!

— Ils ne vont pas te manger, tu t'intéresses à la Commune de Paris, tu y trouveras ton compte!

En effet, il avait raison.

C'est beaucoup plus tard que j'osai me lancer dans la radio. Grâce à l'assurance qu'il m'avait donnée.

Quand nous avons fait connaissance, Thierry était directeur de la Régie de Quartier et moi plongée sans crier gare dans RESF. Les élèves chinois que je suivais en Réseau d'Aide pour leur apprendre le français étaient



presque tous nés à Paris, mais avaient des parents que l'école ignorait « sans papiers ». Au printemps, un parent en France depuis dix ans fut arrêté en catimini près de l'école et mis en garde à vue dans un lieu inconnu. Sa fille disparut de l'école, même après avoir cherché en vain sa trace dans le quartier. Un inconnu déboula dans le bureau du directeur d'école pour expliquer la situation des Chinois du quartier. Il essayait de leur apprendre le français sans aucun local. Je lui mis à disposition ma classe, le mercredi, avec le soutien de l'inspectrice locale de l'Éducation nationale. Mais les parents, qui travaillaient dur, étaient surtout disponibles le soir et le dimanche. Il fallait un local supplémentaire à l'école.

J'emmenais souvent des groupes d'enfants, entre 4 et 7 ans, à la ludothèque du pôle associatif pour leur apprendre le français en jouant. J'expliquai la situation à la responsable de la ludothèque.

— Va voir Thierry à l'étage au-dessus, il résoudra ton problème en un quart d'heure.

Confiant les enfants à la ludothèque et aux deux stagiaires, je grimpai les marches en vitesse.

J'avais croisé Thierry plusieurs fois, bonjour bonsoir. Sa réputation d'efficacité sans faille alliée à un grand humanisme se révéla exacte. Quinze minutes plus tard, le problème était résolu. Le dimanche qui suivit, l'interprète eut les clefs de la salle informatique et du local d'apprentissage. L'école lança une pétition des parents. Les élèves organisèrent une pétition des enfants sous l'impulsion d'une enfant noire pour sa copine chinoise. Le quartier se mobilisa. À l'époque, menacer la police d'un lâcher d'enfants de la maternelle dans un commissariat assurait la libération fissa d'un parent arrêté! Le père d'élève fut libéré, sa fille revenue à l'école, mais son dossier lourd d'une grosse pile de papiers fut refusé par la préfecture et il resta « sans papiers ».

IN MEMORIAM

DAN



Notre camarade et ami Daniel Giraud vient de nous quitter. Il était né en 1946 dans la ville où Artaud était né et où Rimbaud est mort. On voit le genre!

Auteur d'une soixantaine d'ouvrages, traducteur reconnu du chinois ancien, poète de la liberté, philosophe, musicien de blues, il avait bourlingué de la Chine à l'Inde et du Népal à Madagascar. Ses traductions de Lao Tseu et des poètes chinois font référence. Son premier essai « Primauté et liberté de l'individu » remonte à 1968. Bizarre! Ses derniers livres « Buveurs de sang » (l'histoire de la résistance armée de 90% d'Ariégeois à la conscription de Napoléon) et « Passager des bancs publics » ont été publiés aux éditions libertaires. Incroyable!

Il était venu se réfugier en Ariège, cette terre courage de toujours et était connu comme le loup blanc (plutôt noir) à Saint-Girons et à sa formidable librairie « La Mousson » d'Anouchka. Une rumeur dit qu'il s'est suicidé, mais nous n'y croyons pas.

C'était non seulement un anar, mais, mieux, un anar chez les « anars ».

Il aurait refusé qu'on lui rende hommage.

C'est une raison suffisante pour le faire!

Jean-Marc Raynaud, Philippe Camus

Avec l'appui de la Mission locale et de Thierry, pour remplir les paperasses en bonne et due forme, l'interprète eut une première fiche de paye en novembre. Je fis un planteur pour arroser l'événement en précisant que, s'il y avait eu un Antillais dans le groupe, je ne m'y serais pas risquée.

Nouvelle découverte concernant Thierry quand il me répondit :

— Ton breuvage est très bon et je m'y connais : ça ne se voit pas, mais je suis à demi antillais!

Avec RESF, nous n'avons pas eu que des échecs. Je me souviens d'une enfant d'Afrique de l'Ouest métamorphosée quand sa mère fut régularisée. Elle s'épanouit, devint « élève » et entra dans les apprentissages. Ce que l'inspectrice avait compris, d'où son soutien.

Thierry et l'interprète coorganisèrent des fêtes au Grand Parquet et au pôle associatif. Quels bons souvenirs! Cependant, épuisée, je finis par changer d'école pour un endroit moins lourd.

Voilà la naissance d'une amitié et un pan de la vie professionnelle de Thierry qui n'est pas dans le Maitron.

Alors qu'il semblait se remettre de sa « longue maladie », l'infection nosocomiale l'a frappé sans crier gare.

L'interprète, toujours en activité, lui a rendu un dernier hommage ému dans la chambre funéraire.

La somme des petites actions font, aussi et d'abord, les grands humains. Merci à toi Thierry.

Une pensée pour sa famille et ses amis, pour Agnès, sa complice de radio.

Florence

**Des cailloux dans l'engrenage
sur Radio Libertaire**

Émission en hommage musical à Thierry
le 31 janvier 2024

LA LOI ET L'ORDRE (INFIRMIER)

De l'hommage à la coercition, il n'y a qu'un pas, que l'État et ses structures associées n'hésitent pas à franchir, quand s'opèrent des résistances à leurs intrusions dans le quotidien des travailleurs. Ainsi sont révélateurs les tensions et les rapports de force qui amènent les sbires de l'État à violenter les infirmières et infirmiers, ceux et celles-là mêmes qui étaient portées aux nues par un pouvoir aux abois, au plus fort de la crise COVID de 2020.

De l'hommage collectif à la visite des pandores

En effet, il y a quatre ans, au plus fort de la pandémie, chaque soir, à 20 h, les Françaises et les Français sortaient sur leur balcon les applaudir, encouragés dans ces actes de dévotion par l'État. Les éclaireurs de la première ligne, les fantassins, la piétaille, pour employer le champ lexical militaire cher au président de la République, les infirmières et les infirmiers se relayaient lors de gardes interminables auprès des malades, sans compter leurs heures et s'exposant à la contamination d'un mal dont ils ignoraient tout. Vêtus de sacs poubelles, équipés de masques en tissu cousus par des grand-mères solidaires, sans aucun matériel, ces professionnel-le-s se mettaient en danger pour soigner les gens. Quatre ans plus tard, et cela a été évoqué dans plusieurs articles de quotidiens régionaux, un certain nombre d'entre eux se retrouvent à ouvrir leur porte, au petit matin, à la gendarmerie nationale et à subir menaces, prise d'empreintes et de photos. Au mieux, ils sont convoqués au commissariat le plus proche où des flics leur font la morale.

Pourquoi ? Parce que ces infirmiers et infirmières refusent d'adhérer à leur Ordre. Un Ordre infirmier créé en 2006, organe administratif parasitaire inutile, qui a frôlé la banqueroute (et la suppression par des parlementaires, en 2015), auquel l'adhésion – payante chaque année – est obligatoire sous peine d'exercice illégal de la profession. Certains soignants se sont ainsi vus accusés d'exercer illégalement un métier qui était le leur depuis plusieurs décennies et pour lequel ils sont déjà diplômés d'État.

Mainmise étatique et vacuité payante

Cet Ordre imposé, qui aboutit à l'obligation de payer pour effectuer son travail, est représentatif de la volonté étatique de s'insinuer partout et tout le temps, dans les affaires des travailleurs, dans leur cœur de métier, pour leur dicter comment

élaborer leur propre cadre éthique et déontologique, quitte à créer pour cela des organes creux qui peinent à dissimuler sa tentative de prise de contrôle. Putativement démocratique, et ce, même si lors des élections de 2008, seulement 13% de travailleurs et travailleuses ont voté et qu'aujourd'hui, près de 20 ans après, à peine 31% des infirmières et infirmiers en centre hospitalier public sont adhérent-e-s, cet Ordre entend se poser comme l'interlocuteur de la profession avec les pouvoirs publics, en empiétant sur les prérogatives syndicales. Et dans ce tiers d'adhérents, tous les nouveaux diplômés ont eu l'obligation d'adhérer pour disposer de leur numéro RPPS (identifiant professionnel) et pouvoir ainsi travailler. L'Ordre est censé porter la cause du métier auprès des pouvoirs publics, défendre la profession, la valoriser, dans une perspective fédératrice bref, faire, en gros, tout ce que font les syndicats, mais, bien évidemment, en dépolitisant les revendications, comme si le secteur de la santé n'était éminemment pas politique.

Un bras de fer s'est ainsi aussitôt engagé entre l'Ordre et les travailleurs du soin réfractaires, soutenus par une grande partie des syndicats. Le premier ayant appelé à la rescousse les instances étatiques et notamment les procureurs de la République, qui, zélés, en viennent à rappeler que « *le contrôle sur une profession est un gage de sécurité pour la population* », comme ose dire Éric Bouillard, procureur angevin, qui doit imaginer que le monde de la santé fonctionne comme son petit tribunal. Comme si la profession n'était pas assez encadrée comme ça. Et donc c'est ainsi que les forces de l'ordre viennent déranger les infirmiers et infirmières chez eux à l'aube et les intimider, en leur infligeant des pratiques jusqu'ici réservées à la délinquance, en les grondant devant leur famille, en les menaçant d'amendes, de radiations, d'absence de protection juridique... Des mails menaçants (amendes et même emprisonnement) ont également été envoyés. N'ont-ils donc que ça à faire, les gardiens de la paix, pour aller emmerder les soignantes et les soignants à leur domicile ?

Tout ça pour un Ordre qui, se nourrissant sur le dos des travailleurs, a brillé par son absence lors de la pandémie, et peine à justifier son existence autrement que comme source de revenus pour quelques ronds-de-cuir, s'amusant à balancer des grands concepts ici et là, invoquant l'éthique alors qu'ils tentent juste de neutraliser davantage le monde syndical... Où est l'éthique pour envoyer les flics menacer les soignants ? C'est ça, la priorité, aujourd'hui, dans le secteur ravagé et sous-doté qu'est l'hôpital ? Rameuter celles et ceux qui, jusqu'ici, ont résisté au racket ?

L'obsession du contrôle

L'hôpital est en grande souffrance, sous-financé. Il peine à recruter et les services fonctionnent en flux pire que tendu, ce qui épuise les équipes. Où est l'Ordre infirmier sur ces questions ?



SITUATION TENDUE CET ÉTÉ DANS LES HÔPITAUX -



On le cherche encore. Les soignants travaillent avec des bouts de ficelle, un nombre de lits de plus en plus réduit, des budgets anémiés, une absence criante de reconnaissance qu'un Ségur est venu quelque peu compenser, même si cette prime a vite été dévorée par l'inflation et l'absence de réelle augmentation de salaire. Mais la priorité de l'État semble de refermer sa poigne sur un secteur qui se mobilise encore sur ses conditions de travail, n'hésite pas à descendre dans la rue pour revendiquer une meilleure prise en charge des patients, à défaut de pouvoir vraiment organiser la grève. C'est trop pour le pouvoir. Preuve de la vacuité de ce machin, quand l'Ordre national des infirmiers s'est doté d'un code de déontologie des infirmiers, il lui a fallu plus d'un an et saisir le Conseil constitutionnel pour qu'il mette l'État à l'amende (500 € par jour) tant qu'il n'aurait pas promulgué le code sous forme de décret. Tant qu'il s'agit de faire raquer les soignants, de les contenir au sein d'une fédération qui peine à cacher sa structure étatique, portée par la droite depuis le début afin de couper l'herbe sous le pied des syndicats, il y a du monde et des flics pour intimider les récalcitrants, mais dès lors qu'il s'agit de travailler sur une déontologie qui viendrait interroger le sens qu'il y a à faire travailler des soignants en sous-effectif et les transformant malgré eux en agents maltraitants du fait de l'épuisement, du burn-out, de conditions de travail indignes et des salaires parmi les plus bas d'Europe, il n'y a plus grand monde pour sustenter cet organisme de régulation fantôme.

Alors comme toujours, l'État botte en touche, détourne l'attention et préfère envoyer les gendarmes chez les soignants pour coércer. Un sens des priorités pour le moins aberrant, qui traduit plus qu'un soutien à un Ordre national, l'obsession de l'ordre national.

Julien Caldironi
Individuel 49

PAS DE PLACE POUR LES POLITIQUES RACISTES !

Les frontières tuent, liberté de circulation !

Ce samedi 3 février était une date nationale de mobilisation des collectifs de sans-papiers contre l'immonde loi « immigration ». À Metz, une manifestation en centre-ville s'est déroulée et a pu dénoncer cette loi, mais également les glissements fascisants qui, depuis quelque temps, envahissent le débat public et favorisent le développement du racisme décomplexé.

La Fédération Anarchiste oppose aux frontières des États qui ne causent que des morts, la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous.

Accompagné.es pour un week-end de rencontres et d'échanges à Metz avec des camarades de différents groupes de notre fédération, nous avons pu organiser un cortège libertaire et animer une belle manifestation !

Alors face à la banalisation des discours racistes et réactionnaires, opposons une solidarité de classe, antifasciste et libertaire !

Organise-toi et lutte !

Groupe de Metz de la Fédération Anarchiste

4 février 2024.

DES PAPIERS POUR LES SANS-PAPIERS!



LE GROUPE COMMUNE DE PARIS MILITER AU QUOTIDIEN

Le groupe Commune de Paris, fondé en 2013 à la suite du Congrès de la FA à Cluny, a un peu plus de dix ans. Il est composé d'une douzaine de militant-e-s de 20 à 75 ans, donc sans rupture sociologique et générationnelle. Sa militance au quotidien tend à diffuser, au maximum, les pratiques et l'éthique libertaire au plus grand nombre en développant des activités quotidiennes, en assurant des ventes hebdomadaires du *Monde libertaire* à la criée à la frontière du XIX^e et du XX^e arrondissement de Paris, des permanences à la librairie Publico. Il est aussi présent dans les manifestations dont celles en 2023-24, contre la réforme des retraites à 64 ans ou l'inique loi Darmanin... et la manifestation libertaire du 1^{er} Mai à Paris.

Les militant-e-s militants du groupe Commune de Paris animent aussi trois émissions sur Radio libertaire, à savoir *Les Chroniques syndicales*, une émission littéraire *Au fil des pages*, une émission de musique classique *Un classique, s'il vous plaît!* et accessoirement ils participent à la *Philanthropie de l'ouvrier charpentier* du groupe Poulaille ou à *Trous noirs* du groupe Gaston Leval. Ils et elles sont aussi impliqués dans la rédaction de notes de lecture ou d'articles réguliers pour le *Monde libertaire*. Afin de faire connaître ses différentes activi-

tés, le groupe tient un blog¹ et il participe chaque année à la préparation de la montée au mur des fédérés avec les Amies et Amis de la Commune de Paris afin de garder le souvenir de la semaine sanglante où les brutes sanguinaires versaillaises commandées par Adolphe Tiers fusillèrent hommes, femmes et enfants.

Ces trois dernières années, ils ont organisé trois colloques, l'un, avec la CNT, pour le 150^e anniversaire de La Commune avec à la clé la publication de *Commune de Paris 1871, toujours debout 2021*, un deuxième sur l'autogestion et un troisième 12 heures pour l'anarchisme avec la publication d'un dossier afférent dans le *Monde libertaire*. Ils préparent le quatrième pour le 27 avril 2024 qui sera consacré aux pédagogies alternatives, coopératives et libertaires. Ses militant-e-s participent aussi aux réunions de l'organisation (Congrès, CR et CR-E) et deux d'entre eux ont un mandat fédéral.

Enfin, ils ont en projet la réalisation de clips vidéo sur la vie du Groupe Commune de Paris et des initiatives de la Fédération anarchiste à diffuser sur les réseaux sociaux.

Hugues

Groupe Commune de Paris

POUR L'ÉDUCATION POPULAIRE ET LIBERTAIRE

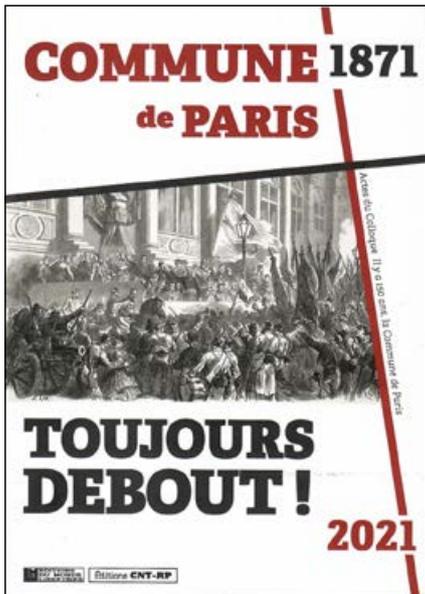
Dans *Militer au quotidien*, le groupe Commune de Paris a évoqué ses multiples activités. Dans ce second article, il sera question de ce qui le fonde et l'anime, à savoir le recours à l'éducation populaire et à la culture comme vecteur de développement des idées, des valeurs et des pratiques anarchistes. C'est pour cette raison que le groupe Commune de Paris est investi au *Monde libertaire* et sur Radio libertaire (fête des 40 ans et trois émissions) et qu'un de ses militants avec Pierre de Strasbourg ont relancé la nouvelle encyclopédie anarchiste en ligne². Mais l'essentiel de ses initiatives dans l'éduc-pop ne s'arrête pas là.

L'Université populaire et libertaire du XI^e arrondissement qui fonctionne maintenant depuis 2015, est animée par un groupe de militant-e-s du Groupe Commune. Une fois par mois en soirée à Publico, l'UP propose la projection

d'un film à dimension sociale suivi d'un débat. Rencontre autour d'un documentaire s'inscrivant, sans la dimension de production de film, dans la tradition du *Cinéma du peuple*³ à l'initiative de quelques anarchistes dans les années 1910 qui dénonçaient les films commerciaux aliénants, sans nier la possible utilisation du cinéma comme outil d'éducation et d'émancipation. Plus précisément,

« *L'idée de la coopérative du Cinéma du Peuple prend forme lors du premier congrès national de la Fédération communiste anarchiste révolutionnaire (FCAR) qui se déroule du 15 au 17 août 1913, à la Maison des Syndiqués de la rue Cambronne (Paris). Un comité de*

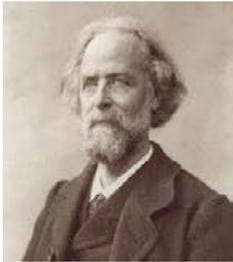




Université populaire et libertaire du XI^e arrdt, Commune de Paris

LE CINE de la COMMUNE
Vous propose

Elisée Reclus, la passion du monde
En présence de son réalisateur : N. Eprende



Le mercredi 15 décembre 2021 à 20H
LIBRAIRIE PUBLICO 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

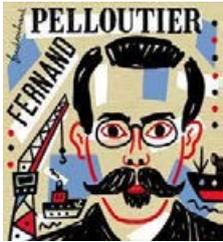
TEL 01 48 05 34 08 COURRIEL librairie-publico@ulfr.fr
METRO LIGNE 5 : OBERKAMPF OU LIGNE 8 : FILLES DU CALVAIRE

Organisé par le groupe Commune de Paris de la Fédération Anarchiste

Université populaire et libertaire du XI^e arrdt, Commune de Paris

LE CINE de la COMMUNE
Vous propose

FERNAND PELLOUTIER et les Bourses du Travail
un film de Patrice Spodoni



Le mercredi 17 novembre 2021 à 20H
LIBRAIRIE PUBLICO 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

TEL 01 48 05 34 08 COURRIEL librairie-publico@ulfr.fr
METRO LIGNE 5 : OBERKAMPF OU LIGNE 8 : FILLES DU CALVAIRE

Organisé par le groupe Commune de Paris de la Fédération Anarchiste

discussion se rassemble autour d'Yves Bidamant, Sébastien Faure, Jean Grave, Gustave Cauvin, Robert Guérard et Charles-Ange Laisant, pour traiter du cinéma comme possible moyen d'éducation et d'émancipation des classes populaires. Si certains estiment que la Presse et les ouvrages restent les meilleurs moyens de faire passer l'idée, la majorité des militants voit dans le film une opportunité bien plus considérable »⁴.

À la suite d'une réunion collective, sans abandonner les soirées « cinéma », il fut décidé par les militant-e-s du Groupe Commune de Paris d'enrichir le processus et d'organiser au même rythme, à d'autres moments une autre forme d'accès au savoir. Il fut donc adopté l'idée d'organiser des « causeries populaires ».

Les anarchistes furent associés souvent à d'autres courants dans le cadre de l'éducation populaire, mais les Causeries populaires furent à leur seule initiative, plus particulièrement à celle de Libertad et de Paraf-Javal. Gaetano Manfredonia explique les raisons de la création des Causeries en parallèle aux UP. Libertad et Paraf-Javal « **dans un premier temps [...] trouvèrent au sein des Universités populaires (UP) le support idéal pour la diffusion de leurs idées. Mais, devant le succès grandissant de leur propagande, ce cadre apparut de plus en plus inadapté. L'enseignement tel qu'il était imparti aux UP n'avait rien de spécifiquement libertaire [...]. C'est alors que germa l'idée d'organiser, à côté des UP, des « Causeries » entièrement libres où les compagnons viendraient écouter des conférences à leur gré, sans aucune obligation, et où le formalisme de l'enseignement serait remplacé par la franche camaraderie »⁵.**

Comme les causeries animées par Libertad et Anna Mahé sur la butte Montmartre à Paris dans le 18^e arrondissement de Paris. L'idée des militant-e-s du Groupe Commune était et est la

suivante : dépasser le discours savant des clercs et s'autoriser à prendre la parole en petit groupe avec ou sans préparation. Comme au temps du journal *L'anarchie* (1905-1914), les animateurs annoncent sur les sites d'informations militantes le thème choisi et le préparent. De leur côté, les futurs acteurs-prostateurs y viennent librement. L'intérêt de la démarche est de permettre une meilleure et réelle expression des participant-e-s hors de la discussion conventionnelle de fin de conférence.

Deux expériences déjà bien ancrées dans les pratiques sociales sans pour autant être figées, leurs militant-e-s toujours critiques de leurs propres actions veillent à toujours être en mesure de les faire évoluer.

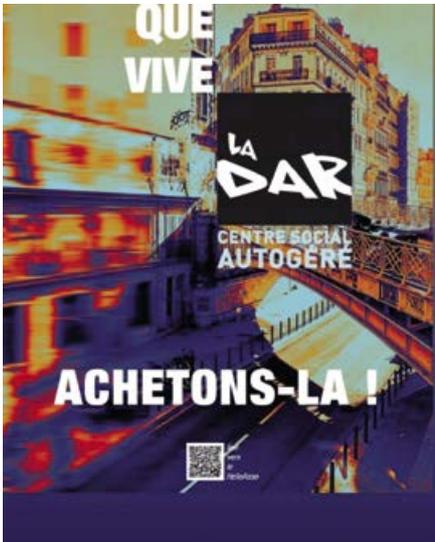
Hugues

Groupe Commune de Paris

1. <https://federation-anarchiste-groupe-commune-de-paris.over-blog.com/>
2. <https://www.encyclopedie-anarchiste.xyz>
3. Voir l'article de I. Marinone « Cinéma du Peuple », mis en ligne le 15 avril 2020, <https://www.encyclopedie-anarchiste.xyz>
4. Bidamant Y.M., « Pourquoi un Cinéma du Peuple ? », Paris, *Le Libertaire*, 20 septembre 1913, cité par I. Marinone, *Ibid.*
5. Manfredonia Gaetano, (1998), *Libertad et le mouvement des Causeries populaires*, La Question sociale, Bogny-sur-Meuse, p.18. Extrait de sa thèse : *L'Individualisme anarchiste en France (1880-1914)*, IEP, Paris, 1994.



MARSEILLE, GROUPE OAI DES NOUVELLES DE LA DAR



Il y a plusieurs mois, dans *le Monde libertaire*, on pouvait lire un article qui demandait de soutenir financièrement le rachat de la Dar, un centre social autogéré à Marseille.

Après une campagne de don de 6 mois, le pari a été gagné ! Pas moins de 160 000 euros de dons et 60 000 euros de prêt à taux 0 sur les 302 000 euros nécessaires, le reste étant complété par un prêt bancaire.

Ce rachat intervient dans un contexte de gentrification accélérée de Marseille et si le lieu n'avait pas été pérennisé, il aurait été presque impossible de retrouver un local équivalent.

Depuis ce rachat les activités proposées dans le lieu se sont multipliées. En plus des 3 concerts amplifiés mensuels (toujours prix libre et en soutien à des collectifs politiques), viennent s'ajouter de nombreux ateliers (7 ateliers hebdomadaires comme de la boxe, l'accueil des mineurs non accompagnés, des cantines ou de la couture par exemple), mais également des projections, des débats ou des réunions d'organisations politiques ou syndicales.

La Dar, en tant que collectif, propose également des cycles de débats et pro-

jections, celui en cours sur l'internationalisme a débuté en février avec 3 soirs de suite de débats et de concerts.

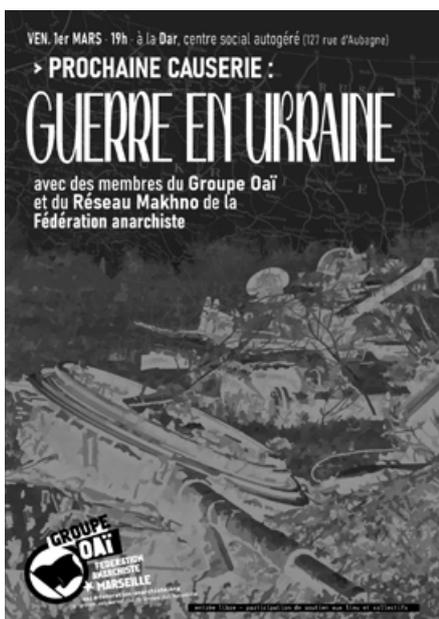
Une multitude d'activités

Pour donner un exemple, il y a 70 activités prévues pour le mois de février, le lieu tourne à plein régime avec un fonctionnement horizontal et autogestionnaire.

Le groupe Oai, actif dans ce lieu depuis 2018, y a un temps tenu ses réunions, mais surtout y organise des débats.

L'année dernière, dans le cadre de la campagne antinucléaire de la Fédération anarchiste, un week-end entier a été organisé à la Dar avec de nombreuses conférences.

Cette année, dans le cadre des campagnes fédérales antifascistes et contre la guerre, des événements sont organisés dans le lieu s'inscrivant aussi dans un cycle internationaliste lancé par des membres du collectif de la Dar.





Il est en effet prévu, le 1^{er} mars, la venue de Nicolas Éprendre qui est membre du réseau Makhno de la Fédération anarchiste pour une causerie autour de la guerre en Ukraine s'appuyant sur la brochure sortie par le réseau au début du conflit.

Ensuite, le 30 mars, nous accueillerons des membres du collectif La Horde pour la présentation de leur livre *10 questions sur l'antifascisme* sorti aux Éditions Libertalia. Enfin, en avril, il y aura la présentation du livre *Avec tous nos frères étrangers* en présence de Dimitri Manassis, un des auteurs.

Spidrou
Groupe Oaï



BRETAGNE L'ENTRAIDE ET LE FERMENT NOUVELLE LIBRAIRIE

Voici enfin des nouvelles de la Ferme Intention !

En septembre 2021, le groupe Le Ferment lançait dans *Le Monde Libertaire* une souscription pour acheter un fonds d'ouvrages à l'occasion de l'ouverture d'une librairie coopérative autogérée à Spézet en Centre Bretagne. Celle-ci a fonctionné pendant un peu plus d'un an de mi-décembre 2021 à fin février 2023. Elle a dû fermer, car le local qu'elle occupait de façon provisoire a été vendu.

En attendant de trouver une solution, une partie de l'équipe a animé des librairies buissonnières en Bretagne. Un jour, le groupe L'Entraide se propose d'héberger la coopérative dans un lieu militant en devenant à Caulnes, commune des Côtes-d'Armor entre Saint-Brieuc et Rennes.

David et Louise

Sous l'impulsion des groupes Le Ferment et L'Entraide, la librairie de David et Louise* est ouverte à la mi-décembre 2023. Le principe est le même qu'à Spézet :

- > livres et autres biens culturels à prix coûtant
- > ouvert à tous.tes (en d'autres termes aucune exclusion) et généraliste
- > autogestion, c'est-à-dire sans salarié ni hiérarchie.
- > fondée sur les initiatives individuelles et collectives (tu veux, tu fais ensemble)

Le samedi 27 janvier 2024 a eu lieu la première réunion publique d'information sur le fonctionnement de la librairie. L'accueil est chaleureux et encourageant. Des personnes renforcent déjà les membres des groupes anarchistes impliqués.

N'hésitez pas à venir nous voir : 7 rue de Dinan à Caulnes, ouvert les samedi et dimanche de 10h à 19h et le lundi de 16 h à 19 h. Pour nous contacter davidetlouise.librairie@etvlan.org. Merci de vos soutiens réguliers ou ponctuels qui participent toujours à faire vivre nos convictions dans des alternatives anarchistes en acte.

L'Entraide et Le Ferment

* Le premier qui devine de qui il s'agit aura un cadeau !



LE COUP DE GUEULE DE JUSTHOM MARDI 16 JANVIER 2024, UNE DATE HISTORIQUE !

“Une année à Buchenwald m’avait appris concrètement ce que Kant enseigne, que le mal n’est pas inhumain, mais, bien au contraire, une expression radicale de l’humaine liberté.”

Jorge Semprun, *Le mort qu’il faut*

Is/elles étaient tous et toutes là, les figurant-es : 14 en fond de scène avec la doublure (Attal) derrière l’acteur vedette Macron, qui comme à l’accoutumée a vomi un spectacle indigeste. Il ne fallait surtout pas s’attendre à ce que ce cabotin nous annonce qu’il va changer d’orientation à sa politique de classe et que cette fois le peuple y trouverait son compte.

Le bougre a annoncé la couleur, en ce mardi 16 janvier, et ce pendant deux heures, il nous a abreuvés de son discours menaçant d’extrême droite, qui ne prête pas à interprétation.

Il y avait là un ramassis de vieilles canailles prêtes à servir le maître et à se faire plus manichéennes que lui.

Toutes et tous ont donné des gages de fidélité et d’obéissance aveugle aux ordres. Certains iront même jusqu’à être plus pervers que le despote.

Ils et elles ont déjà donné un spectacle affligeant : certaines n’ont pas hésité à mentir, d’autres se sont faits cireur-euses de pompes ou lèche-cul, serviles et encore flagorneur-euses.

Il faut appeler un chat un chat

La politique qu’il va mener avec sa doublure et assisté de ses hommes et femmes de main sera une politique d’extrême droite. Contrairement à ce que le charlatan veut nous faire avaler, sa politique de classe ne sera pas en faveur du peuple et des travailleur-euses.

Le maître mot : le réarmement !

Et d’affirmer d’une façon péremptoire :

L’ordre va avec le progrès, l’autorité avec l’émancipation, une double radicalité avec une double ambition. Voilà trois affirmations ; dont deux puent le foutage de gueule, sont antinomiques, contradictoires : l’ordre est contraire au progrès, car donner des ordres patronaux, politicards, militaires, religieux est une atteinte aux libertés et, dans ces cas, signifie régression et surtout pas progrès (régression en matière de politique sociale) par exemple et là, Monsieur Macron, vous savez de quoi vous parlez. Mentir pour tromper ce n’est pas beau.

Il en va de même pour autorité et émancipation : l’émancipation ne peut se faire sous l’autorité de qui que se soit, pas

plus que sous la contrainte. Il y a là une contradiction entre ces deux concepts. Cela vous n’êtes pas sans l’ignorer, Monsieur le donneur de leçons. Vous trompez délibérément.

Quant à la troisième affirmation, vous n’hésitez pas à utiliser le concept de double radicalité pour assouvir une double ambition. Dans votre langage guerrier, cela veut dire ne pas hésiter à employer la violence et tous les moyens pour « réussir », comme vous le faites.

Et de donner l’exemple en commençant par l’école. Il faut réarmer l’école, dites-vous ! Dans le langage macronien, cela veut dire faire de l’école une annexe des casernes afin de faire des écoliers, des collégiens et des lycéens de bons petits soldats.

Il s’agit :

- > du réarmement civique, le doublement de l’instruction civique et culturelle renforcée, de l’apprentissage de la Marseillaise
- > de la généralisation du SNU (obligatoire en seconde), auparavant c’était le volontariat qui s’appliquait,
- > du port de l’uniforme et pourquoi pas le salut aux couleurs tous les matins, et ce dès la maternelle !

Le marché du travail ou le marché aux esclaves

Il faut réformer le marché du travail. Imposer des règles plus sévères en cas de refus d’emploi, vous appelez cela « un meilleur accompagnement », sous la contrainte.

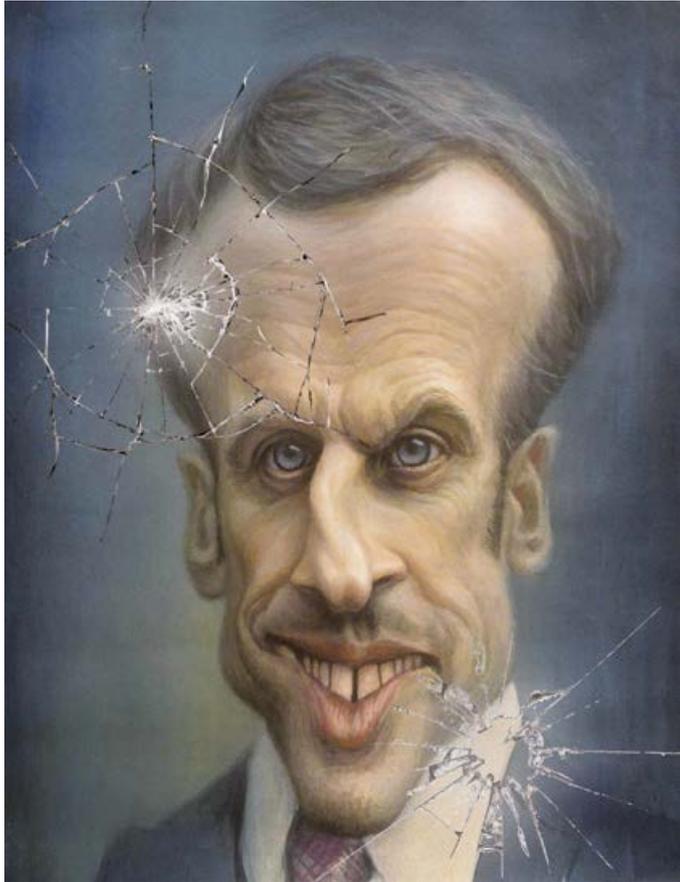
Mieux gagner sa vie par le travail, vous ne proposez pas une augmentation de salaire, mais une rémunération au mérite, à condition d’avoir beaucoup d’ardeur et d’y mettre du sien et d’être obéissant et discipliné.

Le congé de naissance, pour remplacer le congé parental, vous proposez de le passer à 6 mois alors qu’il était de 3 ans ? Pour faire passer la pilule, vous proposez une augmentation conséquente pour le couple, mais vous êtes silencieux sur le montant.

Le rideau vient de tomber sur une immense supercherie

Certes, le jésuite président aura dû discourir pendant plus de 2 heures et se fendre d’un discours plein de circonlocutions pour tenter de nous convaincre qu’il va mettre tout en œuvre pour nous concocter une vie meilleure. Alors qu’il va mettre en place un régime autoritaire, policier et militaire, et ce dès l’enfance. Rien ne doit échapper au despote.

Le bêtifère qui nous sert de président et sa chattemite de chef du gouvernement vivent comme les crabes dans une carapace.



D'HORS SAISON

FAITS Alexeï vient d'être assassiné Poutine est toujours vivant C'est une double mauvaise nouvelle pour la pensée honnête !

Alexeï vient de mourir au goulag. Arrêt du cœur. Très original. Officieusement d'une insolation au bord de la piscine du goulag. C'est largement plus crédible.

Dans le n° 1858 de février 2024 du *Monde Libertaire*, nous avons (avec *Courrier International*) lancé un cri d'alerte. Silence radio médiatic-toc. Incroyable !

Rappelons les faits. Depuis 20 ans, Alexeï est le principal opposant politique de Poutine. De ce fait il a échappé à plusieurs tentatives d'assassinats. La dernière, il y a quelques années, par empoisonnement. L'Allemagne a réussi à lui sauver la peau. Par miracle. Une fois sauvé, il aurait pu rester en Allemagne. Mais, il a décidé de rentrer dans son pays. La flicaille l'attendait. Procès à la clef. Plusieurs dizaines d'années de prison pour... peu importe le prétexte. Pas suffisant. Dernièrement, mutation direction un goulag dans le grand nord sibérien où même les phoques et les ours blancs ne se risquent pas. C'était juste pour...

Contrairement au « grand » Staline, le petit Poutine, médaille d'or de la lâcheté et de la veulerie, est du genre chipoteur par rapport à l'assassinat de ses opposants. Il les préfère cuits à point, à petits « feux », dans les glaces du goulag.

Est-il besoin de le préciser, les muets de la valetaille médiatique n'ont pas manqué de... s'offusquer ! Leur insignifiance signifiée est juste à vomir.

Sérieusement, l'assassinat d'Alexeï n'est pas un assassinat de plus parmi des millions d'autres. C'est un symbole.

Même les racistes fascistes d'Afrique du Sud n'ont pas osé assassiner Mandela dans leur prison. Ils l'y ont laissé pourrir pendant 27 ans, mais ils n'ont pas osé le tuer... Le nazificateur en chef et autre agité du bocal russe, lui, a osé.

Ce jour, une trentaine de personnes ont eu le COURAGE de manifester PACIFIQUEMENT devant l'ambassade de Russie à Paris. La police, française, est intervenue. Motif, manifestation non autorisée. La messe est dite !

Ce jour, je vais demander à être déchu de ma nationalité française et prendre ma carte de citoyen du monde.

C'est, peut-être largement complètement con et pas franchement porteur (de quoi ?), mais cékomça. Comme le disait notre camarade Jean Malaurie : « Même si tous..., moi, non ».

Jean-Marc Raynaud

Autrement dit, ils ont les os autour de leur chair qui les protègent. C'est une autre façon de comprendre et d'interpréter la vie.

Entre la peste et le choléra

Si nous ne réagissons pas, notre avenir proche s'annonce bien sombre. C'est la dictature à coup sûr. Le régime qui nous sera imposé sera la droite extrême ou l'extrême droite. Cherchez la différence : entre le parti présidentiel ou celui du Rassemblement national, il n'y en a pas. Ils sont frères siamois : c'est le rejet de l'immigration, l'autorité en matière de gouvernance, l'assujettissement des travailleurs et du peuple, le nationalisme exacerbé au plus haut point.

L'heure n'est plus à la soumission ni aux lamentations. Il s'agit de réagir. Nous en avons les moyens humains et intellectuels. Ne sommes-nous pas les rouages essentiels du fonctionnement de la société ? Alors, cessons d'obéir, bloquons les points stratégiques, occupons les administrations et la Bourse, faisons en sorte que les entreprises tournent au ralenti afin que le patronat et les actionnaires ne se goinfrent plus sur le dos des travailleurs, intervenons dans les temples de la consommation... Bref, désorganisons cette belle mécanique qu'est le système capitaliste qui, en fait, est sur un pied d'argile. Pour cela, soyons déterminés et ne faisons confiance qu'à nous-mêmes. Organisons-nous en libre association dans le cadre de la diversité des activités afin de fédérer tous ces regroupements en organismes autogestionnaires. Et ce sans leader autoproclamé, sans parti politique et sans boutique syndicale.



ISRAËL / PALESTINE

EXPULSER (DÉPORTER) LES PALESTINIENS

Les bombardements massifs perpétrés par le gouvernement israélien à la suite de l'attentat terroriste du Hamas le 7 octobre commencent à montrer leur véritable objectif : raser le tissu urbain de la bande de Gaza et inciter au transfert de la population en vue d'une réoccupation de ce territoire. On retrouve là une des constantes de la politique sioniste depuis le début : transférer les Palestiniens, ailleurs, n'importe où sauf en Israël ou sur le territoire qu'Israël revendique. En effet, l'idée du « transfert » (euphémisme pour déportation) des Palestiniens n'est pas nouvelle. Elle figure dès le début dans le projet sioniste et cette éventualité n'a jamais été abandonnée par les dirigeants d'Israël.

C'est Théodore Herzl, l'idéologue du sionisme qui, le premier, a envisagé la possibilité du « transfert » des Palestiniens. Dans son esprit, cependant, il s'agissait d'un transfert pacifique, ce qui aurait été, à vrai dire, une première dans l'histoire de l'humanité.

La création d'un État fondé sur l'expulsion.

Hertzl écrivait ainsi dans son journal intime :

« Les sionistes vont exproprier gentiment les Arabes et essayer de faire évanouir cette population sans ressources hors des frontières du pays, en leur procurant des emplois dans les pays transitoires, tandis qu'aucun emploi ne leur sera fourni dans notre pays. »¹

Le 12 juin 1895, il écrivit encore :

« En achetant de la terre, nous apportons des avantages matériels au pays qui nous accueille. Peu à peu nous devons nous rendre maîtres des terres, privées de leur propriétaire, dans les régions où nous nous installerons. Nous essayerons de transférer leurs misérables habitants au-delà des frontières, sans que cela provoque des remous, en leur assurant du travail dans les pays de transition. Mais dans notre pays nous ne leur fournirons aucun travail... Il est de notre intérêt que les propriétaires fonciers pensent qu'ils nous exploitent en obtenant des prix excessifs pour leurs terres. Mais aucune terre ne le sera jamais revendue. »

On voit donc que l'idée même de la création de l'État d'Israël est fondée sur l'expulsion des Palestiniens, qui a commencé préalablement à la fondation de l'État, et pendant la guerre qui a abouti à la création de l'État.

« Comme tous les autres obstacles au projet sioniste, il fallait déblayer le terrain de ses indigènes, et ce par les trois commandements du sionisme : rédemption de la terre, à savoir achat des terres aux propriétaires absentéistes avec comme condition l'expulsion des paysans arabes; conquête du travail, c'est-à-dire expulser les travailleurs arabes du marché du travail, en particulier en fondant la Histadrut dont l'objectif est de faciliter l'emploi exclusif de la main-d'œuvre juive par des boycotts, des subventions, des actes de violence; acheter des produits juifs, en boycottant (souvent en détruisant) les produits arabes². »

La politique d'expulsion trouve sa raison dans deux phénomènes complémentaires.

► **Un problème de territoire.** Dans les territoires occupés, où coule un fleuve stratégique, le Jourdain, les autorités israéliennes tentent d'annexer des territoires qu'ils voudraient vider de leur population. Faute de pouvoir réaliser intégralement ce projet, l'implantation de nombreuses colonies juives dans les territoires palestiniens constitue des points de fixation d'autant plus importants que chaque colonie implique l'existence d'une zone de sécurité d'où les Palestiniens sont expulsés. Ensuite vient la nécessité de construire des routes pour relier ces colonies, routes interdites aux Palestiniens. Mais ces routes elles-mêmes nécessitent des zones de sécurité élargies. Ainsi, les Palestiniens sont effectivement peu à peu expulsés et concentrés sur un territoire de plus en plus réduit.

La construction du mur de séparation construit par les autorités israéliennes³, suivait cette logique, dans la mesure où il empiète systématiquement et de façon substantielle sur le territoire palestinien, ce qui constitue encore une manière d'annexer du territoire. En effet, contrairement à l'idée communément admise, il ne s'agit pas d'une clôture se situant sur la ligne verte, c'est-à-dire la ligne qui, selon les accords internationaux sépare Israël des territoires occupés : il empiète de 6 à 7 kilomètres sur les territoires palestiniens, mais pénètre par moments de trente kilomètres dans ces territoires. Par ailleurs, ce mur ne se limite pas à la partie occidentale de la Cisjordanie, il encercle deux enclaves palestiniennes à l'est, coupant la population de l'accès au Jourdain.

► **Un problème de population.** En Israël même, la population palestinienne, qui a un statut de citoyen de seconde zone, se caractérise par une natalité nettement supérieure à la natalité israélienne. Ce problème, ajouté à une forte émigration juive, en particulier ashkénaze, est un problème extrêmement préoccupant pour l'État d'Israël, dont les statistiques démographiques relèvent du secret d'État. Il n'est absolument pas envisagé, pour les autorités israéliennes, d'annexer la Cisjordanie, ce qu'explique très bien l'ancien Premier ministre Moshe Kohl, qui déclarait en 1967 que l'annexion par Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza signifierait l'intégration dans l'État d'Israël



des populations palestiniennes qui s'y trouvaient : cela aurait créé en une vingtaine d'années un État binational à majorité arabe à la fin du siècle. Vingt ans plus tard, Kohl soutint que le problème démographique était la bombe à retardement de l'État d'Israël.

La politique d'expulsion trouve également sa légitimation dans la religion.

Rappelons que l'État d'Israël, à la demande des fondamentalistes religieux, n'a pas de constitution, parce que seule la Bible peut servir de référence légitimante. Les fondamentalistes juifs, tel le Goush Emounim, jouent à fond la carte de la légitimité religieuse, dénonçant les aspirations à la « normalité » comme une « illusion des sionistes laïcs » : les Juifs ne peuvent pas être « normaux » car l'« unicité éternelle » des Juifs vient de leur alliance avec Dieu sur le mont Sinaï, ce qui fait dire au rabbin Shlomo Aviner que « Dieu peut exiger des autres nations qu'elles se soumettent à des codes abstraits de "justice et de vertu", mais ces codes ne s'appliquent pas aux Juifs ». La « doctrine » de Netanyahu repose sur les mêmes principes : le peuple juif a un droit imprescriptible et éternel sur Eretz Israël, le Grand-Israël de la Méditerranée au Jourdain.

Un traité qui consacrerait le partage de la Palestine serait donc une trahison et n'aurait aucune valeur. Cette opinion est largement partagée par la population israélienne. C'est cette même idée qui avait poussé Yigal Amir à assassiner Rabin⁴. Les documents signés à Oslo n'avaient aucune valeur pour bon nombre de nationalistes israéliens. Parler de respect des accords ou de droit international n'a par conséquent aucun sens pour des gens comme Netanyahu et son entourage, qui ont été élus pour que les droits des Palestiniens ne soient pas reconnus. Les élections ont révélé qu'une bonne moitié des électeurs israéliens est opposée au « processus de paix », approuve la ligne dure du Premier ministre et l'éventualité

d'une confrontation permanente avec les Palestiniens. Les rabbins nationalistes orthodoxes et la centaine de milliers de séminaristes juifs sont mobilisés pour chercher dans la Bible des arguments et des exemples pour effectuer ce « transfert ». En avril 1969, un certain Shraga Gafni (qui pourrait être le pseudonyme du Grand rabbin ashkénaze d'Israël Shlomo Goren), publiait dans la revue *Mahanaïm*, journal de l'aumônerie militaire, ses réflexions :

« Quant aux Arabes, élément étranger qui réside dans le pays, mais qui est par son essence étranger à cette terre, on doit leur appliquer la même sentence qu'on a appliquée à tous les éléments étrangers antérieurs. Nos guerres contre eux sont inévitables... Leur seul et unique but est de vous détruire. Il n'y a pas d'autre remède que de les détruire. Telle fut la punition des Amalécites. (La Bible-Samuel I, Ch. 15). » (Rapporté par Noam Chomski, *Guerre et Paix au Proche-Orient*, Belfond, Paris, 1974.⁵)

Lorsque la branche française du Likoud⁶ reçut Netanyahu à l'Aquaboulevard de Paris, le 25 septembre 1996, ce dernier déclara que « les droits d'Israël sont inscrits dans la Bible, et non dans les déclarations de l'ONU ». En cela, il fait bien partie de ceux qui refusent d'aborder le problème israélo-palestinien en termes concrets, de détermination de frontières, d'arrangements de sécurité, de partage des ressources naturelles, mais qui le réduisent à de prétendus commandements de Dieu, transformé en quelque sorte en agent immobilier.

Il y a donc une conviction profondément ancrée dans une grande partie de la population israélienne que l'ensemble du territoire de la Palestine appartient de droit aux Juifs puisqu'elle leur a été donnée par Dieu, et que tous ceux qui s'y trouvent sont des imposteurs qui doivent partir. C'est à partir de ce constat idéologique que toute la politique des autorités israéliennes s'explique, et en particulier la volonté d'expulser l'ensemble de la population palestinienne. ●●●



ISRAËL/PALESTINE

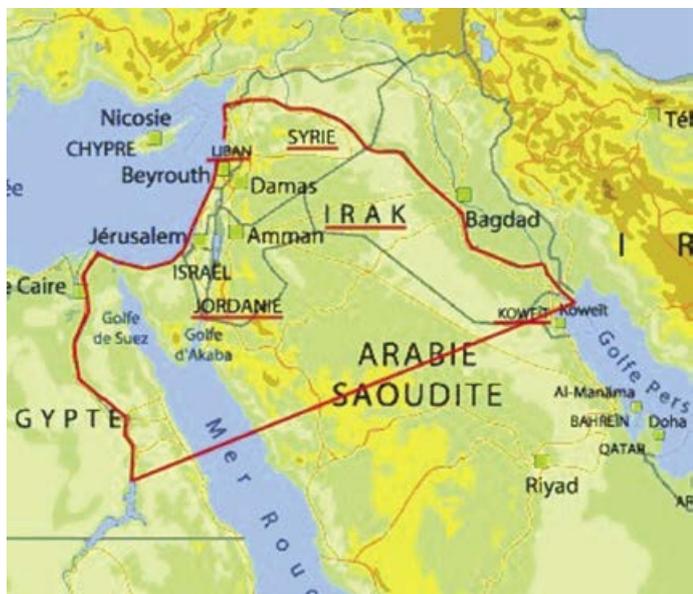
EXPULSER (DÉPORTER) LES PALESTINIENS

•••

Et Dieu voit plus grand encore...

Golda Meir, l'ancienne Première ministre, disait : « Nos frontières seront là où nous nous installerons... » David Ben Gourion déclara en 1938 que « les frontières des aspirations sionistes incluent le Liban-Sud, le sud de la Syrie, la Jordanie d'aujourd'hui, toute la Cisjordanie, et le Sinai⁷. » Il existe des cartes d'Israël assez surprenantes, qu'il est facile de trouver en Israël et sur Internet, représentant les prétentions territoriales du sionisme. On voit les frontières du pays qui débordent sur le Liban, la Jordanie, l'Égypte, la Syrie et l'Irak.

Ainsi, au hasard d'une errance sur Internet, peut-on trouver des témoignages de telles prétentions territoriales, qui sans conteste mettraient le feu à la poudrière proche-orientale si elles avaient ne serait-ce que le début d'une mise en pratique. Sur le compte Twitter d'une certaine Nili Kupfer-Naou, qui se présente comme « avocate, présidente de « Israël Is Forever », déléguée du Likoud aux institutions sionistes », on trouve une carte de cet Israël fantasmé, accompagné du commentaire suivant : « La voilà la carte de MON pays tel que D...⁸ l'a donné au peuple juif il y a 4 000 ans ».



« Israël Is Forever » milite pour la réinstallation d'implantations juives dans la bande de Gaza, pour l'expulsion des Palestiniens, et participe au blocage de camions de ravitaillement humanitaires, qualifiés pour la circonstance d'« inhumains ».

L'expulsion des Palestiniens est, et a toujours été pour les autorités israéliennes et pour bon nombre d'Israéliens la seule solution envisageable pour la « question palestinienne »

René Berthier

1. Herzl T. *The complete diaries*, Herzl Press and Thomas Yosseloff, New York, 1960, Vol. 1, p. 88.

2. Michel Warschawski, « État, nation et nationalisme, Actualité du sionisme », *L'Homme et la Société*, n° 114, 1994.

3. Voir: René Berthier, *La Palestine au pied du mur*, Éditions du Monde libertaire, 2009.

4. Yigal Amir, le fondamentaliste qui a assassiné Rabin, a été autorisé à voter en prison...

5. La Bible est remplie de ces passages où Dieu demande aux Israélites d'exterminer telle ou telle population. Dieu avait en effet demandé à Samuel d'exterminer les Amalécites, « hommes et femmes, enfants et nourrissons », pour une offense datant de 400 ans... Les intégristes juifs se situent tout à fait dans la tradition biblique.

Ainsi Yaveh commande à Moïse d'exterminer les Midianites, descendants de Midian, fils d'Abraham (Gen. 25, 2) et qui étaient apparentés aux Israélites. Dieu commande donc à Moïse de tuer tous les hommes et les femmes, à l'exception des jeunes filles que les Israélites garderont pour leur usage personnel (Nombres, XXXI, 1-18). Pourtant, ces gens avaient accordé l'hospitalité à Moïse pendant 40 ans (Ex. II, 15). Quelle ingratitude ! Un passage de Samuel raconte l'extermination de 50 000 personnes (Sam I, 6, 19).

Dans le Deutéronome (II, 13) ce n'est que la population mâle qui doit être passée au fil de l'épée.

Dans Josué (6, 21), la population de Jéricho est exterminée à la demande expresse du bon Dieu, encore une fois :

« Et ils passèrent au fil de l'épée tout ce qui se trouvait dans la ville, à la fois hommes et femmes, jeunes et vieux, et les bœufs, et les moutons, et les ânes. »

Dans Josué encore (8, 24-25), les Israélites tuent la population mâle de la ville de Ai (verset 21).

Mais au verset 24, ce sont les hommes et les femmes (12 000 au total) qui sont exterminés. Mais cette fois-ci, ils ne tuèrent pas les bêtes, ils les emmenèrent.

Si le fondamentalisme religieux est l'application littérale des textes fondamentaux d'une religion, on voit à quoi cela peut mener.

6. La communauté juive de France a été très choquée par le fait que le Premier ministre israélien Netanyahu, lors de sa visite en France, n'ait pas cru utile de rendre visite au CRIF, qui représente l'ensemble des organisations juives en France, alors qu'il participa à un dîner-meeting avec la branche française du Likoud, qui constitue la frange la plus extrémiste du judaïsme français.

7. Cité par Israël Shahak, *Journal d'études palestiniennes*, printemps 1981.

8. Une tradition juive veut qu'on ne prononce pas le nom de Dieu.



ISRAËL/PALESTINE

PRENDRE PARTI !

Pourquoi donc ? Mis en cause (génocide ou pas. Hamas, résistance palestinienne...) je suis censé m'expliquer. Je n'ai pas envie de le faire. Je ne crois pas que cela serve à quelque chose. Il s'est passé le 7 octobre 2023 quelque chose qui au-delà de l'horreur a fracturé la pensée ! La suite qui lui a été donnée a transformé cette brèche en un ravin dont nous n'arrivons pas à sortir. Joseph Confavreux de Médiapart (6 février) dit « le double standard à l'œuvre en Palestine historique catalyse un effondrement moral et politique mortifère ». C'est bien mon avis. C'est ce que nous disons avec quelques amis.

Refuser de se laisser enfouir est-ce déraisonnable ? Y a-t-il une once de lâcheté dans le fait de ne pas vouloir prendre parti pour un camp ou un autre, mais prendre parti pour le camp des victimes ? Croire pouvoir agir en signant des pétitions, en déclarant urbi et orbi notre avis ? Tout cela nous navre. Agir par ce moyen sur une guerre en cours ? Quel orgueil ! Nous pensons qu'une fois une guerre déclarée, elle continue selon sa propre logique. Elle ne prend fin que lors de son épuisement. Soit un des camps est battu, le plus souvent, soit l'armement s'épuise.

Mais de quoi parle-t-on ?

Tout simplement de la situation actuelle en Palestine qui dure depuis près de cent ans. Après bien des péripéties plus ou moins violentes, des guerres, des affrontements militaires et civils, des négociations ardues et peu respectées. Beaucoup de morts, trop, beaucoup de discours, creux ! Beaucoup de dénonciations, de boycotts qui donnent bien plus de plaisirs aux boycotteurs que d'effets sur le terrain. Il s'est passé quelque chose le 7 octobre 2023 qui a ouvert, je n'ose dire la porte, à un nouvel acte.

Face à la pression juive, s'est formée, quasiment depuis le début, une résistance palestinienne qui a occupé tout un espace géographique plus large que simplement la Palestine. Rassemblant des groupes de diverses obédiences, marxistes pour la plupart, l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) surgit en Europe début des années 70. La débâcle arabe de la guerre des Six Jours laisse la place à ce regroupement qui se dote d'une branche armée. Il serait bien long de faire la liste de ce que certains considèrent comme les hauts faits ou les défaites de cette résistance. De Septembre noir (1970), à l'at-

tentat des Jeux olympiques de Munich (1974), de l'opération d'Entebbe (1976) aux massacres de Sabra et Chatila en 1982 et bien d'autres. À partir des années 80, l'OLP acquiert un statut international, puis les Accords d'Oslo en 1993 permettent à cette organisation de retourner officiellement en Palestine avec en vue la création d'un État du même nom, ce qu'Israël va saboter d'entrée de jeu en commençant par tuer son propre Premier ministre (1995). En 1987, en opposition avec la ligne négociatrice de l'OLP qui elle est a-religieuse, un groupe islamique voit le jour, le Hamas, et prétend relever le flambeau de la résistance.

Pourquoi la sympathie européenne pour ce combat ?

Pendant les années post-68, la résistance palestinienne armée va jouer un rôle important comme base arrière de repli, de formation et d'armement des groupes révolutionnaires armés européens. C'est aussi l'époque où l'espérance révolutionnaire prolétarienne a fait pschitt ! Les groupes radicaux européens sont en recherche de nouveaux espoirs qu'ils vont trouver dans le tiers-monde. Depuis la conférence de Bandung (1955), cette partie du monde cherche à se dégager de l'emprise occidentale (USA) et orientale (URSS-Chine). Peu après, la Révolution cubaine (1959) a éclairé de ses feux de nouveaux développements révolutionnaires. Alger devient, après la fin de la guerre, la capitale de la révolution mondiale. De 1962 à 1964, elle est la Mecque des révolutionnaires. Tout le monde, de Che Guevara à l'OLP en passant par les Black Panthers, doit y passer pour se faire adouber. Puis, le soufflet retombe. La répression comme leurs erreurs a eu raison des B.P. Le Che est mort tout seul en Bolivie (1967). Les luttes d'indépendance

nationales ont sombré soit dans la dictature, comme en Algérie, ou le conflit entre branches opposées de la lutte comme en Angola (1975), ou au Mozambique (1977). L'OLP reste seule à continuer la lutte, à porter les espoirs révolutionnaires des gauches radicales européennes.

Les Accords d'Oslo manifestent la victoire de la résistance palestinienne. L'OLP est donc rentrée au pays et s'y est installée. Les guérilleros ne sont pas des gestionnaires. L'Autorité palestinienne devient synonyme d'impéritie. Son seul pouvoir reste celui de négociations permanentes avec la sécurité israélienne. La Cisjordanie est grignotée par les colons juifs. Le Hamas, nouveau venu, incarne alors la résistance palestinienne en effaçant par là même l'importance des deux Intifadas (1987-1993 et 2000-2005) qui furent des révoltes populaires. Le Hamas a un projet pour la région, un projet religieux. Il s'agit pour le Hamas et ses alliés de lutter pour libérer un peuple musulman d'un oppresseur qui ne l'est pas. Voilà la question !

La question du lieu

C'est une question centrale, peu abordée parmi la gauche radicale et athée, ou au moins a-religieuse. Si l'on cherche ailleurs des populations musulmanes opprimées par d'autres populations qui ne le sont pas, ce n'est pas ce qui manque. Les Rohingyas par les Birmans bouddhistes, les Ouïghours par les Chinois Han, Les Cachemiris par les Indiens hindous, ces derniers organisant en Inde même de véritables pogroms à leur rencontre. Mais nulle part en ces endroits il n'y a de lieux dits sacrés comme en Palestine. Donc, toutes ces manifestations, ces pétitions, ces déclarations visent en dernière alternative à préserver le dernier mur du Temple (juif), la Mosquée du Dôme (musulman) et le Saint sépulcre (chrétiens). ●●●



ISRAËL/PALESTINE

PRENDRE PARTI!

●●● Pour des tenants des luttes de classe, de la Révolution internationaliste, de la lutte contre l'opium du peuple, cela fait un peu mince. Se passerait-il dans ce lieu, trois fois saint, autre chose? C'est ce qu'il faut tenter de démontrer.

Là comme ailleurs, le néo-totalitarisme est à l'œuvre

Nous appelons néo-totalitarisme ce que d'autres dénoncent comme fascisme au risque de confusionnisme. Il s'agit aujourd'hui d'un fascisme sans chef. Ni führer, ni duce, ni conducator ne sont là pour indiquer la voie. Il n'y a plus de centre, ou plutôt chacun d'entre nous est le centre. Ce phénomène se manifeste sous deux formes en Palestine et Israël, le suprémacisme juif et son équivalent musulman le Hamas.

Le premier des deux est très bien expliqué par Jean-Pierre Filiu dans une interview au journal *Libération* (10-2-2024) en passant par son équivalent chrétien, les sionistes évangéliques. Pour Filiu, ils sont les vrais faucons. Pour eux, le retour du peuple juif sur sa terre participe de l'accomplissement des prophéties et ouvrira, au bout de sept cycles, celui du royaume de Dieu. Ce qui correspond tout à fait au messianisme des crapules comme Ben Gvir, en charge de la Sécurité nationale, ou Smotrich, ministre des Finances. S'il est possible d'énumérer, de disséquer, de mettre au jour la machine meurtrière israélienne, et ce de façon ouverte, la même chose en ce qui concerne le Hamas est bien plus compliquée. Clandestinité oblige, me direz-vous. La thèse que je vais tenter d'exposer est qu'il existe du côté de Gaza un complexe militaro-industriel dont les défenseurs de la cause palestinienne n'osent pas parler sous peur de se faire soupçonner d'être pro-israéliens.

Le socle de ce complexe est l'ensemble des tunnels creusés en dessous de la bande gazaouie. Leur longueur varie, selon les estimations, entre 500 et 700 kilomètres pour un territoire qui fait 6 à 12 km de large sur 40 de long. Une surface plus ou moins équivalente à Toulouse. Il

faut ainsi reconnaître aux constructeurs de ce dédale un véritable savoir-faire. C'est là que sont réalisées, construites toutes ces fusées qui partent par milliers vers Israël. C'est là que les armes des combattants sont fabriquées. Il s'agit donc bien d'un complexe financé par les pétromonarchies du Golfe à coup de milliards de dollars et les aides onusiennes et européennes. On est loin des petits trafics d'armes qui permettraient aux premiers résistants palestiniens de mener leurs actions.

On peut imaginer la pression mise sur tous ces ouvriers de l'arsenal islamique, ce qui suffit, lorsque les portes se sont ouvertes, à entraîner ce que l'on sait. Une autre question juste effleurée est la présence de captagon, cette drogue de synthèse, produite par la Syrie d'Assad qui inonde un Proche-Orient traumatisé par les guerres incessantes, dont on ne sait si elle est employée de part et d'autre pour faire face à l'horreur quotidienne subie par les combattants. Il reste que la nature même de ce qui s'est passé le 7 octobre exige une lecture spéciale, approfondie. Les nappes de bombes qui ont suivi ne doivent pas voiler les viols de masse qui ont précédé.

Sortir du piège par le haut

J-P Filiu l'exprime comme cela « *Il faut sortir par le haut avec une mobilisation à la hauteur de la tragédie* ». Comme souvent, si l'analyse qui précède est bonne, la proposition de solution relève de l'illusion. La continuation de la guerre à Gaza est une nécessité objective pour deux choses. D'abord continuer l'expulsion des Palestiniens de la Cisjordanie occupée par l'armée israélienne et son extension aussi loin que possible, et ce au profit des colons suprémacistes juifs. Seulement cela une fois fait, il sera possible pour ces derniers et leurs alliés d'accepter l'arrêt des opérations à Gaza.

Dans les faits, cela aura pour conséquence l'impossibilité de mettre en place un État palestinien viable, donc de satisfaire quelque désir que ce soit des vic-

times et de leurs alliés des pays arabes. Il est bien sûr inenvisageable qu'une armée israélienne, potentiellement accusée de crimes de guerre ou même génocidaire, rentre en Cisjordanie pour expulser les colons juifs qui eux n'hésiteraient pas à se défendre armes à la main.

Au fond, c'est l'impasse complète. Seules des voix de gauche, prises dans le piège de leur amour pour Israël en tant qu'idée et révoltées par ce que ce pays fait, ont encore l'illusion que quelque chose est possible.

Israël en tant que refuge pour les rescapés de la Shoah de qui était son alibi fondamental. Israël en tant que refuge potentiel pour tous les Juifs du monde, comme concrétisation de la promesse bimillénaire « L'année prochaine à Jérusalem! » est en train de disparaître dans l'horreur du massacre en cours et de ceux à venir.

Alors, prendre parti? Oui!

Je prends parti pour ceux qui, de part et d'autre, refusent de participer à ces guerres, passées, présentes et à venir. Je prends parti pour ceux qui prennent le risque de dire « cela ne passera pas par moi ». Si on sait du côté israélien les noms de celles et ceux, tous jeunes, qui assument à leurs risques et périls leur décision, on sait moins de l'autre côté les noms probablement nombreux de ceux qui sont arrivés à fuir Gaza pour ne pas tomber dans le piège d'une prétendue résistance islamique. Depuis bien avant la fondation de cet État, bien avant 1948, des Juifs sionistes avaient alerté sur les dangers d'un tel étatisme, leurs craintes avaient été effacées par l'horreur de la Shoah. Compréhensible. Mais dès le début, dès après la déclaration d'indépendance, des prises de position contre la militarisation s'étaient élevées. Les gauches, tant radicales que classiques n'ont jamais voulu en reconnaître la validité ni encourager celles et ceux qui prenaient cette voie, celle du refus. Maintenant, il faut payer.

Pierre Sommermeyer
Individuel



MOYEN-ORIENT

LES GRAINES DE LA RÉSISTANCE

Si l'accaparement des terres agricoles est un fait majeur de la conquête coloniale, et plus généralement dans l'émergence des classes sociales d'exploités et d'exploitants, la gestion sociale des cultures, sous couvert d'internationalisme, enracine l'émancipation des opprimés.



On le sait bien, ce n'est pas le « choc des cultures » qui structure nos sociétés, mais l'économie : les rapports sociaux et matériels entre collectifs d'individus. L'État d'Israël, par exemple, a comme moteur (et ce, depuis sa création) une économie du vol : vol de la force du travail, vol des terres, vol de l'eau et même le vol culinaire dont les principales victimes sont les populations arabes.

« Cultiver c'est résister ! »

En Palestine, l'armée israélienne a comme stratégie d'empêcher, par l'intimidation et la force, les Palestiniens de cultiver leur sol, les contraignant ainsi à partir de leurs terres pour ensuite récupérer les cultures et construire des colonies. La coopérative Al Sanabel, fondée en 2007 en Cisjordanie, se place en opposition à ce colonialisme. Elle rassemble plusieurs centaines d'agriculteurs cultivant la vigne : culture plus résiliente que l'olivier face à l'arrachage des plants par les militaires. Elle met à disposition des outils mécaniques pour le pressage et la pasteurisation des raisins, qui facilitent la fabrication du jus et n'emploient que deux ouvriers durant les vendanges. Sa présence enracine un ancrage économique et alimentaire à plus de 2 000 Palestiniens dans la région d'Halhul. Ainsi, elle permet de lutter contre un colonialisme qui, par tous les moyens, cherche à appauvrir les populations pour les chasser de chez elles. « *Cultiver c'est résister!* » comme le rappelle le slogan de la coopérative.

Plus au Nord, au Rojava (Nord-Est de la Syrie), l'agriculture rime aussi avec la résistance face à l'exploitation. Là-bas, une grande partie des terres agricoles sont gérées par des coopératives où les travailleurs sont à pied d'égalité et les gestionnaires assurent un mandat révocable de deux ans. Les coopératives agricoles sont souvent en lien direct avec la commune : unité de base du confédéralisme du Rojava. Ce nouveau modèle social essaye de s'affranchir des pesticides et engrais chimiques produits par les puissances impérialistes, reboise les campagnes et tend à diversifier les semences, bien que la monoculture reste encore dominante. Cette agriculture émancipatrice, le socle de la Révolution, est une des principales cibles des pays coloniaux. La Turquie, par exemple, ne cesse de bombardier au phosphore les campagnes pour stériliser les terres, régule le flux de l'Euphrate pour assécher les cultures et rase les forêts pour empêcher la guérilla.

« Une lutte internationaliste »

Que se soit en Palestine ou en Syrie, on le voit bien, l'agriculture est un moyen de résistance et d'émancipation quand elle est gérée collectivement. Assez logiquement, c'est une des premières cibles des puissances coloniales voulant mettre à mal l'auto-suffisance alimentaire et économique des populations pour les chasser ou les placer sous leur dépendance. La défense de l'agriculture est une lutte contre le colonialisme et donc une lutte internationaliste. Bon nombre

de camarades se rendent sur le terrain pour y soutenir ces initiatives ou pour les défendre. Plusieurs internationalistes de tous pays ont rejoint le Rojava pour défendre la Révolution. De même, en Palestine, chaque année des occidentaux partent en Cisjordanie pour la cueillette des olives et s'interposer entre militaires israéliens et travailleurs palestiniens, à la demande de ces derniers (les Occidentaux ayant davantage de valeur que les Palestiniens aux yeux de l'État colonial). Il y a aussi l'option de soutenir la résistance chez soi, à l'image de la coopérative Al Sanabel, soutenue dès le début par des comités européens qui fournissent une aide financière, visibilisent cette lutte au public et partagent des savoirs technologiques.

Un bel exemple porteur de solidarité entre exploités et d'un avenir désirable.

Rictus

Groupe la Sociale

Sources :

Rojava kurde : un projet écologique menacé par l'invasion kurde, Raphaël Lebrujah, Reporterre, 2019.

La sécheresse et la coupure d'eau de l'Euphrate par la Turquie tuent l'agriculture au Rojava - Anha -Kurdistan au Féminin, 2021.

Rojava, une identité construite sur l'agriculture, ANF, *Kurdistan au Féminin*, 2018.

L'écocide à Afrin se poursuit : des mercenaires turcs détruisent impitoyablement la nature et la vie des habitants, Rijninfo, 2023.

Bulletins de la coopérative Al Sanabel, AFPS. Brochure *Soutenez la coopérative Al Sanabel!* - AFPS, CNBP et PJPO.



MONDE ARABE

L'ANARCHISME, « UNE GRAINE QUI PEUT GERMER À TOUT MOMENT »

Georges Saad, professeur de droit à la retraite de l'Université libanaise, UL et Laura Galián, professeure au Département d'études arabes et islamiques de l'Université Autonome de Madrid UAM, visitent le passé, le présent et l'avenir du mouvement libertaire dans le monde arabe.

Il y a toujours eu dans l'histoire, des pratiques libertaires répondant à leurs projets émancipateurs, anti-autoritaires et décentralisés, en différents endroits du monde. Dès que l'on s'y plonge un minimum, on découvre des expériences de ce type en Chine, au Japon ou en Inde, des réalités comme celle du communautarisme africain et de l'Awareness League au Nigéria que Sam Mbah nous a permis de découvrir, ou, plus récemment, celles liées aux gouvernements autonomes du zapatisme, au Chiapas ou le confédéralisme démocratique au Kurdistan, qui dans leurs pratiques quotidiennes se nourrissent de la riche philosophie politique libertaire. Mais beaucoup d'autres ont été oubliées et marginalisées dans l'histoire officielle de l'anarchisme canonique. Et les expériences anarchistes dans le monde arabe et islamique en sont un bon exemple.

Issu de la tradition marxiste de son pays, Georges Saad a rejoint le groupe Union des Travailleurs Communistes Libertaires lors de ses études en France dans les années 1980, et à son retour au Liban, il a fondé ce qui est sans doute le premier groupe anarchiste autoproclamé du sud de la Méditerranée : Al-Badil al-taharruri (Alternative Libertaire) à tendance anarcho-communiste. Il a traduit de nombreux ouvrages de théorie anarchiste en arabe, dont « Anarchisme, de la théorie à la pratique » de Daniel Guérin. Laura Galián est professeure au Département d'études arabes et islamiques de l'UAM et participe à des groupes de recherche tels



que *Idéologies et expressions culturelles arabes* ou au projet *CONEMED : Concepts émancipateurs en Méditerranée*. Profitant de la visite de Saad en Espagne pour une conférence à la Fondation Anselmo Lorenzo, nous les avons rencontrés tous deux afin d'essayer d'approfondir la réalité, aussi méconnue que suggestive, de l'anarchisme dans le monde arabe.

Proto-anarchisme dans le monde islamique

Pour les Libanais, ces phénomènes proto-anarchistes peuvent être retracés dans le monde islamique chez les Qarmates, un mouvement syncrétique issu de l'islam ismaélien qui contestait les inégalités sociales ; puis chez les Nizarites ou *assassins*, un courant hérétique de l'ismaélisme, ou encore chez des penseurs et poètes laïcs comme Aboul Alaa al Maarri et Omar Khayyam. Quoi qu'il en soit, l'anarchisme, compris comme une idéologie internationaliste, libertaire et européenne, n'atteindra le sud de la Méditerranée qu'à la fin du XIXe siècle à travers les travailleurs et les exilés, principalement italiens, mais aussi d'autres régions de l'Empire ottoman, comme les Grecs, ou encore les Armé-

niens, qui y trouvèrent des lieux d'accueil pour poursuivre leur activité subversive. Errico Malatesta lui-même participa à la révolution d'Urabi de 1882. Grâce également à des institutions éducatives telles que l'Université Populaire Libre d'Alexandrie, qui suivait les préceptes de l'École Moderne de Ferrer i Guardia.

Après la révolution russe et l'expansion du communisme, l'anarchisme cessa d'avoir de l'influence dans la région et on n'en entendra plus parler que dans l'entre-deux-guerres, avec les mouvements contre culturels et après la Seconde Guerre mondiale, avec la présence en Algérie de groupes anarchistes français ou d'exilés espagnols. En Algérie justement, on peut citer l'exemple remarquable de l'anarcho-syndicaliste Saïl Mohamed, volontaire dans le Groupe international de la Colonne Durruti, qui ne concevait pas l'anarchisme en termes purement européens et considérait que la société rurale algérienne, en particulier celle de son pays d'origine, la Kabylie, pratiquait l'anarchisme sans l'appeler explicitement ainsi, car il y avait en son sein une communauté organisée et décentralisée qui s'opposait à l'organisation coloniale ou nationale.



La disparition de toutes ces expériences et de bien d'autres dans l'histoire libertaire est sûrement due à une raison historique liée à la montée du socialisme et surtout du nationalisme et à sa prépondérance dans les processus de décolonisation, mais Galián estime qu'il existe en outre une vision eurocentrée qui explique que l'on n'ait pas su lire des expériences qui, même si elles ne se déclarent pas anarchistes, étaient basées sur l'horizontalité, l'anti-autoritarisme, la décentralisation et la mise en œuvre de la tradition libertaire d'une manière ou d'une autre. « Et c'est ce que nous devons souligner. Des auteurs disent que c'est une chose de considérer l'anarchisme avec un A majuscule, ce qui vient de la tradition européenne, et une autre, un anarchisme plus enraciné dans des formes locales de résistance et dans des répertoires différents de ceux des « Européens, mais qui peuvent aussi être lus comme anarchistes. »

Nouvelle politisation à travers l'anarchisme

C'est avec la guerre des Six Jours en 1967 que l'anarchisme réapparaîtra, quoique timidement, en réponse à la défaite non seulement militaire mais aussi symbolique du socialisme arabe qui avait déçu les attentes d'émancipation et de libération individuelles et collectives. Mais il se développe surtout à partir des « printemps arabes », que Galián préfère appeler révolutions « parce qu'ils se disent révolutionnaires et qu'ils qualifient ainsi les révoltes de 2010-2012 : ils n'ont pas de leader, ils sont horizontaux, décentralisés, il n'y a pas de parti aux commandes, et leur objectif n'est pas une démocratie libérale ». C'est précisément l'une des erreurs les plus communes commises lors de l'analyse de ces révoltes : dire qu'il n'y a pas eu de processus de transition démocratique, mais peut-être que ces révolutions n'aspiraient pas à la démocratie libérale telle que nous la comprenons en Europe. « Nous pensons en termes de succès ou d'échec à partir de là. Mais ces

expériences ont conduit à la politisation de nombreux jeunes et de nombreuses personnes à travers l'anarchisme. »

Les expériences libertaires de la rive sud de la méditerranée n'échappent pas non plus à des contradictions, dans la pratique leur composition est majoritairement masculine : « Après les révolutions, qui ont commencé par être relativement mixtes, à un certain moment, notamment en Égypte, mais aussi en Tunisie, « la priorité a été donnée à la lutte des classes et la lutte antisexiste a été mise de côté. » Il y aurait eu des scissions et des femmes auraient créé leurs propres organisations en dehors du mouvement anarchiste. « Des anarchistes en Égypte m'ont signalé des groupes anarcho-féministes, même si elles ne se déclarent pas comme telles parce qu'elles voient l'anarchisme comme une idéologie strictement masculine; Cela s'est produit en Égypte mais aussi en Tunisie, où nous avons trouvé en revanche des organisations anarcho-féministes déclarées, mais travaillant de manière indépendante, avec leurs propres priorités. Le mouvement féministe a véritablement connu une explosion formidable et une nouvelle génération peut aussi être liée à une idéologie libertaire, mais dans les groupes anarchistes autoproclamés, cette question n'est pas résolue. C'est une vision que Saad partage: « Oui, il y a une conscience féministe importante, de plus en plus de femmes, très jeunes, souvent grâce à Internet, découvrent les mobilisations féministes en Espagne, aux États-Unis ou en France et prennent des références. Mais du point de vue des droits et de la question juridique, il y a encore beaucoup à faire ».

Le mouvement anarchiste tunisien est sans aucun doute l'un des rares mouvements d'émancipation arabes qui, après la révolution, a trouvé des opportunités pour sa continuité et son expansion. Il n'est pas anodin que le Commun Libertaire tunisien ait accueilli la première Rencontre anarchiste méditerranéenne*, à Tunis, en mars 2015, coïncidant avec le

Forum social mondial (FSM). Son objectif était de « créer un réseau d'échange d'informations, de projets et de solidarité entre anarchistes méditerranéens » hors ligne officielle du FSM.

Mais, finalement, cela a été une rencontre avec les anarchistes tunisiens, les Égyptiens du Mouvement Socialiste Libertaire n'ont pas pu venir car la répression les empêchait d'y assister pour des raisons de sécurité, il y avait des Algériens, mais qui ne représentaient aucune organisation...

La répression qui a suivi les révolutions a beaucoup contribué à démanteler certaines initiatives libertaires mais, comme Saad le souligne à juste titre, sous la surface, « la graine est toujours là, comme cela a été démontré au Liban après l'explosion du port de Beyrouth en 2019, qui, ajoutée à la lassitude sociale contre la caste politique et à la crise financière, a été l'étincelle d'un soulèvement populaire contre la classe dirigeante et l'ensemble du système politique, corrompu et incompetent. Cette graine peut germer à tout moment. Il faudra y prêter attention, aussi depuis l'Europe ».

Miguel A. Fernández.

Extraits. Publié par Acracia, le 10.01.2024

Traduction de l'espagnol par le Secrétariat aux Relations internationales de la Fédération anarchiste

* Note de la traductrice : Organisations participantes à cette rencontre des 27-29 mars 2015, outre les co-organisatrices Le Commun libertaire (Tunisie), FA francophone et Internationale des Fédérations Anarchistes IFA : Alternative Libertaire (AL France), Anarchist Black Cross (ABC Biélorussie), Anarchist Black Cross (ABC Dresde), Association « Victoire pour la femme rurale » (Tunisie), CGT (Espagne), CNT/AIT (Espagne), CNT-Vignoles (France), Federazione Anarchica Italiana (FAI Italie), Federazione Anarchica Siciliana (FAS Sicile), Fédération des Forces Émancipatrices (FFE, Tunisie), Kurdistan Anarchist Forum (KAF).



IRAN

LES IMMIGRÉS AFGHANS ET LE RÉGIME ISLAMO-FASCISTE

Le régime des ayatollahs inflige de multiples dominations, répressions et restrictions aux populations vivant en Iran. Les femmes sont privées des droits les plus élémentaires. Le hijab islamique est obligatoire. La mixité est prohibée dans beaucoup de lieux publics, entre autres sur des milliers de kilomètres de côtes. Le témoignage d'une femme dans les cours de justice ne vaut que la moitié de celui d'un homme. La femme n'a pas le droit d'être juge dans les mêmes cours, etc. Le mariage temporaire¹, une sorte de prostitution officielle, ôte le peu de droits que les femmes ont avec le mariage permanent.

Les différentes ethnies ou nations et groupes populaires n'ont pas les mêmes droits civiques. La plupart des Kurdes, Baloutches et Turkmènes n'étant pas chiites, ainsi que les chrétiens, juifs et zoroastriens, ne peuvent être candidats aux élections présidentielles, certes très antidémocratiques et ne servant à rien, moins en Iran qu'ailleurs. Car un président de la République islamique ne peut être qu'un homme chiite duodécimain et non un chiite alévi ou d'une autre secte chiite. Alors que juifs, chrétiens et zoroastriens ont le droit d'envoyer trois députés au Madjles (parlement des mollahs), les disciples de la religion bahaï n'ont pas le droit d'être représentés. Ils sont arrêtés, emprisonnés et torturés et quelques fois exécutés. Fin septembre 2022, la police des mollahs fit une descente dans le village de Roshan-Kouh, au nord du pays, pour détruire les maisons des habitants bahaïs à coups de bulldozers.

Mais il y a un grand groupe de population qui vit dans une situation de non-droit et de dénuement la plus totale, ce sont les Afghan.es.

Une longue histoire.

Les migrations entre l'Iran et l'Afghanistan dans les deux sens ont une longue histoire, qu'un article ne peut relater entièrement. Elles sont dues principalement à la proximité géographique, mais aussi linguistique et culturelle.

La première vague récente de la migration d'Afghan.es vers l'Iran se forma après le coup d'État communiste d'avril 1978. Le roi Zaher Khan avait été renversé le 17 juillet 1973 par son cousin et beau-frère, Daoud Khan, qui instaura une république. Les Soviétiques décidèrent de le chas-

ser par l'intermédiaire du Parti démocratique du peuple afghan, à leur solde. L'Armée rouge intervint en Afghanistan le 27 décembre 1979 pour n'en sortir que le 15 février 1989. Les États-Unis, le Pakistan, l'Arabie saoudite et l'Iran aidèrent alors les « moudjahidin », ces guerriers fanatiques, contre l'Union soviétique. L'Afghanistan comme l'Iran ont été de plus en plus islamisés à cause des luttes entre les blocs Est et Ouest. Faut-il rappeler que la prise du pouvoir des mollahs en Iran fut accélérée par les puissances occidentales à la conférence de Guadeloupe du 4 au 7 janvier 1979!?

Les vagues successives de migrations d'Afghan.es vers l'Iran depuis la fin des années 1970 ont eu des hauts et des bas. Les États-Unis ont attaqué l'Afghanistan en 2001 pour renverser le premier régime des talibans et instaurer un État fantôme. Aussi bien le régime des mollahs en Iran que certaines organisations internationales ont prétendu que l'Afghanistan n'était plus dans l'insécurité et que les Afghan.es devaient rentrer. Il y eut des expulsions d'Afghan.es d'Iran ainsi que des retours volontaires. Les talibans, bien que renversés en 2001, n'ont pas cessé leur guerre. Les autorités afghanes, mises au pouvoir par les Américains, n'ont jamais pu contrôler au-delà de la capitale, Kaboul. Les talibans sont revenus au pouvoir après 20 ans de guerre, en 2021.

Aujourd'hui, des Afghan.es migrant.es, mais aussi la deuxième génération née en Iran y vivent. Le régime des mollahs étant adepte de l'opacité, leur nombre reste à déterminer : il avance des chiffres très élevés pour justifier les expulsions. Le journal *République islamique* avait, le 6 avril 2022, avancé le nombre de huit millions, alors qu'Ebrahim Raïssi, président de la République islamique, avait parlé le 1er

avril 2022 de cinq millions, et son ministre des Affaires étrangères de quatre millions la veille! Les statistiques de l'UNICEF de 2021 annonçant 2 711 000 semblent plus proches de la réalité, bien qu'excluant les personnes d'origine afghane nées en Iran depuis plus de quarante ans. Aussi bien les immigré.es que leurs enfants né.es en Iran sont dans la même situation de non-droit.

Un régime d'apartheid.

Les expulsions des migrant.es et/ou réfugié.es afghan.es qui fuient le régime des talibans se sont accélérées ces derniers temps. Le commandant de la police des frontières de la province du Khorassan-e Razavi a annoncé qu'en novembre 2023 en 9 jours 21 407 ont été renvoyé.es en Afghanistan. Ce nombre élevé ne concerne pas que cette province limitrophe à l'Afghanistan. Un responsable du ministère de l'Intérieur de la province du Qom a aussi annoncé que, de mars à septembre 2023, 12 800 Afghan.es ont été renvoyé.es en Afghanistan. La ville de Qom, centre de la province éponyme, est à plus de mille kilomètres de la frontière irano-afghane.

Le régime des mollahs a certainement commis l'un de ses plus abominables crimes dans un centre de rétention pour immigrés afghans (que des hommes) en été 1998. Ce centre de rétention est situé à Sefid Sang (« Blanche Pierre ») à 15 kilomètres de Machhad, capitale de la province du Khorassan-e Razavi. Les matons ont tué un Afghan. Les autres se sont révoltés. L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême et numéro 1 du régime, a personnellement ordonné la répression. Les hélicoptères se sont mis à tirer sur plus de 1 500 détenus. Quelque 630 d'entre eux ont été massacrés puis enterrés dans



les fosses communes. Le cinéaste afghan Ahmad Moïd Zubair Farhand a réalisé un film intitulé *Voisin* sur ce massacre, disponible avec sous-titrage en anglais².

Belgheis Jafari a passé plusieurs années en Iran en tant qu'immigrée afghane. Elle est actuellement chargée de cours et traductrice à l'Institut national des langues et civilisations orientales à Paris³. Elle est intervenue dans une réunion qui avait pour thème : « Immigration et exclusion raciste en Iran » et était organisée par Roja – Paris le 20 janvier 2024⁴. Selon elle, le régime des mollahs a toujours eu une double attitude concernant les Afghans. Quand il a eu besoin de main-d'œuvre bon marché, il a laissé les Afghans entrer et s'installer en Iran. Au cours de plusieurs décennies, les emplois les plus pénibles, en particulier dans le secteur du bâtiment, ont été confiés aux Afghans. C'est pourquoi un nombre important de victimes d'accidents du travail sont Afghanes. Beaucoup d'ouvrières et d'ouvriers afghans sont obligés de travailler sans les moindres droits. Ils sont moins payés que les ouvriers iraniens alors que le salaire de ces derniers met la plupart d'entre eux sous le seuil de pauvreté. Selon l'UNICEF, 2 250 000 Afghans sur 2 711 000 n'ont aucun titre de séjour légal.

Le régime des mollahs en Iran a des visées panislamistes régionales. C'est pourquoi il aide des groupes islamistes comme l'Ansarollah yéménite, dit les Houthis, diverses milices chiites irakiennes comme les Hachd al-Chaabi, le Hamas et le Jihad islamique palestiniens et le Hezbollah libanais. Le régime des mollahs considère le président syrien comme un allié stratégique. Il a décidé d'intervenir en Syrie. Il a enrôlé plusieurs milliers de chiites afghans surtout parmi l'immigration présente en Iran au sein de la Division des Fatimides⁵ souvent en leur promettant pour leur retour en Iran des cartes de séjour et autres avantages, maison ou terres cultivables. Un de leurs commandants a dit que jusqu'à la fin 2018 au moins 2 000 d'entre eux ont été tués en Syrie et 8 000 autres blessés. La promesse d'une maison ou de terres est très alléchante, car les politiques d'apar-

theid pratiquées par le régime des mollahs contre les Afghans ne leur permettent pas d'en posséder, même pour celles et ceux qui ont des papiers en bonne et due forme ou nés en Iran.

Les enfants afghans, même celles et ceux qui sont nés en Iran, doivent quelquefois patienter quatre mois après le début de l'année scolaire pour pouvoir s'inscrire, car tant que les directeurs d'académies ne l'autorisent pas, les responsables de l'Éducation nationale n'ont pas le droit de les inscrire. C'est pourquoi, comme en Afghanistan sous l'Émirat des talibans, il y a des « écoles clandestines » pour les enfants afghans en Iran. Non seulement des enfants nés de parents afghans peuvent ne pas avoir de documents légaux, tel l'acte de naissance, mais les enfants nés de père afghan et de mère iranienne en sont également privés.

Les Afghans ayant des documents de séjour légaux en Iran ne sont pas libres de leur mouvement. Quand elles et ils désirent voyager à l'intérieur du pays, une autorisation de circuler est exigée. Non seulement ce document est payant, mais en plus le voyageur doit informer les autorités de la trajectoire exacte du déplacement. Une voyageuse afghane a une obligation supplémentaire. Elle doit aller demander l'autorisation à son père, son frère ou son mari. Reza, un Afghan, a raconté à la réunion du 20 janvier de Roja – Paris : « *Ma sœur voulait voyager de Téhéran à Mach-*

had. Mon père et son mari étant absents, elle n'a jamais pu partir. »

Quiconque possède un téléphone portable doit enregistrer sa carte auprès du gouvernement, mais les Afghans sont obligés de passer par un Iranien pour le faire. Aucun téléphone portable étranger ne fonctionne en Iran. Les banques refusent d'ouvrir des comptes aux Afghans. Ce qui pose beaucoup de problèmes, car récemment la vente des tickets de transports en commun est devenue exclusivement électronique et comme beaucoup d'Afghans n'en ont pas, ils font la queue devant les guichets de métro pour qu'un Iranien veuille bien leur en acheter un et être remboursé en liquide.

Quand la République islamique attise la haine raciste contre les Afghans.

Le Haut Conseil de sécurité de l'État a décidé le 2 décembre 2023 que les Afghans n'ont pas le droit d'entrer dans 16 provinces ou ostans sur 31 du pays. Le ministère de l'Intérieur a qualifié cette décision de « normale » et de plus a appelé à la délation. Il a exigé que toute présence afghane sur les terrains agricoles et chantiers de ces 16 provinces soit signalée. Le 5 octobre 2023, des bandes organisées ont attaqué les habitations des immigrants afghans dans la ville Eghbalieh située dans la province du Qazvin. Les Afghans ont dû se cacher pour ne pas être blessés ou tués. Ce genre d'attaque intervient souvent après un fait divers à la suite duquel la police annonce en premier la nationalité de la personne : « *C'était un Afghan qui...* ».

Belgheis Jafari dit que sans les réseaux de solidarité entre les Iraniens et les Afghans, la vie pour ces derniers serait impossible. Elle précise que des Iraniens font entière confiance aux immigrants afghans et leur procurent même des cartes bancaires à leur nom. Après l'attaque à Eghbalieh, quelque 520 militants civils, médecins, universitaires, avocats, artistes, etc., ont publié un communiqué exigeant la fin de l'afghanophobie. ●●●



IRAN LES IMMIGRÉS AFGHANS ET LE RÉGIME ISLAMO-FASCISTE



●●● Il serait injuste de terminer cet article sans avoir une pensée pour la jeune Setareh Tadjik née en Iran de parents afghans. Elle n'avait que 17 ans. Les flics l'ont battue et tuée le 22 septembre 2022 à Téhéran alors qu'elle était dans une manifestation de protestation après l'assassinat de Jina (Mahsa) Amini, tout au début du mouvement Femme Vie Liberté.

Setareh signifie étoile en persan. Elle brillera comme une étoile pour toujours, surtout quand l'Iran et l'Afghanistan seront débarrassés de l'islam politique que représentent leurs régimes actuels. Un autre adolescent afghan, Mohammad-Reza Sarvari, a succombé aux coups de la police pendant le même mouvement.

En Iran, l'islamo-fascisme est au pouvoir depuis plus de quatre décennies, mais le mouvement Femme Vie Liberté a prêté sa fin. ¡No pasarán! sera une réalité.

Nader Teyf

Groupe Commune de Paris

1. https://fr.wikishia.net/view/Mariage_temporaire
2. https://yewtu.be/watch?v=gG_8HAqMW6o
3. <http://www.inalco.fr/enseignant-chercheur/belgheis-jafari>
4. <https://www.instagram.com/roja.paris/>
5. https://fr.wikipedia.org/wiki/Division_des_Fatimides

ESPAGNE ENTRETIEN AVEC LAURA VICENTE

À propos de son livre *Teresa Claramunt*

Teresa Claramunt, née à Sabadell en 1862, a travaillé dans l'industrie textile depuis l'enfance. Elle a très tôt milité pour l'anarchisme et la défense des femmes, puis pour l'anticlérisme, l'accès à la culture et l'antimilitarisme. Malgré son absence de formation, ses discours et ses écrits ont séduit de nombreuses personnes qui se sont senties reconnues, valorisées et défendues. En butte à des persécutions constantes, elle n'a pourtant jamais abandonné la lutte pour ce qu'elle décrit comme « *une société plus juste, plus belle et plus humaine, que nous en sommes venus à appeler la société anarchiste ou libertaire* » et propagé l'idéal anarchiste jusqu'à la fin de ses jours en avril 1931.

Dans ton livre tu la définis comme une pionnière du féminisme ouvrier anarchiste, peux-tu nous dire ce qui le caractérise par rapport au féminisme conventionnel ?

Déjà, il convient de préciser qu'elle ne se définit pas comme féministe, ce qu'elle identifiait à suffragette. Elle remet en question ce féminisme bourgeois, parce qu'elle était contre la voie électorale et contre la lutte contre les hommes.

Claramunt considérait que le féminisme bourgeois négligeait la « dignité » des travailleuses et comprenait l'émancipation féminine comme une liberté « relative, fictive » et formelle (uniquement au regard de la loi).

Tout en ne revendiquant pas le terme « féministe », pour les raisons que je viens de souligner, elle s'est orientée vers ce que nous appelons « féminisme social » par opposition au « féminisme égalitaire », une position majoritaire puisque celle de l'égalité devant la loi ne s'est développée que dans les pays anglo-saxons.

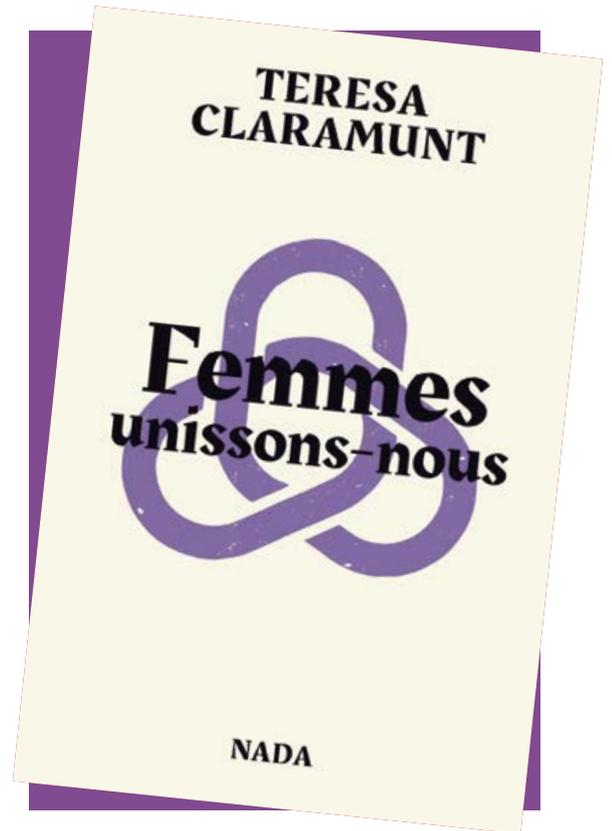
Les principaux objectifs du féminisme social étaient : l'accès à l'éducation (la « formation »), considérant son absence comme un pilier de l'infériorité et de la discrimination des femmes qui favorise les préjugés, l'ignorance et le fanatisme religieux. Une éducation globale pourrait être un élément clé de leur émancipation.

Et l'accès au travail salarié, en partant du principe que les femmes étaient exploitées comme les hommes, mais pour un salaire inférieur. La plupart des femmes occupaient des emplois non qualifiés et mal payés et étaient victimes d'abus sexuels sur leur lieu de travail. En plus, elles devaient s'acquitter des tâches ménagères une fois rentrées chez elles.

La conscience que l'esclavage des femmes découlait de leur dépendance économique à l'égard des hommes amena Claramunt et d'autres femmes à souligner que le salaire pouvait être un facteur de libération pour les femmes, en leur donnant une autonomie économique. Ce qui ne les empêcha pas de continuer à s'opposer à l'exploitation dont elles étaient victimes en tant qu'ouvrières.

Les femmes ne subissaient pas seulement la domination dans l'atelier et l'usine, mais également dans l'espace intime du couple (espace domestique). Claramunt considérait que les femmes devaient lancer une véritable révolution domestique basée sur une critique sévère du mariage et de la famille bourgeoise, elle était partisane de l'union libre.

La conscience de classe s'ajoutait au féminisme social chez les anarchistes en lutte pour la fin du capitalisme et de la société de classes. Ce n'est qu'avec la révolution sociale que se produirait une



sorte d'équilibre entre la nature féminine et masculine qui parviendrait à mettre fin aux discriminations.

Il s'agit donc d'un féminisme social, ouvrier, aux influences anarchistes sur des questions telles que la sexualité, la défense de la liberté, l'humanisme intégral, la démocratie directe, etc.

Tu rapportes les confrontations qui ont eu lieu, dans cette période de l'histoire, entre l'anarcho-collectivisme et l'anarcho-communisme et comment Claramunt est passée de l'un à l'autre. Peux-tu expliquer les différences entre les deux et le pourquoi de ces tensions ?

Teresa Claramunt n'est pas vraiment passée de l'un à l'autre, suite à une décision personnelle, disons plutôt qu'elle était collectiviste parce que les sociétés ouvrières qu'elle a fréquentées à Sabadell l'étaient, et puis elle est devenue anarcho-communiste comme la plupart de ces sociétés. Ce n'est pas une question qui l'a occupée, nous n'avons aucune trace qu'elle ait pris la parole ou participé à ce débat qui a été intense en fin de XIX^e siècle.

Concernant les affrontements au sein de l'anarchisme, le collectivisme est une école de pensée qui prône l'abolition de la propriété étatique et privée des moyens de production, puisqu'il prévoit qu'ils soient collectivement détenus, contrôlés et autogérés par les travailleurs et travail-

leuses. Une fois la collectivisation réalisée, l'argent serait aboli et les salaires des personnes travailleuses seraient fixés par des organisations démocratiques en fonction de la difficulté du travail et du temps consacré à la production. Ces salaires seraient utilisés pour acheter des biens sur un marché communal.

L'anarchisme collectiviste s'est heurté à l'anarcho-communisme, qui défend l'abolition des salaires et les individus prendraient librement des biens et denrées dans un magasin selon le principe « à chacun selon ses besoins », versus « à chacun selon son travail ».

Dans la pratique, le collectivisme s'appuyait sur des sociétés ouvrières et des grèves ordonnées et disciplinées, tandis que l'anarcho-communisme était en faveur d'une organisation par groupes d'affinité avec des démarches plus radicales. L'anarchisme collectiviste fut la tendance dominante de l'anarchisme au XIX^e siècle jusqu'à ce que l'anarcho-communisme prenne sa place.

« Les anarchistes ont décidé de descendre du pigeonier » et « Le retour de l'anarchisme dans sa tour d'ivoire » sont les titres de deux chapitres de ton livre pour décrire deux positions tactiques de l'anarchisme. Dans quelle situation penses-tu que se trouve l'anarchisme aujourd'hui ? Sa flamme brûle-t-elle dans

la rue ou est-il replié sur lui-même et ses certitudes ?

Il est difficile de répondre à cette question. Il me semble que la situation de l'anarchisme aujourd'hui est complexe, car il ne sait pas interpréter clairement les transformations en cours. La pratique est fondamentale pour l'anarchisme parce que ses approches théoriques en découlent, mais elle reste encore liée au syndicalisme et celui-ci est resté sur des structures organisationnelles et des formes de lutte du siècle dernier peu adaptées au XXI^e siècle. Les plus grands efforts continuent d'être liés à un syndicalisme en quête de renouveau et cela a pour conséquence une faible présence dans d'autres domaines et une pauvreté des analyses de ce qui se passe. Cette situation rend difficile la sortie des conflits internes si fréquents au sein du mouvement libertaire.

Le côté positif, c'est qu'il y a une diffusion des idées anarchistes dans des mouvements qui ne se revendiquent pas comme tels et cela permet de concevoir l'espoir qu'il y ait une pollinisation qui portera ses fruits.

Chez Teresa Claramunt, un changement idéologique s'est produit au fil du temps à l'égard des ouvriers, elle en est venue à les mépriser parce qu'ils se concentraient exclusivement sur les revendications salariales ou d'heures de travail ●●●



ESPAGNE

ENTRETIEN AVEC LAURA VICENTE

●●● *et manquaient de perspective révolutionnaire. Que crois-tu qu'elle penserait de la classe ouvrière actuelle, de sa situation dans le monde du travail en nette régression et de sa soumission à l'ordre établi ?*

Oui, c'est vrai qu'elle est passée de la confiance dans l'activité syndicale à une méfiance, provoquée par l'échec de grèves importantes et par la vague d'attentats, à l'égard de la capacité de la classe ouvrière à se révolter. Cela l'a amenée à penser qu'une minorité très active (une sorte d'avant-garde) pourrait déclencher un processus de transformation sociale qui entraînerait la masse des personnes travailleuses.

Que penserait-elle aujourd'hui ? Eh bien, que ses hypothèses concernant la tendance au conformisme et au réformisme de la classe ouvrière étaient correctes. Ce qu'elle n'aurait certainement jamais imaginé, c'est à quel point la classe ouvrière a été séduite par la consommation.

Teresa Claramunt incarne indubitablement la conscience féministe, la capacité à vaincre l'adversité ou l'engagement infatigable. Quelle leçon tirer d'une personnalité inspirante comme la sienne ?

Teresa Claramunt est représentative d'un moment historique où les personnes les plus actives de la sphère anarchiste, et elles étaient nombreuses, ont choisi d'engager leur propre personne dans un activisme sans tenir compte des conséquences et du risque que cela leur coûte la prison, la torture ou la mort. De mon point de vue, ce qui devrait nous inspirer, c'est peut-être sa capacité critique qui lui a permis d'évoluer dans sa manière d'appréhender l'anarchisme tout au long de sa vie et, ensuite, l'importance qu'elle a accordée à la transformation de la sphère privée dans laquelle elle a su voir une politique féminine différente de la politique masculine. Différente non pas par l'essence des corps, mais parce que masculin et féminin sont des histoires différentes qu'elle a su très bien pointer (notamment

dans son pamphlet « Femme », authentique manifeste de féminisme anarchiste).

Crois-tu que la société soit consciente de ce qu'ont fait les générations qui nous ont précédés, de leurs tentatives de nous permettre d'accéder à une vie meilleure ? Comment et dans quels domaines peut-on transmettre et valoriser des figures comme Claramunt, engagées et en lutte constante pour un idéal ?

Non, je ne pense pas que nous soyons conscients de la généalogie des luttes qui nous précède. Et ce n'est pas le cas parce que les « gardiens » de cette mémoire sélectionnent ce qu'ils considèrent comme important pour maintenir une société de classes, fondée sur la domination, hiérarchique, patriarcale et soumise à l'État, à ses institutions et à ses lois. Sinon, pourquoi qualifieraient-ils la mémoire de « démocratique » ?

Nous ne pouvons pas attendre grand-chose du monde universitaire (universités et autres), pour mener des recherches pour lesquelles des bourses et des aides financières sont nécessaires et qui conditionnent souvent le poste de travail.

La sphère libertaire fait ce qu'elle peut pour récupérer et diffuser cette généalogie de lutte (la FAL elle-même en est un exemple), mais ne peut pas rivaliser avec l'histoire d'une mémoire qui exclut, calomnie et répand du « fumier anti-libertaire » et dont le but a toujours été de rendre invisible tout le travail constructif, innovant et transformateur du mouvement libertaire et anarchiste afin que s'éteigne la mémoire de ce qui peut produire des effets sur le présent. Pour le pouvoir politique, médiatique et académique, il faut déverser tout ce « fumier anti-libertaire » contre les expériences émancipatrices pour les enterrer, et que, dans notre présent, nous ne puissions pas percevoir les futurs possibles, pour que nous nous contentions de leurs pauvres projets « progressistes », une version édulcorée du déploiement néolibéral qu'ils ne peuvent cacher. S'ils nous interdisent l'avenir, le passé ne fait que se répéter

encore et encore sous forme de nostalgie et de culte rétro.

Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas faire tout notre possible pour que cela ne se produise pas, mais franchement, je ne suis pas très optimiste, car, au lieu d'unir ses forces, la sphère libertaire continue aujourd'hui de s'engager dans des affrontements et des luttes internes qui ne favorisent pas l'énorme tâche de récupération et de diffusion de cette généalogie qui ne doit pas être motivée par la curiosité ou par la nostalgie du passé, mais par le souci du présent.

Teresa Claramunt était déçue par les ouvriers et leur manque de conscience révolutionnaire. Comment est-il possible qu'elle ait enduré tout cela sans perdre son enthousiasme et son amour de l'anarchie ?

Je pense avoir déjà répondu : la lutte pour elle et pour une grande partie du mouvement libertaire et anarchiste était un engagement quotidien dans lequel ils étaient prêts à tout sacrifier parce que leur engagement personnel s'identifiait à la lutte communautaire. Je ne crois pas que la misère matérielle explique tout, il y a aujourd'hui de nombreuses personnes sur la planète dans une situation de profonde misère et elles n'optent pas pour la lutte collective ou seulement occasionnellement. Il me semble que les idées ont rempli un rôle mobilisateur qui a su faire le lien avec la situation de misère matérielle et qu'aujourd'hui il nous est très difficile de nous concentrer sur cette connexion pratique/théorie.

**interview réalisée par la FAL
(Fundación Anselmo Lorenzo, Madrid)**

Traduction de l'espagnol
par le Secrétariat
aux Relations internationales
de la Fédération anarchiste

Laura Vicente Docteure en histoire contemporaine, professeure d'histoire dans l'enseignement secondaire. Auteure de divers ouvrages dont *Histoire de l'anarchisme en Espagne : utopie et réalité* (2013) et *La Révolution des mots : la revue Mujeres Libres* (2020).





ESPAGNE

INVISIBLES FEMMES SDF

La pauvreté a un visage de femme, c'est indéniable, mais où sont les femmes sans abri ? Car, selon les statistiques et, à première vue autour de nous, il y a plus d'hommes que de femmes à la rue.

Elles sont invisibilisées par le système. Parce que nous ne voulons pas le voir et parce que les institutions ne se sont jamais souciées du droit à un logement décent, à un travail décent ou à la santé mentale. L'aspect du problème le plus extrême se situe dans la rue, mais le réduire à cela, donne une vision restreinte et partielle de la réalité, rendant encore plus invisibles les femmes qui souffrent d'autres types d'exclusion résidentielle.

Par le mot « abri », il faut entendre, au sens physique, l'espace sûr où vous pouvez être ; au sens social, le droit à la vie privée ; au sens juridique, ce qui vous donne le droit d'être là. À défaut de l'un de ces trois aspects, une personne est sans abri. Il s'agit non seulement d'une personne qui dort dans la rue, mais aussi de celle obligée de dormir sur le sol d'une pièce ou qui n'a nulle part où aller. Ou encore de celle contrainte de dormir dans une structure d'accueil, dans un logement insalubre ou qui est menacée d'expulsion.

La plupart des chiffres et études sur les sans-abris ne se fondent que sur l'absence de toit, laissant de côté toute autre situation de précarité ou de vulnérabilité au niveau du logement. En raison de cette limitation, les femmes sont sous-représentées, car elles développent des stratégies pour éviter de se retrouver à la rue ou pour éviter certaines structures de nuit qu'elles perçoivent comme particulièrement hostiles en raison du risque plus élevé d'exposition à la violence et aux abus.

Un risque accru par le patriarcat

Leurs stratégies sont aussi conditionnées par leur rôle très lourd de femme au foyer, que beaucoup d'entre elles vivent comme un échec personnel ou comme un cauchemar pour ne pas perdre la garde de leurs enfants quand elles en ont. Si vivre dans

la rue constitue une menace réelle pour quiconque, dans le cas des femmes, cette menace est encore plus grande. Attaques, insultes, discriminations, violences physiques et sexuelles et meurtres. La violence sexiste va s'ajouter à la phobie des SDF. Toute alternative vaudra mieux pour elles que de vivre dans la rue, qu'il s'agisse de partager un logement avec famille ou amis, de travailler comme domestique dans une maison, de continuer à vivre avec un partenaire qui les maltraite, de dormir dans leur voiture, de louer un canapé ou un débarras. Ce ne sont là que des exemples de la manière dont les femmes évitent de se retrouver dans la rue. Car non, les structures d'accueil, régulées à partir d'une vision androcentrée, ne sont pas des lieux sûrs pour elles.

Lorsqu'une femme se retrouve en situation de sans-abri, elle le fait dans des conditions pires que celles des hommes, car le processus pour y parvenir est beaucoup plus long, stressant et traumatisant, par conséquent, il leur est plus difficile d'en sortir.

Pendant la journée, les heures passent lentement sans nulle part où aller. Ce n'est que si une femme a un minimum d'argent qu'elle pourra entrer dans un bar et consommer pour pouvoir aller aux toilettes. Elles se retrouvent à avoir leurs règles et

ne pas pouvoir changer de serviette hygiénique sereinement sans avoir à développer une stratégie préalable pour ne pas le faire dans la rue ou, tout simplement peut-être, ne pas en avoir et ne pas pouvoir se laver. Ou encore à avoir des relations sexuelles avec un homme SDF en échange d'un peu de protection dans la rue. En essayant toujours de passer inaperçue en raison des risques qu'elles encourent.

Le patriarcat augmente le risque pour les femmes de se retrouver sans abri. Une approche globale est nécessaire : leur fournir l'accès à des ressources financières, un logement sûr et stable, un accès aux services de santé et à d'autres services de base, des opportunités de formation et d'emploi ; lutter contre les violences sexuelles et toutes les agressions sexistes. Bien que l'absence de domicile soit un problème complexe qui touche tout type de personnes, les femmes sont particulièrement vulnérables et nécessitent des réponses adaptées.

Laura Maeztu

Journal CNT 435

Traduction de l'espagnol par le Secrétariat aux Relations internationales de la Fédération anarchiste





Émilienne Morin, l'amour et la lutte d'une anarchiste (2)

Suite de l'entretien avec la compagne de Buenaventura Durruti.

Le dernier « adieu »

Émilienne se souvient de Bujaraloz et Las Ventas en Aragon... « Partout, nous avons été accueillis comme des vainqueurs, mais j'ai regardé les murs des maisons et j'ai découvert les marques des cadres qui venaient d'être enlevés, des images de saints et du Christ, probablement ». Elle n'a pratiquement pas eu de contacts avec Durruti, car ils ne voulaient pas bénéficier de quelque chose qui n'était pas accessible pour les autres.

— Il y a un chapitre sur la colonne que je voudrais clarifier : il est totalement faux que Durruti ait fait tirer sur des prostituées. En effet, certaines prostituées sont arrivées par leurs propres moyens et ont été obligées de retourner à Barcelone par crainte de la contagion de maladies vénériennes, c'est tout. Cette imbécilité du peloton d'exécution a été inventée par un écrivain communiste.

En une occasion, Émilienne et Durruti se sont rendus ensemble à Madrid dans l'avion de Malraux. « Il allait demander des armes à Largo Caballero et il était furieux. Tu vois ? — je lui ai dit : « voilà à quoi conduit votre conception de l'apolitisme : le pouvoir aux mains des socialistes, et vous, qui êtes la force, sans armes » ».

En novembre, la colonne Durruti partit pour Madrid. C'est là où nos adieux eurent lieu. Je l'ai accompagné à l'aérodrome et nous nous sommes dit au revoir ; je me souviens qu'il m'a dit : « À bientôt », mais je ne l'ai jamais revu. Cent fois, j'ai pensé qu'il pouvait mourir durant les grèves, durant les arrestations, quand il a été déporté.... Mille fois, il aurait pu mourir et je me suis tellement habituée au danger que je n'y ai même plus pensé. Lorsque son heure est arrivée, cela a été très dur et cela ne m'a pas aidé d'y avoir pensé avant, cela a été terriblement dur ».

La mort de Durruti

— Comment Durruti est-il mort ?

— Un accident. Le fusil qu'il portait a fait feu.

— L'avez-vous déjà vu avec un fusil ?

— Jamais. Mais comme il était au front...

— Croyez-vous vraiment qu'il soit mort dans un accident ?

— Non. Je ne l'ai jamais cru, mais je n'ai jamais eu d'autre version que celle-là, la version officielle de la CNT. Le 19 novembre 1936, dans la Cité universitaire de Madrid, en dehors de la zone de tir, alors qu'il montait dans une voiture dans laquelle se trouvaient également Julio Graves, le chauffeur, et le sergent Manzana, un militaire de carrière et lieutenant de Durruti dans la colonne, ce dernier a été touché par un coup de feu. L'incident n'a jamais été entièrement élucidé.

— On a parlé d'une balle ennemie qui aurait ricoché...

— Impossible. Le coup de feu a dû être tiré à une distance d'une vingtaine de centimètres. Sur sa veste, que le Dr San-

tamaria m'a donnée et que j'ai conservée jusqu'à l'occupation allemande, on voyait clairement le halo de l'éclair, les traces de la poudre.

D'où venait la balle qui a blessé mortellement Durruti ? Un fusil qu'il n'a jamais porté n'a pas pu tirer sur lui, le tir à distance et la balle par ricochet sont exclus. Il y avait une autre arme, celle que portait le sergent Manzana.

— Antonio Bonilla, membre de la colonne, qui était dans la voiture qui se trouvait devant celle de Durruti, a déclaré lors d'un entretien que j'ai eu avec lui en juillet dernier : « Il ne fait aucun doute que la balle qui a tué Durruti provenait du naranjero, du fusil que portait Manzana. Elle a pu être accidentelle ou intentionnelle. Aujourd'hui, au vu de ce qui s'est passé par la suite, je choisis de croire que le tir était intentionnel ».

— Je l'ai lu dans le journal *Posible (Possible)*. Mais les preuves manquent.

— Ne pensez-vous pas que cette version est plus logique que la version officielle ?

— Pourquoi Bonilla a-t-il mis tant d'années à le déclarer ? Pourquoi ne l'a-t-il pas signalé tout de suite ? Le sergent Manzana a continué à bénéficier de la confiance de la CNT, d'après ce que l'on m'a dit. Comment comprendre cela ?

— Vous n'avez jamais pensé que Durruti aurait pu être tué ?

— Oui, de nombreuses fois, mais cela me paraissait trop grave... J'ai toujours eu des doutes. Au petit matin du 20 novembre, je me trouvais avec Juanel¹ dans le bâtiment de la capitainerie générale à Barcelone, près du port. Abad de Santillán² m'a appelé pour me dire que Durruti était gravement blessé, mais je savais qu'il était mort, j'en avais l'intuition. Je ne peux rien réfuter, je n'étais pas là et je sais seulement ce qu'on m'a expliqué.

— Mais vous avez dû vous poser des questions au fil des ans ?

— Beaucoup. Mais qui accuser ? Il y a de la place pour toutes les suppositions. La question que je me suis toujours posée est la suivante : pourquoi la CNT n'a-t-elle pas mené une enquête plus approfondie et n'a-t-elle pas fait la lumière sur cette affaire ?

— N'avez-vous jamais posé cette question à quelqu'un ?

— Oui, et personne n'a pu me répondre. Il est peut-être trop tard, maintenant, il aurait fallu le faire dès le début.

Les funérailles furent un spectacle impressionnant, toute la ville de Barcelone est descendue dans la rue. « J'étais devant le cortège et je n'ai pas osé me retourner une seconde. C'était fantastique. Quand ma fille a été plus grande, je lui en ai parlé et elle n'en revenait pas. Elle a eu la chance de le voir dans *Mourir en Madrid* de Frédéric Rossif, mais ils avaient combiné l'enterrement avec un discours de La Pasionaria³... ».

Une information surprenante : le cadavre de Durruti ne se trouve pas dans le tombeau du cimetière de Montjuich si souvent photographié.



DE GAUCHE À DROITE : BERTHE FABER, FRANCISCO ASCASO, ÉMILIE MORIN ET BUENAVENTURA DURRUTI. PARIS, ÉTÉ 1927.



BUENAVENTURA DURRUTI.



COLETTE DURRUTI

— C'est du moins ce que l'on m'a dit. Des compagnons ont déplacé le corps lorsque les troupes franquistes sont entrées dans Barcelone.

Ce qui s'est passé est déjà passé.

Le séjour de deux jours à Quimper, au cours duquel l'entretien s'est déroulé en plusieurs sessions, s'est achevé par une visite en compagnie d'Émilienne à la maison voisine de Colette, la fille de Durruti, mariée et mère de deux enfants. Nouveaux souvenirs.

— Le jour où papa est mort, j'étais à Paris et à ma mère à Barcelone. J'avais cinq ans. Je m'en souviens très bien : je jouais dans le jardin et un compagnon français a franchi le portail et a dit à ma grand-mère de rentrer dans la maison. Pourquoi, me suis-je dit. Je les ai poursuivis et je les ai entendus parler derrière une porte : « Durruti est mort ». Grand-mère m'a pris dans ses bras, en pleurant, et m'a couvert de baisers. Pourquoi, pourquoi tout cela, me suis-je dit. Plus tard, peut-être par intuition sentimentale, j'ai douté de la version de sa mort, je n'ai jamais cru qu'il était mort d'un accident.

Plus tard, Colette est allée à l'école et est entrée en contact avec un professeur de gauche. « Colette Durruti, vous êtes de sa famille ? Oui, répondis-je, sa fille. Et cela m'a semblé très important ». Avant de se marier, elle s'est rendue une fois en Espagne, en 1948, à l'âge de dix-sept ans.

— Je garde un très mauvais souvenir de ce voyage. Quand j'ai changé de train à la frontière, j'ai trouvé deux policiers qui m'attendaient à ma place et qui m'ont posé beaucoup de questions. À Madrid, j'ai dû me présenter trois fois à la direction générale de la sécurité. Ils me suivaient, c'était une provocation constante.

Émilienne est très nerveuse, mais chez sa fille, elle fume beaucoup moins que quand elle est seule. « Une autre cigarette, maman ? » Elle est allée en Espagne, à León, en 1961 et n'y est jamais retournée. Il n'y a pas eu d'autre homme dans sa vie après Durruti. « J'ai eu quelques prétendants, mais la succession n'a pas été facile et avec sa disparition, quelque chose dans ma vie s'est brisé ». Après la mort de Durruti, elle est retournée à Paris en janvier 1937, elle a travaillé à nouveau comme secrétaire et a dû faire face à de nombreux problèmes liés à l'occupation allemande. Elle a pris sa retraite et elle est

venue s'installer à Quimper il y a environ onze ans. Elle passe beaucoup de temps, seule chez elle (il est évident que notre visite ne lui a pas déplu) et elle se console en regardant « la médiocrité à la télévision » jusqu'à ce qu'elle s'endorme. Aujourd'hui, elle a du mal à lire et affirme que le meilleur livre jamais écrit sur Durruti est celui de Joan Llarch⁴.

— Heureusement, ma fille m'aide à payer cet appartement. J'ai des souvenirs horribles de ces années, mais aussi des souvenirs merveilleux. Ce fut une expérience déterminante pour ce siècle et, malgré sa dureté, cela valait la peine de la vivre. J'ai parfois rendu visite à un compagnon espagnol exilé, mais je n'ai pas fréquenté son entourage très souvent. Je pense que le passé est le passé et qu'on ne fait pas deux fois la même révolution.

Entretien réalisé par **Pedro Cuesta et Luis Artime** la revue espagnole *Interviú*

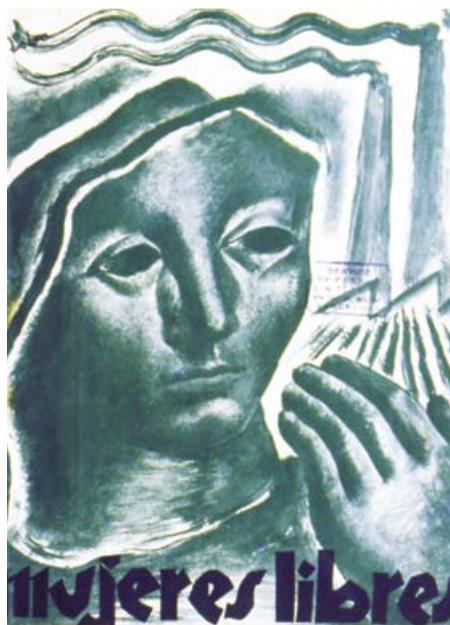
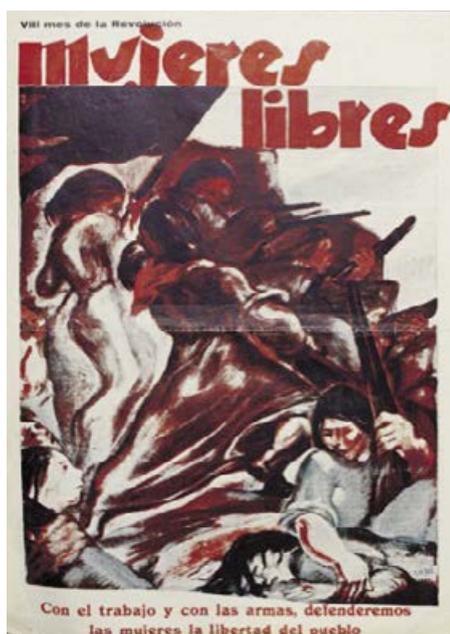
Traduction et notes de Daniel Pinós

1. Juan Manuel Molina Mateo, né le 4 août 1901 à Jumilla, près de Murcie, en Espagne, et mort le 20 septembre 1984 à Barcelone, il était un militant de la Confédération nationale du travail et membre fondateur de la Fédération anarchiste ibérique.
2. Diego Abad de Santillán, pseudonyme de Sinesio Baudilio García Fernández est né le 20 mai 1897 à Rezero (León) et est mort le 18 octobre 1983 à Barcelone. C'était un militant anarchiste, un écrivain et un économiste, une figure majeure du syndicalisme libertaire en Espagne et en Argentine.
3. Dolores Ibárruri Gómez, aussi surnommée La Pasionaria, était une femme politique basque espagnole. Elle a été secrétaire générale du Parti communiste espagnol (PCE) entre 1942 et 1960. L'historien Sygmunt Stein, dans son livre *Ma guerre d'Espagne. Brigades internationales : la fin d'un mythe* décrit la Pasionaria comme une créature au service de la propagande communiste, « la figure emblématique de la femme et mère espagnole, héroïne courageuse et combattante idéale » dont les communistes avaient besoin pour mobiliser les masses et s'emparer du pouvoir.
4. Joan Llarch Roig (Barcelone, 1920-1987) était un écrivain catalan qui a écrit dans différents genres. Il a écrit des essais historiques sur la guerre civile espagnole, qu'il a vécue de près, des biographies, des romans et des articles journalistiques. Il était l'auteur du livre *La muerte de Durruti* (La mort de Durruti).



Il y a 88 ans : Mujeres Libres

En ce mois de mars où, comme chaque année, on parle beaucoup de libération de la femme (et souvent uniquement la seule journée du 8), un coup d'œil dans le rétro ne semble pas inutile pour se souvenir qu'en avril 1936 en Espagne, à l'aube de la guerre civile et de la révolution sociale qui se déroula en même temps, des femmes soucieuses de faire reconnaître leur statut et leurs revendications propres, s'associèrent en créant le groupement « *Mujeres Libres* » (Femmes Libres).



mixte sera toujours revendiquée, ainsi que l'amour libre pour échapper au patriarcat ambiant en Espagne (ne soyons pas condescendants, c'était la même chose en France). *Femmes Libres* mettra en concordance théories et pratiques. En s'engageant comme miliciennes sur les différents fronts de guerre combattant les troupes fascistes. En créant à l'arrière, en zone républicaine, des centres de libération de prostituées (Liberatorios). Voulant abolir la prostitution, elles mirent sur pied pour ces prostituées des cours d'alphabétisation et des formations à divers emplois.

Le groupement *Femmes Libres* compta près de 28 000 adhérentes. Membres également du syndicat CNT, elles demandèrent à être la quatrième composante du mouvement libertaire (CNT, FAI, FIJL). Il est juste de rappeler que les instances dirigeantes de la CNT rejetèrent cette demande par souci de ne pas « internationaliser » (dirait-on aujourd'hui) l'organisation syndicale dont elles étaient membres. Il est juste également de rappeler que, malgré ce refus des dirigeants de la CNT, nombre de syndicats de cette même CNT leur offrirent aide matérielle et usages de leurs locaux.

Le 20 août 1937, elles tinrent leur premier et unique congrès. L'année suivante vit le début du reflux du camp républicain, et du mouvement libertaire.

Dans le numéro 10 (un des derniers de *Mujeres Libres*), Suceso Portales écrivait ;

« Il y a deux choses qui, parce qu'elles sont iniques, commencent à s'effondrer dans le monde : le privilège de la classe qui fonda la civilisation du parasitisme d'où est né le monstre de la guerre ; et le privilège du sexe mâle qui transforma la moitié du genre humain en êtres autonomes et l'autre moitié en êtres esclaves, et créa un type de civilisation unisexuelle : la civilisation masculine ».

88 ans après, on n'y est toujours pas. Alors, continuons le combat.

Qui étaient-elles? Ouvrières pour la quasi-totalité, et membres du puissant mouvement libertaire espagnol (la Confédération Nationale du Travail comptait alors plus de 1 500 000 adhérents). Se disant révolutionnaires anarchistes, et se démarquant ainsi d'autres organisations féministes, type suffragettes se contentant de revendiquer certains droits (comme celui de vote) mais tout en restant dans le cadre d'une société capitaliste. Le groupement *Mujeres Libres* lui, annonçait d'emblée la couleur : sa raison d'être était de lutter contre l'exploitation capitaliste et l'oppression patriarcale.

Dans la foulée de sa création, *Mujeres Libres* publiait début mai le premier numéro de la revue du même nom. Les co-fondatrices en étaient Lucía Sánchez Saornil, Amparo Poch y Gascón et Mercedes Comaposada Guillén (dont le compagnon Baltasar Lobo, sculpteur et illustrateur dessinera les couvertures des 13 numéros de la revue qui paraîtra jusque fin 1938).

Le numéro 1 de *Mujeres Libres* définissait rapidement la revue en six points :

➤ 1. Une revue qui cherche des femmes libres en Espagne. Mais les hommes sont-ils déjà libres ?

➤ 2. Pourquoi les femmes doivent lutter pour leur propre liberté ? Peut-être parce que les hommes qui luttent pour cette liberté oublient celle des femmes.

➤ 3. La femme libre doit d'abord être libre dans son foyer. C'est ce que doit comprendre l'homme qui vit à ses côtés.

➤ 4. Le premier but de la lutte des femmes consiste à faire comprendre à l'homme, et d'abord à ses pères, frères et parents, que sans la liberté des femmes, celle des hommes ne vaut rien.

➤ 5. Une femme émancipée signifie une famille libre.

➤ 6. Avec des femmes libres, le combat social des hommes augmenterait ses chances de triomphe.

Mai 1936

Au fil des numéros suivants, *Femmes Libres* rappellera sans cesse la nécessité de la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'oppression patriarcale. L'éducation

Ramón Pino

Groupe Salvador Seguí

Quelques avancées pour les droits des femmes

Au niveau international, nous pouvons nous réjouir de quelques avancées pour les droits des femmes. Il y en a très peu malheureusement. La situation est dramatique dans certains pays, mais dans d'autres, parce que les femmes se mobilisent, des droits se conquièrent peu à peu, donnant espoir dans ce que les femmes unies et revendicatives peuvent arracher au système patriarcal. Ces droits comprennent le droit de vivre libre de toute violence et discrimination, le droit au meilleur état de santé physique et mentale susceptible d'être atteint, le droit à l'éducation, mais aussi le droit à l'égalité dans tous les domaines.

Avancées, inégalités... et régressions.

Partout, les taux d'activité rémunérée des femmes ont augmenté au cours des deux dernières décennies. Cette tendance va de pair avec une progression, dans l'ensemble des pays en voie de développement, de taux de scolarisation et d'alphabétisation des femmes pour lesquels l'écart avec les hommes se resserre. En relation avec cette évolution, ainsi qu'avec l'urbanisation croissante, les taux d'utilisation des contraceptifs augmentent; l'âge au mariage recule; les taux de fécondité diminuent. Ces indicateurs montrent un accès plus grand des femmes à l'autonomie par rapport à la sphère familiale. Ces résultats restent incomplets et peuvent être remis en cause, ils sont inégaux entre régions comme au sein de chaque pays, entre villes et campagnes et entre catégories sociales. Les trois cinquièmes des 115 millions d'enfants qui ne vont pas à l'école dans le monde sont des filles, et les deux tiers des 876 millions d'adultes analphabètes sont des femmes.

Le droit à l'avortement est menacé largement dans le monde, les États-Unis en sont la preuve. Ils se sont engagés dans une régression historique, en remettant en cause un droit constitution-



nel acquis par les femmes en 1973. Le 24 juin 2022, la Cour suprême a décidé de mettre à bas l'arrêt Roe v. Wade, qui autorisait le recours à l'avortement dans l'ensemble du pays. Mais au Mexique, la haute juridiction considère « *inconstitutionnelle* » la pénalisation de l'IVG au niveau fédéral, car elle « *viole les droits humains des femmes* ». Ainsi, le 7 septembre 2023, l'avortement a été dépenalisé. Si bien que certaines militantes mexicaines, qui s'étaient débrouillées, pendant des années, pour aider les femmes mexicaines à accéder à l'avortement, sont maintenant en première ligne pour aider les femmes des États-Unis à obtenir des kits de médicaments abortifs, en livrant là où les États américains ont formellement interdit l'IVG sous toutes ses formes. Et pourtant, sur près de 130 millions de Mexicain-es, 80 % de la population se déclare catholique, bien que la séparation de l'Église et de l'État ait été proclamée dès 1857.

Des États-Unis à la Suisse.

Aux États-Unis, Kamala Harris, vice-présidente américaine, a pris la tête d'un organisme de prévention de la violence

par armes à feu, le 22 septembre 2023. Il s'agit d'un organisme doté d'un rôle de coordination, mais sans pouvoirs contraignants, et ce voulu par le président démocrate des États-Unis, car il n'est pas possible de limiter le nombre d'armes à feu en circulation, il s'agit d'une prérogative du Congrès. Alors ne serait-ce pas une façon de préparer les futures élections et de mettre sous les feux des médias la future candidate à l'élection présidentielle? Et pourtant, réglementer les armes à feu, et surtout en supprimer le port d'armes, permettrait de circuler plus sereinement pour les femmes comme pour les hommes.

À l'échelle mondiale, les filles et les femmes sont celles qui souffrent le plus de la cyberviolence. L'Organisation mondiale de la santé a mené une enquête dans laquelle on estime qu'une femme sur 10 à partir de 15 ans a déjà été exposée à une forme de violence numérique. En juillet 2023, le Congrès d'Argentine a approuvé la loi Olimpia, qui vise à prévenir les violences fondées sur le genre en ligne et à amener les responsables à rendre des comptes. Cette loi porte le nom d'Olimpia Coral Melo, une militante mexicaine qui fait campagne depuis 2014 pour des espaces numériques sans violence pour les filles et les femmes.

En Suisse, la modification de la loi sur le viol apparaît comme une victoire historique pour les droits humains : elle marque la fin d'une définition dépassée du viol qui exigeait la preuve du recours à la force physique, aux menaces ou à la coercition, et ne considérait les femmes que comme victimes. La loi reconnaît désormais que tout rapport sexuel non consenti est un viol. Mais les changements sont lents en la matière, donc il sera nécessaire de placer le consentement au centre de l'éducation sexuelle, et de mener des campagnes d'information et de prévention efficaces.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

La population civile, dont les femmes, au cœur des crises et des guerres

Depuis 2023, la guerre en Ukraine puis le conflit sur la bande de Gaza font la Une des journaux au plan international. Mais ici où là, les femmes, les enfants, les personnes âgées paient le prix fort, des crises, des famines, des déplacements parfois depuis des dizaines d'années. Jamais la population civile n'est épargnée. Le dernier rapport de l'ONU estime à 339 millions de personnes qui ont besoin d'une forme d'aide d'urgence, soit 1 habitant sur 23, dans le monde.

De graves crises, une aide humanitaire largement insuffisante

Tous les continents connaissent un ou des foyers de crises et de guerre. La demande d'aide humanitaire s'élève en fonction de l'incurie des États, préférant s'accaparer les richesses et le pouvoir plutôt qu'une population puisse gérer elle-même sa vie : l'idée de la nécessité d'un État fort pour gérer les crises s'est distillée à force de mensonges, mais surtout de répression vis-à-vis de ceux et celles qui refusent d'être dans le rang, qui résistent et qui luttent. Ainsi la réalité sociale dans certaines régions du monde est catastrophique, inhumaine, intolérable, mais ainsi va le monde... Citons quelques pays parmi d'autres où la vie ne tient qu'à un fil : sur le continent africain, la République démocratique (sic) du Congo, le Sud-Soudan, la Corne de l'Afrique, le Yémen, le Nigéria, le Sahel ; au Moyen-Orient, la Syrie, la bande de Gaza, la Cisjordanie, le Liban, l'Afghanistan, l'Iran ; et ailleurs, la Birmanie ou encore Haïti... et bien sûr l'Ukraine et tant d'autres.

Du fait de l'insuffisance des infrastructures, d'un accès difficile aux centres de soins, d'une faible couverture vaccinale, certaines maladies se propagent et persistent comme le choléra, le paludisme, la rougeole ou la fièvre jaune. Le taux de mortalité infantile en RDC se classe parmi les plus élevés du monde : près d'un enfant sur cinq n'atteint pas l'âge de cinq ans et l'espérance de vie moyenne est de 46 ans. La malnutrition et la famine touchent des millions de personnes. 9,2% de la population mondiale, soit 735 millions de personnes, souffrent de faim chronique, bien plus qu'avant la pandémie de Covid-19, la situation se dégrade fortement au Moyen-Orient, dans les Caraïbes et en Afrique. Au-delà des difficultés d'approvisionnement alimentaire, la sécheresse prolongée ou les fortes inondations à répétition condamnent la population à survivre dans des conditions de pauvreté extrême. L'insécurité alimentaire - le fait de ne pouvoir bénéficier de façon régulière d'une alimentation adéquate (réduction des portions, sauts de repas, alimentation déséquilibrée...) - touche,

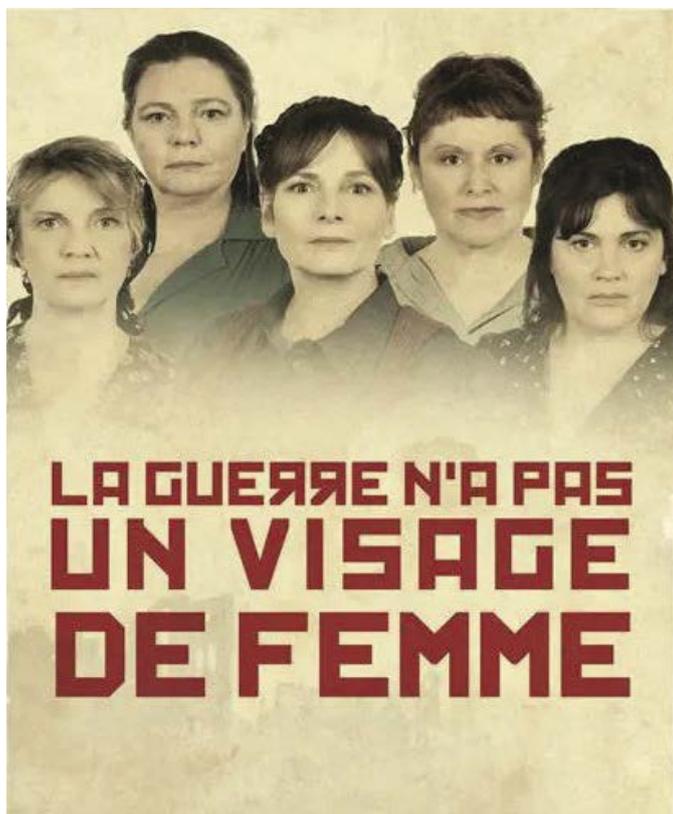
elle, 2,4 milliards d'individus, soit 29,6% de la population. Au Sud-Soudan, ce sont les deux tiers de la population qui sont en insécurité alimentaire. Au Nigéria, la famine sévit sur quatre millions de personnes dans le nord-est, 1,7 million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë. En Birmanie, ce sont 18 millions de personnes qui ont besoin d'aide alimentaire. En Haïti, près de la moitié de la population souffre de faim du fait de gangs armés qui contrôlent les voies d'accès et de tout ce qui est stratégique. Au Brésil, la lutte contre la faim a repris.

Et les organismes d'aide peinent à vaincre les obstacles pour joindre la population qui en a le plus besoin. Par exemple, le Sahel est chroniquement sous-financé pour les besoins de 40 millions de personnes. En 2022, les humanitaires n'ont reçu que la moitié de l'argent nécessaire. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont les plus touchés par la violence armée et l'insécurité. Les services d'éducation, de santé, d'eau et d'assainissement, déjà faibles, sont encore plus perturbés. D'après l'ONU, plus de 11 100 écoles sont désormais fermées. En Birmanie, quatre millions d'enfants d'âge scolaire n'ont pas eu école depuis deux années, en plus de l'apartheid visant les Rohingyas, privés de tout droit (santé, éducation, résidence). En Haïti, le blocage du principal terminal pétrolier paralyse l'économie, pendant que les écoles sont fermées et qu'une nouvelle épidémie de choléra apparaît.

Le retour des talibans en Afghanistan en août 2021 a entraîné une détérioration majeure des droits humains dans le pays : pour les filles et les femmes, interdiction d'aller à l'école, l'université, de travailler, d'être dans l'espace public. Une femme meurt en moyenne toutes les deux heures des suites de sa grossesse ou de son accouchement. Des groupes armés non étatiques continuent d'attaquer la population. Les travailleuses humanitaires sont interdites, de nombreuses opérations d'aide sont désormais suspendues, et pourtant 30 millions d'Afghanes ont besoin d'une aide humanitaire et de protection. En Syrie, après 11 années de guerre, les besoins humanitaires sont indispensables pour plus de 15 millions de personnes. 90% des Syrien-nes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Des réfugié-es syrien-nes sont expulsé-es de Turquie et du Liban. Ils et elles subissent ensuite des arrestations arbitraires, des tortures et des disparitions forcées de la part du gouvernement syrien. Les forces armées turques continuent leurs attaques dans les zones contrôlées par les forces kurdes visant les conduites d'eau et les acheminements électriques quand elles ne déversent pas du gaz sarin sur la zone de la Ghouta. De même, plus de 800 écolières ont été intoxiquées en Iran, menace pour celles qui veulent encore s'instruire. La République islamique d'Iran étant un régime théocratique, la loi y est, en majeure partie, fondée sur la charia. Les inégalités entre hommes et femmes sont donc institutionnalisées, notamment en droit de la famille et en droit pénal. Le verrou a



N'oublions pas ce que les corps des femmes exhibés, malmenés, torturés, violés ou anéantis sous les bombes et ceux des enfants, nous disent de cette guerre entre Israël et le Hamas¹.



pourtant été ébranlé. Suite à la mort de Jina Mahsa Amini, tuée par la police des mœurs, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes sont mobilisés et défient le pouvoir : répression, prison, assassinat, tortures ! La vie politique au Liban est paralysée, mais cela n'empêche pas les autorités libanaises de bafouer les droits des opposant-es au régime, des personnes LGBT ou des réfugié-es. La crise économique et financière fait rage et touche tous les habitants. Et les organisations humanitaires doivent faire face à de lourdes contraintes opérationnelles, à la bureaucratie. De Gaza, la guerre s'est maintenant étendue au Liban. En Chine, les droits humains sont violés à l'encontre des Ouïghours et des Tibétains : des hommes emprisonnés pour avoir pratiqué leur religion, des femmes contraintes d'épouser des Chinois, des enfants enlevés et forcés d'abandonner leur propre langue et leur propre culture... pendant que le pouvoir chinois continue son offensive sur Taïwan.

Les filles et les femmes au cœur de tous les dangers

Lorsque les crises frappent, les filles et les femmes sont confrontées à un risque plus élevé de violences, d'exploitation et d'agressions sexuelles. Les violences sexuelles liées aux conflits sont dues à la militarisation, la prolifération des armes, l'impunité, l'effondrement des institutions, les inégalités structurelles fondées sur le genre, les normes sociales discriminantes et néfastes. Elles sont de plus exacerbées par les crises humanitaires corrélées aux crises politiques et en matière de sécurité². « La violence sexuelle liée aux conflits peut inclure des actes tels que le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, les grossesses forcées, l'avortement forcé, la stérilisation forcée, le mariage forcé et la traite des personnes à des fins de violences ou d'exploitation sexuelles³ ».

En outre, les crises humanitaires se caractérisent, pour les filles et les femmes, notamment par la difficulté ou l'impos-

sibilité d'accéder aux soins d'urgence obstétricaux en cas de grossesse, à des services de planning familial, à la contraception et à des réponses d'urgence aux violences sexuelles. Dans les camps, lors des déplacements, les besoins augmentent et les inégalités demeurent. Bien souvent, il faudrait pouvoir fournir un soutien psychologique et des conseils sur les aspects sexospécifiques des conflits, faire en sorte que les rapatriées et les réfugiées puissent avoir accès à une aide médicale, juridique et psychosociale intégrée aux survivantes de violence basée sur le genre. De plus, de nombreuses violations à l'encontre des femmes ne sont pas documentées et continuent d'être considérées comme un effet secondaire inévitable de la guerre.

Les femmes prenant soin d'enfants et de personnes âgées doivent composer avec d'énormes pénuries de médicaments essentiels, de soins de santé et de fonds pour se procurer des articles de base, notamment les aliments pour bébé et le lait maternisé. Les filles et les femmes éprouvent des difficultés à obtenir des services de santé leur permettant d'avorter, pour celles qui ont été violées, situation d'autant plus traumatisante, car considérées comme des butins de guerre. La santé mentale s'avère également une grande préoccupation tant pour les filles et les femmes vivant toujours dans leur communauté que pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugié-es. Les conflits armés augmentent considérablement la prévalence des problèmes de santé mentale. Selon un compte rendu de 129 études dans 39 pays réalisé par l'OMS, « chez les personnes ayant vécu une guerre ou un autre conflit ces dix dernières années, une personne sur cinq (22%) souffrira de dépression, d'anxiété, du trouble de stress post-traumatique, d'un trouble bipolaire ou de schizophrénie⁴ ». D'autres études montrent que parmi les réfugié-es de guerre et les vétérán-es, les femmes s'avèrent plus susceptibles de souffrir de la plupart des troubles mentaux, à l'exception du trouble de stress post-traumatique.

En fait, dans de nombreux conflits, les femmes sont spécialement ciblées. Lors du conflit de l'ex-Yougoslavie, cela avait été très documenté : le viol revêt un caractère systématique, commis sur ordre des autorités et sous leur supervision, utilisé comme une arme de guerre visant à contraindre les habitant-es à quitter leurs foyers, à les terroriser. Le viol collectif est partie intégrante de la politique de « purification ethnique » conduite par les forces serbes en Bosnie-Herzégovine⁵.

Dans le cas de la guerre en Ukraine, la vaste majorité des personnes déplacées sont des femmes et des enfants. Il s'agit du plus grand déplacement de population en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les cas de grossesses liées aux viols et d'infections sexuellement transmissibles viennent s'ajouter aux traumatismes physiques et psychologiques ●●●



●●● de milliers de personnes déjà en grande souffrance. En outre, avant 2022, « la majorité des femmes Roms en Ukraine subissaient des formes de discrimination croisées fondées sur le genre, l'ethnie et le statut social, ce qui accroît leur vulnérabilité et les pousse vers les marges de la société ». Ces femmes enregistrent des taux de scolarisation et d'emploi plus bas, manquent de documents civils officiels et ont plus de difficulté à avoir accès à des services. Selon ONU Femmes, les femmes Roms constituent un groupe de personnes particulièrement vulnérables chez les personnes déplacées à l'interne, surtout lorsqu'elles sont enceintes ou qu'elles ont des enfants à charge. Par ailleurs, dans le registre genré, même si la diversité sexuelle n'est pas illégale en Ukraine, les personnes LGBTQIA+ étaient déjà confrontées à une stigmatisation et à des perceptions défavorables avant 2022. En situation de conflit, ces personnes « sont souvent exposées à un risque accru d'exclusion, d'exploitation, de violence et d'abus et sont confrontées à d'autres risques liés à leur protection ». Les personnes LGBTQIA+ sont donc, avec les filles et les femmes, avec les femmes Roms parmi les plus vulnérables et les plus marginalisées au sein des personnes déplacées de force.

Andrée Michel a déclaré dans *Féminisme et antimilitarisme* « La lutte contre les violences de la guerre [est] indissociable de la lutte des femmes pour leur dignité et leur émancipation, et inversement elles ne veulent pas séparer la lutte pour leurs droits de la lutte pour la paix ».

Groupe Pierre Besnard

1. <https://blogs.mediapart.fr/messicafabienne/blog/091223/la-guerre-les-femmes-et-les-viols-vous-croit>
2. Cette deuxième partie emprunte à : Hedy Fry, Comprendre les conséquences genrées de la guerre en Ukraine et y répondre, OSCE-PA, 2023.
3. Violences sexuelles liées aux conflits, Rapport du Secrétaire général, Conseil de sécurité de l'ONU, 29 mars 2022.
4. Mental health in emergencies, OMS, 16 mars 2022.
5. Le viol comme arme de guerre. Rapport de l'Unesco. Dans *Confluences Méditerranée* 2008/1 (N°64) 2008/1 (N°64), p. 99 à 104, Éd. L'Harmattan. <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2008-1-page-99.htm>

DE PRINTEMPS FAITS Féminisme... et universalisme libertaire !

Depuis toujours, nous autres, anarchistes sociaux-révolutionnaires, sommes (entre autres) féministes... parce qu'universalistes.

Oh certes, poids du patriarcat et de son caractère machiste oblige, il y a eu des trous dans la raquette et nos camarades femmes ont dû souvent batailler contre leurs camarades hommes. Mais, s'il reste encore des traces de tout cela, elles sont de plus en plus infimes.

Le combat féministe contre le patriarcat et le machisme relève du combat UNIVERSEL qui est le nôtre, contre TOUTE forme d'exploitation et d'oppression de l'être humain par l'être humain. Point barre.

Est-il besoin de le préciser, le combat féministe a tout à gagner à être spécifique (l'émancipation des... sera l'œuvre des... eux-mêmes) et rien à perdre en s'inscrivant dans une lutte globale et universaliste (c'est-à-dire solidaire et non sectaire) contre TOUTES les exploitations et oppressions (de tous sexes, genres, couleurs, origines...) de l'être humain par l'être humain. Nous appelons cela la fédération d'autonomies. D'autonomies révolutionnaires et non indépendantistes interclassistes.

Moi-je, oui. Moi-nous révolutionnaire social, trois fois oui !

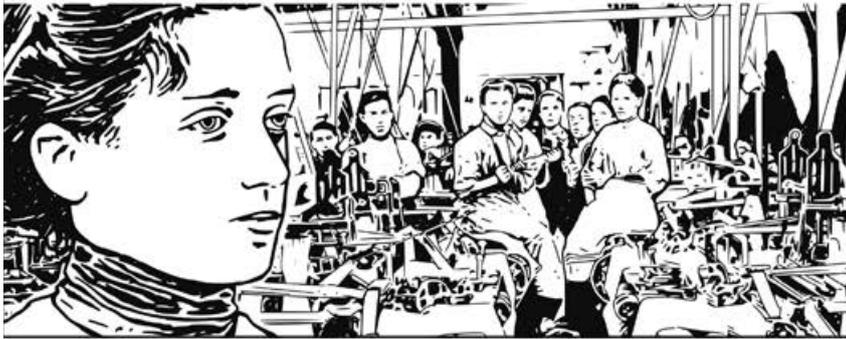
Jean-Marc Raynaud



Margarethe Hardegger (1882-1963)

Texte : MLT & Dessins : OLT

Margarethe Hardegger naît le 20 février 1882 à Berne (Suisse). Adhérant aux idées socialistes, elle fonde à 23 ans son premier syndicat au sein de l'Association bernoise des travailleurs du textile.



Après son mariage avec Arthur Faas et la naissance de leurs deux filles, Margarethe devient la première femme secrétaire de l'Union syndicale suisse en 1905.



Agitatrice infatigable, elle donne 367 conférences en trois ans pour inciter les ouvrières à se syndiquer.



L'EXPLOITÉE

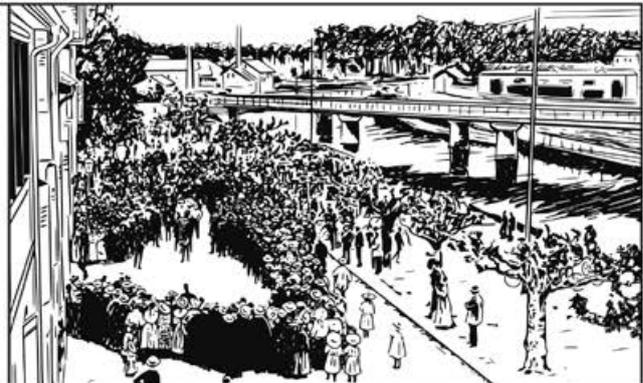
Elle crée des périodiques féminins : *Die Vorkämpferin*, *L'Exploitée*. Elle se bat pour une assurance maternité et le suffrage féminin, l'éducation sexuelle, la contraception et le droit à l'avortement.

L'Exploitée. Organe des femmes travaillant dans les usines, les ateliers et les ménages 1907-1908, éditions Noir et CIRA (préface de Marianne Enckell) est disponible au format PDF à cette adresse : partage-noir.fr/1089



Le 23 mai 1907 sept ouvrières des cigares Vautier à Yverdon voulant se syndiquer sont licenciées. Margarethe va organiser le boycott des produits Vautier, et la création d'un atelier libre fabriquant des cigarettes syndicales.

En 1908, l'entreprise Vautier avoisine les cent mille francs de pertes. Le 10 mai 1909 a lieu une assemblée générale avec les ouvrières, les ouvriers et les frères Vautier afin de négocier une convention. Un contrat collectif sera effectif fin mai 1909.



Margarethe perd son poste de secrétaire en 1909. Divorcée, elle rejoint l'Alliance socialiste et son journal qu'elle a fondé avec Gustav Landauer. Suite à des conflits personnels et politiques, elle quitte l'Alliance en 1913. Elle sera condamnée à un an de prison en 1915 pour propagande néomalthusienne et aide à l'avortement.



En 1919, elle fonde une communauté agricole puis la colonie Villino Graziella à Minusio en 1920. Celle-ci vivote, il n'en subsistera que la menuiserie de Hans Brunner, son second mari. A 81 ans, Margarethe participe à la première Marche de Pâques pour la paix contre les armes nucléaires de Lausanne à Genève. Elle meurt le 23 septembre 1963 dans le Tessin.



Le sexisme dans la publicité française



De mars 2022 à mars 2023, l'association Résistance à l'agression publicitaire (RAP) a mis en ligne un formulaire permettant à la population d'alerter et de documenter des publicités sexistes subies dans le quotidien. Sans aucune surprise, 87 % des contributions reçues ciblent le genre féminin. Les publicités les plus jugées sexistes concernent les secteurs d'activités de l'habillement et de la parfumerie (55 %) de l'hygiène et de la beauté (18,5 %), soit près des trois quart des réponses.

L'Observatoire de la Publicité Sexiste.

Les centaines de messages publicitaires reçus chaque jour exercent une pression permanente pour contribuer à façonner nos jugements et nos représentations. Ils sont stéréotypés, recourant de façon répétitive à des représentations et injonctions similaires et ciblant certains groupes sociaux, développant ainsi des normes, souvent caricaturales et discriminantes, notamment en ce qui concerne la représentation des femmes et des minorités de genre dans la publicité. C'est pour lutter contre ces agressions publicitaires que RAP a créé, en 2019, l'Observatoire de la Publicité

Sexiste (OPS), dans le but d'enquêter sur les stéréotypes et injonctions sexistes véhiculés par la publicité ou publisexisme.

« Réunissant et analysant des publicités observées dans toute la France pendant un an, nous avons publié un premier rapport en 2021, qui constatait que le publisexisme était un problème actuel, touchant principalement les femmes et s'appuyant sur des mises en scène stéréotypées : des corps sexualisés, épilés, blancs, minces, jeunes, en position de soumission, de séduction, d'infantilisation, de travail domestique, etc. »

Il s'agissait ici, d'étudier si ces mises en scènes persistent ou si elles évoluent, et ce à partir de différents supports :

affichage extérieur, réseaux sociaux, télévision, prospectus, etc.

Une nouvelle enquête lancée en 2022.

Ce deuxième rapport sur *Le sexisme dans la publicité française* précise que les techniques et les mises en scène observées entre 2019 et 2020 sont toujours utilisées par le secteur publicitaire. Les stéréotypes et injonctions sexistes véhiculés par la publicité sont surtout propagés par l'image, souvent appuyés par des slogans sexistes. Des femmes, des jeunes filles sont encore présentées dans des postures de séduction et/ou de soumission, apparaissant en général

CONTRIBUTION N°61

PROCÉDE : NUDITÉ, EMBLEMMENT DU PRODUIT, POSTURE
PRODUIT : PARFUM



CONTRIBUTION N°107

PROCÉDE : FORCE, NUDITÉ, SLOGAN
PRODUIT : PARFUM





CONTRIBUTION N°118
 PROCÉDÉ : FEMME-TRONC,
 SEMI-NUDITÉ
 PRODUIT : ÉPILATION LASER



CONTRIBUTION N°197
 PROCÉDÉ : SEXUALISATION,
 BOUCHES ENTRE-OUVERTES
 PRODUIT : PRÊT-À-PORTER



CONTRIBUTION N°318 ET 341
 PROCÉDÉ : SEXUALISATION
 VS. SPORTIVITÉ
 PRODUIT : JEANS

nues, fragmentées, infantilisées, érotisées, traitées comme des objets et non des sujets. Les mêmes normes discriminantes s'imposent aux corps, souvent irréalistes par l'emploi de mannequins et par le fréquent recours à la retouche photographique. Le fait d'inclure des mannequins non blanches ou non maigres tend à renforcer le publisexisme, en appliquant ces mises en scène à de nouveaux groupes sociaux, devenus de nouvelles cibles marketing. Même les hommes sont soumis à de semblables traitements sexualisants : même si les corps sont moins normés, les hommes restent dans leur rôle du sachant, fort et protecteur. Et bien sûr, le modèle du couple reste hétéronormé, le partage des tâches domestiques ou professionnelles demeure toujours aussi genré.

Au regard de la méthodologie employée et des contributions reçues, RAP prend de justes précautions :

« nous nous basons sur des contributions libres et non sur une recension de toutes les publicités diffusées en France pour l'année concernée, nous ne prétendons pas tenir de discours statistique sur la part de publicités sexistes dans l'ensemble du champ publicitaire français. Notre recherche est qualitative. »

Quand l'ARPP veille au grain.

Comme de nombreux pays, la France a choisi l'autorégulation par le secteur publicitaire lui-même. L'Autorité de

régulation professionnelle de la publicité (ARPP) en a la charge. C'est une association loi 1901 créée en 2008, remplaçant l'Office de contrôle des annonces existant depuis 1935 qui était devenu le Bureau de vérification de la publicité (BVP) en 1953 dont la mission consiste à « Préserver l'image de la publicité auprès des consommateurs, aider la profession à se prémunir contre un renforcement de l'encadrement législatif, par de bonnes pratiques déontologiques ». C'est donc un des principaux lobbys du secteur édictant des recommandations pour une publicité « responsable » et « acceptable ». Concernant le sexisme, la publicité doit suivre les recommandations de la catégorie « Image et respect de la personne humaine ». L'ARPP ne peut se substituer à la Justice, elle a cependant une délégation de service public lui permettant de donner un avis, favorable ou non, avant la diffusion de chaque publicité télévisuelle, l'Arcom étant chargée du contrôle après diffusion. Ces avis de l'ARPP ne sont nullement contraignants et ne sont donnés systématiquement que pour les publicités télévisuelles. Par ailleurs, il n'y a aucun contrôle a priori pour les autres supports : affichage, presse, boîtes aux lettres, Internet, etc.

La Mairie de Paris a introduit une clause « anti-sexisme » dans le contrat d'attribution du mobilier urbain d'information qui la lie à Clear Channel depuis 2018, la

clause stipule que « le concessionnaire veille à éviter toute publicité qui utilise des stéréotypes sexistes, lesbophobes, homophobes et des représentations dégradantes, dévalorisantes, déshumanisantes et vexatoires des femmes et des hommes et des rapports entre eux » et « veille à éviter toute publicité cautionnant toute forme de discrimination fondée sur l'origine ethnique, l'origine nationale, la religion, le sexe ou l'âge ou portant atteinte à la dignité humaine ». Mais l'opérateur est seul juge de ce qui peut ou non être considéré comme sexiste. Il n'est donc pas étonnant que nous retrouvions toujours sur ces supports de nombreuses publicités sexistes.

Non, le publisexisme n'appartient pas au passé, l'industrie publicitaire ne s'est pas améliorée et pour cause, plus elle choque, plus elle attire le regard et plus elle vend. Une des solutions proposées par le RAP c'est de ne plus utiliser le corps humain. Certes, mais au-delà de la rendre supportable, si nous abolissions la publicité ?

Alain Eludut & Hélène Hernandez
 Groupe Pierre Besnard

<https://antipub.org/wp-content/uploads/2023/11/RAP-SEXISME-PUBFINAL.pdf>

Résistance à l'agression publicitaire :
 La Teinturerie, 24 rue de la Chine,
 75020 Paris. www.antipub.org, contact@antipub.org

Contre Le système prostitutionnel

Je suis un homme

Mais en disant « je suis un homme », je veux être conscient des difficultés, des doutes, des devoirs, des responsabilités de ce que c'est qu'être un homme. Je fais référence en premier lieu à Albert Camus qui écrit dans *Le premier homme* : « *non un homme ça s'empêche. Voilà ce que c'est un homme ou sinon...* » (1)

Je suis un homme, mais j'ai compris depuis longtemps que toute notre société baigne dans la domination masculine. Je sais que cette domination des hommes sur les femmes est constante, au travail, à la maison, dans la rue, à l'école, à l'église ou dans les réunions. Permanente, naturelle, en quelque sorte normale, son armure ne se fend que depuis quelques années sous les coups du féminisme.

Cette prise de conscience de la domination masculine m'a coûté, car elle a des avantages. Mieux payé, mieux servi, mieux considéré, mieux écouté aussi... mais le premier de ses avantages, c'est l'appropriation du corps des femmes. Dont les plus évidentes occasions sont la guerre (le viol de guerre) et, en temps de paix, la prostitution. Oh, je ne dis pas que tous les hommes en profitent.

Mais si c'est possible pour l'un, parce que c'est un homme, avec une arme ou avec de l'argent, alors c'est possible pour tous les hommes. Eh bien non. Pas en mon nom. Il nous faut combattre cet esclavage des femmes.

Nommer la prostitution

Il faut rappeler que la prostitution est d'abord l'appropriation du corps des femmes moyennant rémunération, au sein d'un vaste réseau aux mille ramifications, le « système prostitutionnel », qui s'appuie sur l'inégalité entre les hommes et les femmes et se manifeste par la domination patriarcale. La grande majorité des personnes prostituées sont bien des femmes, mais des hommes, des enfants et des personnes trans sont également concernés. Elles peuvent être « à leur compte », hors de tout système, mais bien souvent, elles dépendent d'un ou d'une proxénète. Leur parcours se caractérise dans la majorité des cas par des violences, souvent à caractère sexuel, telles qu'incestes, viols ou violences familiales, puis, à la suite d'un rapt ou d'un trafic, elles font leur entrée au sein du système prostitutionnel, où papiers, argent sont confisqués. C'est bien d'esclavage dont il s'agit, avec privation de liberté et des droits par l'usage de la force, l'enfermement et l'humiliation. On évalue le nombre de personnes prostituées en France à 80 000 environ, dont 7 à 10 000 mineur-es.

Et le recours à la loi ?

En tant qu'anarchistes, nous n'avons pas la moindre aspiration pour l'autorité et donc pour le recours à la loi. Mais est-ce que cela fait bouger les façons de voir ? Si on prend l'exemple de

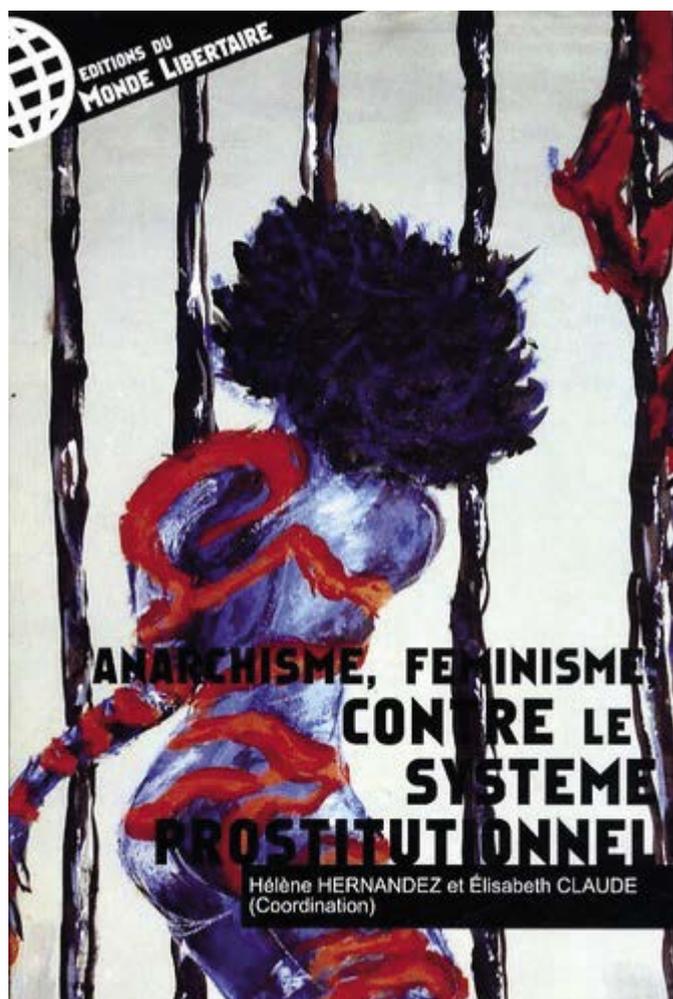
la loi qui judiciarisait le viol (23 décembre 1980), il est certain qu'elle a permis une véritable prise de conscience. Ce qui était, avant cette loi, du domaine du délit, de la correctionnelle, passe maintenant devant les tribunaux comme un crime. Cela n'a peut-être pas fait diminuer les viols, mais il est maintenant admis par tous qu'il s'agit d'une atteinte aussi terrible qu'un assassinat. Cela a permis aux victimes d'avoir le courage de porter plainte. Est-ce qu'il en est de même pour la prostitution ?

La loi du 13 avril 2016 est votée en France pour renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et accompagner les personnes prostituées. Elle est fondée sur l'idée qu'acheter une prestation sexuelle est abuser un individu vulnérable. Donc, renforcer la lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains, interdire l'achat d'actes sexuels, responsabiliser les proxénètes (clients de la prostitution), mais aussi dépenaliser les personnes prostituées (abandon de la pénalisation du racolage instauré par Sarkozy en 2003), désormais reconnues comme des victimes et non plus comme des délinquantes et accompagner celles qui souhaitent sortir de la prostitution.

Huit ans plus tard, quel bilan en tirer ? La loi ne semble efficace que s'il y a une réelle volonté politique de l'appliquer. Il est possible, pour les victimes, d'obtenir une Allocation Financière pour Insertion Sociale, d'un montant de 348 € ! Une somme dérisoire pour être incitative. Seulement 950 personnes (2) en ont bénéficié depuis le début. Pourtant, 121 associations agréées dans toute la France préparent les dossiers des personnes voulant sortir de la prostitution (accès aux droits, permis de séjour, santé, aide financière, hébergement, formation professionnelle, etc.). Au total depuis 2017, cela a concerné 1 247 personnes. L'application de la loi semble cependant difficile à mettre en œuvre. À ce jour, les promesses n'ont guère été tenues. Peu de clients pénalisés et les parcours de sortie de la prostitution sont trop peu proposés.

Or, en 2022, 2 027 victimes de traite ou d'exploitation des êtres humains ont été enregistrées par les services de police et de gendarmerie. Parmi les victimes accompagnées par les associations, 76% sont victimes d'exploitation sexuelle, dont 94% sont des filles et des femmes, 13% sont mineures, 52% sont Nigérianes, 15% Françaises, 7% Brésiliennes. Les personnes trans, elles, représentent 12%. Enfin, 23% des femmes ont connu une grossesse au cours de leur exploitation...

Depuis 2016, le nombre de réseaux démantelés a pratiquement doublé et le nombre de procédures judiciaires a augmenté de 40%. En 2021, 1 375 personnes ont été condamnées pour proxénétisme ; en 2022, 1 046 ont été condamnées pour traite ou exploitation des êtres humains. Moins de 500 « clients » sont condamnés par an depuis 2016 et, concernant les personnes mineures, quelque 20 condamnations par an. L'amende prévue correspond à une contravention de 5e classe (1 500 € maximum). Une peine complémentaire ou alternative aux poursuites peut être imposée, comme un stage de sensibi-



lisation aux frais de la personne poursuivie.

Penser que la pénalisation des clients contrevient au principe de la « liberté d'entreprendre », ce serait reconnaître la traite des êtres humains comme une activité commerciale parmi d'autres. Ce serait la porte ouverte à la reconnaissance d'un droit à louer ou acheter le corps d'autrui. Mais certains, certains tentent de justifier la prostitution comme la liberté qu'auraient des femmes à choisir. À cet égard, on ne peut accepter l'usage du terme *travailleur* ou *travailleuse du sexe*. Il ne s'agit pas de travail, ni de sexe, mais de violence : la réalité de l'extrême précarité dans laquelle se trouvent les personnes prostituées. Que peut donc signifier le « libre choix à disposer de son corps », comme s'il s'agissait d'une activité lucrative librement consentie ? Croire que les femmes peuvent être libres de vendre leur sexe relève de l'idéologie néolibérale du marché capitaliste. Il ne faudrait pas non plus oublier le système économique et la marchandisation, l'exploitation sexuelle de masse, le « tourisme sexuel » et la pornographie qui organisent directement ou indirectement et banalisent la prostitution.

Pour en finir avec cet esclavage

De nombreux problèmes surviennent avec l'exercice de la prostitution : maladies sexuellement transmissibles, addictions, pathologies dues à la précarité, problèmes gynécologiques, lésions diverses suite aux violences... Ils font partie de la chaîne des violences exercées contre les femmes (harcèle-

ments, incestes, mutilations sexuelles, viols, violences dans le couple, féminicides). Le taux de mortalité est six fois plus élevé pour les personnes prostituées.

Nous, anarchistes, qui nous opposons à toutes les formes d'oppression, nous nous élevons contre cette marchandisation des corps, et en tant qu'hommes prenons conscience de la domination masculine. Nous dénonçons la discrimination salariale entre les femmes et les hommes, comme celle, morale, qui fait une distinction entre les mères et les putains. Nous devons être à l'écoute et respecter la parole des personnes prostituées.

Un réseau d'hommes, Zéromacho, a été constitué il y a un peu plus d'une dizaine d'années, présent dans une soixantaine de pays. Un de ses slogans est « *tout homme peut s'affirmer sans nier l'autre, et s'assumer sans dominer* ». Comment les hommes pourraient-ils ne pas être pro-féministes, s'ils veulent construire l'égalité entre les femmes et les hommes ? Zéromacho tente de sensibiliser les hommes à ces problématiques. Encore un effort pour être vraiment un homme !

Caillou & Alain Eludut
Groupe Pierre Besnard

1. Gallimard 1994, page 66.
2. Les chiffres qui suivent sont fournis par Geneviève Duché (universitaire, sociologue, psychologue et féministe, ex-présidente de l'Amicale du Nid) : <https://revolutionfeministe.wordpress.com/2023/11/26/pas-de-democratie-avec-la-prostitution/>



IA sexiste, raciste, âgiste

L'Intelligence Artificielle (IA) est présentée comme une technologie neutre, objective et impartiale. C'est oublier qu'elle est renseignée par des professionnels majoritairement masculins et qui n'ont pas en grande majorité intégré la dimension genrée dans leur travail de production et que les données disponibles ne sont guère plus passées au crible de la réflexion genrée.

L'IA, reflet d'une société de domination.

Qu'ils s'agissent d'ingénieur-e en *machine learning*, en *big data*, en Intelligence artificielle, en robotique, en traitement du langage naturel, en apprentissage profond, en IA éthique ou *data scientist*, ou encore en automatisation des processus robotiques, les neuf métiers actuels requièrent les compétences génériques suivantes : la maîtrise des langages de programmation, la connaissance en mathématiques et statistiques, la compréhension des algorithmes de Machine Learning, les compétences en gestion de données, le sens des affaires et de la stratégie, les compétences en communication, la curiosité et la capacité d'adaptation, l'esprit critique et la résolution de problèmes. En particulier, s'il est nécessaire de travailler en interdisciplinarité, la responsabilité éthique est caractérisée par la réflexion critique sur les données relatives à la vie privée, aux biais algorithmiques, mais nullement – encore – par l'interrogation de ce que produit une société dominante.

Le profil le plus fréquent pour ces métiers est « un homme, blanc (quoique là-dessus, je reste très mesurée, on ne sait pas bien ce qu'il se passe en Chine par exemple) quadragénaire qui porte une vision patriarcale et pas très diverse du monde » (1). En 2020, dans le monde, seulement 15% des *data scientists* étaient des femmes. Et pourtant, historiquement, les femmes étaient présentes dans le numérique, aujourd'hui, c'est un monde très masculinisé (2). Les machines ne sont efficaces qu'en fonction des données qu'on leur fournit, et donc dépendantes de la société dans son ensemble, société inégalitaire, discriminante, hiérarchisée. Ce sont des « *perroquets stochastiques* », qui n'ont aucun raisonnement propre, reproduisant des conclusions



Un scandale sanitaire de plus ?

qui reflètent les statistiques qu'il est possible de faire sur leurs données d'entraînement, et les idées préconçues répandues dans la société. « *Quand on demande à l'application Stable Diffusion de créer un portrait de médecin par exemple, elle génère l'image d'un homme blanc de 40 ans; quand on demande une infirmière, on a une femme blanche de 20 ans, peut-être avec une jupe courte, et ça choque* » (3). Ces résultats ne sont pas représentatifs, ils révèlent des biais sexistes, racistes et âgistes.

Une expérience éclairante.

Fin 2022 et en 2023, une expérience a été menée par la Fondation des femmes, Femmes ingénieures et Global Witness. Les offres d'emploi écrites de manière neutre et traitées par Facebook parviennent en fait à 85% à des hommes pour le poste de pilote de ligne et à 94% à des femmes pour le poste d'auxiliaire de puériculture. Facebook et sa maison mère Meta ciblent de manière précise, conduisant à une discrimination sexiste d'autant plus que les salaires ne sont pas du tout semblables.

Alors quel impact peut avoir la *Recommandation sur l'éthique de l'IA* publié par l'Unesco (4)? Le texte a été rédigé par un groupe d'expert-es diversifié (genre et origine géographique) et prône de consacrer un budget à l'amélioration de l'inclusion des femmes, à l'augmentation des filles dans l'enseignement des sciences, des techniques, de l'informatique et des mathématiques. Un chantier à investir ?

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Vanessa Durock, « *L'intelligence artificielle a-t-elle un genre ?* », *Cités*, n°80, 2019.

Isabelle Collet, *Les oubliées du numérique*, Le Passeur, 2019.

Timnit Gebru, Margaret Mitchell, Emily Bender et Angelina McMillan-Major, « *On the Dangers of Stochastic Parrots : Can Language Models Be Too Big ?* », *Conference on Fairness, Accountability and Transparency*, 2021.

En 2020, T. Gebru et M. Mitchell ont été licenciées par Google suite à cet article. Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle :

https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381137_fre

Des centaines de femmes souffrent de graves complications après la pose de bandelettes contre les fuites urinaires. Pourtant, les chirurgiens français opèrent toujours beaucoup, au mépris des règles qui encadrent cette pratique. Dans d'autres pays, ces interventions sont suspendues.



Une intervention bénigne ?

Depuis la fin des années 1990, des centaines de milliers de Françaises vivent avec une bandelette sous-urétrale en polypropylène. 30 000 à 40 000 bandelettes sont posées en France chaque année. Selon l'agence de sécurité du médicament, l'incontinence urinaire à l'effort touche 25 à 40% des femmes et impacte sur la qualité de vie, le sommeil et la vie sexuelle : elle est caractérisée par une fuite involontaire d'urine qui survient à l'occasion d'un effort tel que toux, rire, éternuement, saut, course, soulèvement de charges ou toute autre activité physique augmentant la pression intra-abdominale. Le traitement proposé consiste à poser une bandelette urinaire en polypropylène, une matière plastique, placée sous la vessie par les trous obturateurs du bassin, souvent dans le cas d'une rééducation du périnée qui n'aurait pas donné de résultat. Ces bandelettes adhèrent très vite aux chairs de la zone pelvienne, siège de la vessie, de l'utérus, de l'intestin et du réseau de

muscles du périnée. L'opération est présentée par le ou la gynécologue comme bénigne, rapide en trente minutes, et apporterait un réel changement.

Or pour un grand nombre de femmes opérées, c'est une issue catastrophique, un cauchemar : ne plus pouvoir s'asseoir, marcher, travailler, avoir de relations sexuelles, du fait de douleurs insupportables accompagnées *in fine* d'une profonde dépression. Sur un groupe Facebook, près de 800 Françaises ne cessent de témoigner de ces complications, de leur gravité, auprès des médecins et des autorités de santé, en vain. Les complications sont largement médiatisées, mais rien n'y fait : les chirurgien-nes continuent d'opérer, sans respecter l'encadrement des pratiques édicté dès 2019 par le ministère de la Santé.

Une étude, baptisée « Vigimesh », est coordonnée au CHU de Poitiers par le professeur de gynécologie Xavier Fritel, depuis 2017. Aujourd'hui, 6 000 femmes sont incluses, relevant de 30 hôpitaux et cliniques en France. La bandelette sous-urétrale posée, et donc suivie, existe selon deux types : TOT (trans-obturator tape) et TVT (tension-free vaginal tape). Les premiers résultats, provisoires, à partir du suivi de 2 800 femmes, font état de complications pour les bandelettes de type TVT installées sous la vessie (5,8%) et pour les bandelettes TOT qui passent par les trous obturateurs du bassin (2,9%) : ainsi 2,7% (TVT) et 2,8% (TOT) donnent lieu à de nouvelles opérations.

Une enquête au point mort.

Dans de nombreux pays, cette pratique est pourtant strictement encadrée, réservée à des situations exceptionnelles, selon la balance bénéfice-risque, comme en Angleterre où les autorités de santé ont décidé que ces bandelettes « *ne devaient être utilisées que dans des circonstances exceptionnelles, voire pas du tout* ». Des pauses ont été instaurées, dès 2018, en Irlande et ●●●



●●● en Écosse; de même qu'en Australie, où le ministre de la Santé a officiellement présenté ses excuses « *aux nombreuses femmes* » qui ont souffert des « *conséquences effroyables des bandelettes* ». Cela fait suite à une *class action* qui a abouti à la condamnation du laboratoire Johnson & Johnson, qui a dû verser 2,6 millions de dollars à trois femmes. Au Canada, c'est Boston Scientific qui a été condamné à hauteur de 21,5 millions de dollars. Aux États-Unis, plus de 100 000 actions en justice ont visé les fabricants de bandelettes. Elles ont révélé que ces implants n'ont jamais été testés à grande échelle sur les êtres humains avant d'être mis sur le marché. Une vingtaine de condamnations ont été prononcées. Des recommandations très strictes ont donc été édictées, alertant sur les nombreuses complications : « *Douleurs, érosion du vagin, infection et problèmes urinaires, incontinences, douleurs pendant les rapports sexuels, saignements, perforations d'organes, problèmes neuromusculaires.* »

En France, 78 femmes ont déjà porté plainte contre X. Une enquête pour des chefs de tromperie aggravée et blessures involontaires a été ouverte le 21 avril 2021, les investigations confiées à l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique. D'autres plaintes suivent à l'encontre des laboratoires, du fait du manque de données cliniques avant la mise sur le marché et d'informations sur les complications. L'enquête semble pourtant au point mort alors que les résultats devraient être ren-

dus en juin 2024. La plainte française vise aussi les médecins qui n'ont pas respecté les arrêtés encadrant la pose de bandelettes à partir de 2020.

« *Chez huit fabricants, la « démonstration de la biocompatibilité » du polypropylène n'a pas été faite, par exemple l'absence de « libération de particules ». Normalement étiquetées classe 3, à risque élevé, de nombreuses bandelettes sont toujours marquées 2B sur de nombreuses notices, au même titre que les préservatifs.* »

L'ANSM confirme le passage de ces bandelettes en classe 3 au niveau européen en 2021, mais une période de transition a été accordée aux laboratoires, qui court jusqu'au 31 décembre 2027. Le ministère de la Santé rappelle son « *plan d'action* » : deux arrêtés, l'un en 2020, l'autre en 2021, ainsi que la fiche d'information pour encadrer l'acte chirurgical :

« *il ne doit être envisagé qu'en dernier recours, sur une patiente « dûment informée », notamment des complications; une équipe pluridisciplinaire doit être consultée et le chirurgien qui pratique l'acte devrait être « expérimenté » et avoir participé à quinze opérations auprès d'un autre chirurgien expérimenté. En cas de complications, une nouvelle équipe pluridisciplinaire doit être réunie et une éventuelle « explantation » envisagée réservée aux « chirurgiens formés ».* »

Depuis la publication des arrêtés, la situation de certaines Françaises n'a guère changé : elles ne reçoivent toujours pas d'information sur les complications. Alors des femmes se prennent

en charge elles-mêmes. Certaines Françaises demandent le retrait de la bandelette et se rendent au Missouri, là où un médecin, le docteur Veronikis, accepte dans de bonnes conditions de les opérer. Elles doivent quand même déboursier 22 000 € pour le voyage, l'hébergement et l'opération.

La liste est longue.

La France ne cesse de cumuler les scandales sanitaires sans les prévenir et les résoudre rapidement : après l'affaire de l'amiante (80 années pour se décider à l'interdire, et toujours en cours de traitement), les scandales du Distillène, du talc Morhange, de l'hormone de croissance, du sang contaminé... et ceux qui impactent spécifiquement la santé des femmes, voire leur vie : les implants mammaires PIP, les grossesses sous Dépakine, les implants vaginaux, les implants mammaires texturés Allergan, les stérilets défectueux, le dispositif médical implantable de contraception définitive Essure... Voilà avec les bandelettes sous-urétrales en polypropylène un scandale sanitaire de plus concernant les femmes. Cela pointe les graves lacunes dans la réglementation et dans la surveillance du secteur des implants : les industriels misent sur le succès remarquable et sur la précipitation, ils dédaignent sciemment l'évaluation (sommaire, limitée, absente ou négligée), les niveaux de preuve (insuffisante, biaisée), d'efficacité, de durabilité et de tolérance, toutes ces exigences et procédures qui pourraient assurer de bons produits pour la santé. *Primum non nocere!*

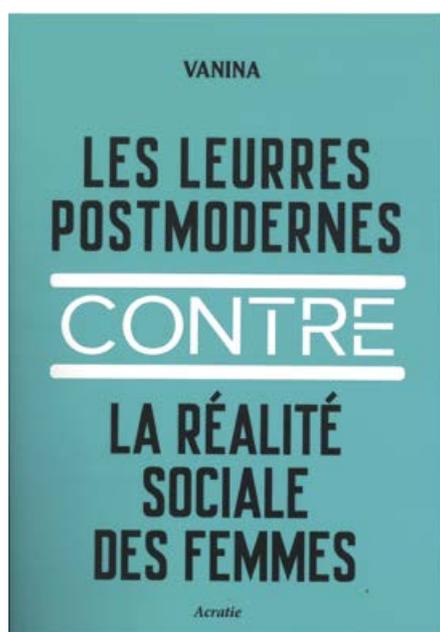
Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Caroline Coq-Chodorge, Bandelettes urinaires : une mutilation des femmes en toute impunité - Médiapart, 8 janvier 2024.

Isabelle Mourgère, *Implants vaginaux, bandelettes périnéales* : « *Des corps sacrifiés* », TV5 Monde - *Les Terriennes* - 29 juin 2023.

Resituer la lutte féministe dans une perspective antipatriarcale et anticapitaliste

L'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire a reçu le 31 janvier 2024, Vanina, militante communiste libertaire de l'OCL, pour son dernier ouvrage : *Les leurres postmodernes contre la réalité sociale des femmes*, paru aux Éditions Acratie, son troisième livre sur le féminisme après *Où va le féminisme* et *À bas le patriarcat*. Pour elle, le projet anarchiste doit être anticapitaliste et antipatriarcal, allant vers une société prenant en compte et l'individu et le collectif.



— Ton ouvrage aborde les questions actuelles qui traversent le féminisme, mais aussi toutes les associations, les organisations politiques, syndicales et même les institutions. Nous voyons le point de vue culturel et moral qui prend le dessus sur le point de vue social dans les analyses de l'histoire des dominé-es. Nous avons fait le choix de discuter avec toi de l'introduction, qui présente bien les enjeux. Puis trois autres sujets : le postmodernisme sur le lit du néo-libéralisme, les tentatives de rapprochement sur la question du néo-féminisme et le dépassement des théories postmodernes. Nous laissons de côté, faute de temps, beaucoup d'autres thèmes abordés, comme l'histoire du féminisme, le MLF... sujets traités depuis près de 40 ans dans notre émission. Tu écris : « *Comment en est-on arrivé*

à une situation aussi invraisemblable quand des féministes matérialistes se font taxer d'essentialisme ? Comment le féminisme est-il devenu si inclusif qu'il noie l'oppression féminine dans une foule de discriminations et tolère en son sein des ambiances d'inquisition ? Comment y remédier pour que les femmes ne soient pas, une fois de plus, les grandes perdantes au jeu du patriarcat, étant donné que la définition queer d'une femme tend à devenir une de ses cartes maîtresses ? ».

— Dans les années 70, il y avait dans le féminisme deux courants principaux, le matérialisme et l'essentialisme. On parlait du sexe biologique des femmes sur lequel est construit un rôle social, imposé aux femmes par les institutions patriarcales, parce que les hommes et les institutions patriarcales veulent contrôler la sexualité des femmes et leur capacité reproductive, grâce à leurs organes génitaux. Maintenant, si on parle de sexe biologique, on se fait taxer d'essentialisme que l'on soit matérialiste ou non. C'est un des côtés aberrants de la situation actuelle. Les filles sont éduquées différemment, dès la naissance, à avoir un certain type de comportement, le dévouement à autrui... Ce ne sont pas des qualités naturelles..., c'est la description d'une réalité qui fait le malheur des femmes, qui leur vaut d'être enfermées, assignées aux tâches domestiques, dans la sphère privée, d'être dominées dans une société patriarcale. Faire l'impasse là-dessus c'est ne plus comprendre où est l'origine de l'oppression des femmes.

Si on n'a pas la capacité à globaliser, à avoir un projet collectif à construire des fonctionnements de solidarité, si on ne pense plus qu'individuellement on ne

peut pas avoir de démarche révolutionnaire, on ne veut plus changer la société. Or, dans l'après 68, nous étions sur une vague de rupture avec l'ordre établi, les gens rêvaient d'une autre société. Et même si toutes les femmes n'étaient pas révolutionnaires, dans cette recherche d'une autre société où il y avait énormément de mobilisations contre l'ordre établi, le mouvement des femmes, qui revendiquait le droit à disposer de son corps, contestait l'ordre patriarcal et le capitalisme avec.

— Tu dis que les questions théoriques ne sortent jamais de rien. Alors comment le néo-libéralisme et le postmodernisme ont imprégné la réflexion et l'action militante ?

— Le néo-libéralisme et le postmodernisme se sont développés en même temps puis se sont conjugués au niveau idéologique. Cela repose sur une régression sociale extrêmement forte à la fin des années 70 et tout au long des années 80. Ce contexte de régression sociale a amené une régression idéologique. Les raisons en sont multiples, j'ai essayé d'en lister un certain nombre. Au niveau économique et social, c'est la fin des Trente Glorieuses (période de croissance économique entre 1945 et 1975), la montée du chômage et de la précarité, on change de contexte. Il n'est plus possible de changer rapidement d'employeur, de militer, de rêver. En 1981, c'est l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie avec Mitterrand. Et ce sont les restructurations, les délocalisations. La présence d'un gouvernement socialiste coince les syndicats qui se mobilisent beaucoup moins qu'avec un gouvernement de droite au pouvoir. La gauche a beaucoup déçu. ●●●

Resituer la lutte féministe dans une perspective antipatriarcale et anticapitaliste

●●● Les bastions ouvriers ont disparu, la conscience ouvrière a décliné. Et à chaque fois que la gauche est revenue au pouvoir, elle s'est employée à réduire la revendication antipatriarcale, l'antisexisme, et elle a beaucoup centré son intervention sur les sujets sociétaux en mettant de côté la question sociale. Puis c'est la disparition de l'URSS et du bloc de l'Est en 91. À partir de là, c'est le triomphe du capitalisme. Les médias ont déversé toute une propagande néo-libérale. Il ne fallait plus parler de révolution. Le libéralisme a été présenté comme le stade ultime de l'histoire. Et c'est le retour de l'ordre moral, la libération sexuelle a été critiquée ainsi que l'éducation antiautoritaire. Avec la pandémie de Sida, il fallait faire très attention lors des relations sexuelles. Le livre de Susan Faludi, *Backlash*, le retour de bâton, fait état d'une rupture entre les générations. Les jeunes femmes n'avaient plus envie d'être étiquetées féministes hystériques, coincées sexuellement... Et enfin, il y a le néo-libéralisme porté par une droite réactionnaire, et le postmodernisme porté par une partie de la gauche. Ces deux discours essentiellement différents vont se retrouver pour faire oublier la lutte de classe et l'idée d'une révolution sociale.

— **Mais le postmodernisme c'est aussi une réflexion théorique qui nous vient des États-Unis.**

— Le postmodernisme s'est d'abord développé dans les universités américaines puis ailleurs. Il a été porté par des mouvances intellectuelles qui avant étaient contestataires, souvent des universitaires marxistes. Mais, brusquement, ces intellectuels ont rejeté le marxisme parce qu'il avait débouché sur le stalinisme. Et le courant du postmodernisme a élargi la critique du marxisme en critiquant l'universalisme et la pensée des Lumières. Cette critique s'est élargie à tout grand récit et à tout projet de société, parce que cela allait obligatoirement déboucher sur de nouveaux totalitarismes. Il a donc rejeté toute vision

globale de l'histoire. Le courant postmoderne accorde tout son intérêt aux structures, en particulier linguistiques, et aux modèles de pensée d'organisation sociale que ces structures déterminent, mais toujours pour en souligner le caractère instable et temporaire. Donc, la réalité est forcément précaire, morcelée, et elle se confond avec les interprétations subjectives qu'on s'en fait. Le langage a son importance dans la façon dont on présente ça. Le postmodernisme affirme que le monde est désormais beaucoup trop complexe, ce qui va dans le sens du néolibéralisme et des médias. En effet, ceux-ci montrent un monde devenu trop compliqué, dont l'économie mondialisée est telle que l'on ne peut plus arrêter la marche du capitalisme. Le postmodernisme met l'accent sur l'individu et ses émotions. Là aussi, il y a un lien avec le néolibéralisme et le capitalisme qui met l'individu au centre. Des émotions et des ressentis, on en arrive à la définition d'une femme sur la base d'un ressenti. Cela écarte l'idée d'un sujet autonome qui serait capable d'action, d'un choix conscient et qui pourrait être porteur d'un projet de choix de société. La pensée postmoderne défait complètement l'idée d'un projet révolutionnaire. Elle critique très fortement l'idée même de l'universalisme.

On peut bien sûr critiquer l'universalisme en s'appuyant sur la critique des Droits de l'Homme, avec un grand H, abstrait, un universalisme porté par le monde occidental, par l'impérialisme. Le colonialisme et le patriarcat ont été présentés comme légitimes et bénéfiques aux peuples de couleur, aux femmes... mais, en même temps, on ne peut pas rejeter l'universalisme si on remarque ensuite que le féminisme, le mouvement anti-esclavagiste, le mouvement pacifiste ont émergé au XIX^e siècle dans le sillage de l'universalisme. Il ne faut donc pas tout bazarder. Le féminisme en est issu également. Le postmodernisme, parti des travaux d'universitaires français, la *French theory*, Foucault,

Derrida, Lyotard... s'est développé aux États-Unis à un moment bien précis où ceux-ci devenaient les seuls maîtres de la planète avec la disparition du bloc de l'Est. Maîtres d'un point de vue économique, mais aussi d'un point de vue culturel dans les années 90. L'autre point commun entre le postmodernisme et le néolibéralisme c'est que ce sont des courants de pensée qui s'appuient et sont soutenus par les classes moyennes. En fait, les sociétés développées s'appuient beaucoup sur les classes moyennes : pour convaincre les classes populaires de laisser tomber l'idée de tout changement social, elles font miroiter la possibilité d'une ascension sociale. Ces classes moyennes qui se sont beaucoup développées sont basées sur l'individualisme, le consumérisme et le sécuritaire. Elles acceptent la hiérarchie sociale et la valorisent. Il y a par exemple recherche d'une égalité salariale ou professionnelle entre femmes et hommes, mais il n'y a pas de revendication de disparition des inégalités sociales.

— **Le cœur de ton livre, c'est la démultiplication des identités particulières. Ce qui convient parfaitement à tous les gouvernements, car diviser pour mieux régner, il n'y a pas mieux, ainsi qu'au capitalisme, car cela ouvre de nouveaux marchés. Pour ces identités démultipliées, il y a à chaque fois un marché qui s'ouvre.**

— Pour affirmer son identité, il faut en posséder les bons signes identitaires, les bons produits, et c'est donc vers le marché que l'on se tourne pour affirmer son moi, son identité. Et le commerce des identités entretient le capitalisme qui s'en sert pour attirer le plus de profit possible.

— **Dans un chapitre, tu abordes les tentatives de rapprochement autour de la question féministe. Tu y analyses un certain nombre de textes, comme celui de Catherine Bloch-London, Christiane Marty ou Josette Trat (1), ou l'article de**



“ Nous étions sur les luttes antiracistes, anticolonialistes, contre les centrales nucléaires, contre l’armée, et nous avons une vision d’ensemble alors qu’à l’heure actuelle, c’est un puzzle, sans vue d’ensemble. ”

Sophie Noyé(2). Il y a aussi un problème de vocabulaire. Avec Danièle Kergoat, on parlait de rapports sociaux de race, de classe, de sexe, mais toujours en mettant des guillemets à race. Nous sommes à l’intersection de ses rapports sociaux. L’approche intersectionnelle est un outil utile pour analyser ces rapports, ce n’est pas une identité.

— D’autant que l’intersectionnalité telle qu’elle est utilisée est une fausse intersectionnalité. Le rapport de classe en est très souvent exclu et on focalise sur la race en premier, puis le genre. Mais les révolutionnaires étaient déjà dans une approche intersectionnelle avant que le terme existe : on s’est toujours battu sur tous les terrains en même temps. Nous étions sur les luttes antiracistes, anticolonialistes, contre les centrales nucléaires, contre l’armée, et nous avons une vision d’ensemble alors qu’à l’heure actuelle, c’est un puzzle, sans vue d’ensemble. Il n’y a pas de vision globalisante pour s’attaquer aux structures qui sont à l’origine de l’oppression et de l’exploitation. Rien ne me convainc dans ces tentatives de rapprochement matérialisme et queer. Pour moi, tout cela reste très individualiste, relativiste et libéral. Cela s’attaque aux normes et pas aux structures. On reste dans l’individuel ; or, attaquer des structures sur une base individuelle, ce n’est pas possible. Il faut un mouvement, un projet collectif.

— Ton dernier chapitre de ce gros livre de 330 pages porte sur le dépassement des théories postmodernes.

— J’ai essayé d’aborder dans ce livre la réalité sociale des femmes. Pour une grande majorité des femmes, la réalité sociale n’est toujours pas brillante. Ce sont toujours les femmes qui occupent les emplois les moins payés, les plus précaires, les temps partiels contraints, les horaires éclatés... et dans leur très grande majorité, les familles monoparentales (une famille sur quatre) sont constituées d’une femme et d’enfants. Cette réalité découle du rôle social imposé aux

femmes. C’est pour cela qu’il est primordial de toujours dénoncer ce rôle social. Si on oublie l’origine, à savoir le sexe biologique des femmes, alors on oublie également le rôle social. Ce n’est plus cela qui est au cœur du combat féministe. On se préoccupe beaucoup plus de la question des trans.

Les études sur les inégalités entre hommes et femmes, chaque année il y en a beaucoup, sont très justes. Mais elles ne font pas assez attention à la classe sociale des femmes. La réalité sociale des femmes n’est pas du tout la même suivant la classe sociale. C’est sûr que les femmes des classes sociales supérieures sont moins payées que les hommes de ces mêmes classes, mais elles peuvent arriver à vivre plus ou moins comme eux. Elles peuvent employer des femmes et des hommes pour leurs tâches ménagères ou pour s’occuper des enfants. Il n’y a donc plus de problème de répartition des tâches domestiques pour elles. Mais la majorité des femmes reste dévalorisée et exploitée. Il y a un secteur qui illustre pour moi très bien cette réalité sociale des femmes c’est celui du *Care* : le lien, le soin, le nettoyage, le prolongement caricatural du travail réalisé par la plupart des femmes dans la sphère privée. Le *Care*, c’est un secteur économique en pleine expansion et appelé à un grand avenir vu le vieillissement de la population et la demande croissante de service à la personne.

Il faut relancer la critique et la lutte contre l’éducation genrée, contre les jouets sexués, contre les normes sociales,

les rôles sociaux, défendre toujours le droit des femmes à disposer de leur corps, à vivre la sexualité de leurs choix. Actuellement, il y a des attaques contre le droit à l’IVG aux États-Unis. En Russie, il y a des campagnes du pouvoir pour imposer aux femmes de rentrer à la maison, de s’intéresser plus à leurs familles qu’à leurs études... Tout cela revient un peu partout, avec des campagnes natalistes... Et puis je voudrais ajouter qu’il faut défendre la liberté d’expression. Dans les milieux féministes, on est tout de suite attaqué si on apporte des critiques aux théories queers. On est immédiatement insultées, agressées, traitées de réacs, de transphobes... Cela s’aggrave en France. C’était le cas dans les pays anglo-saxons.

— À la fin de ton livre, tu rappelles le slogan du MLF : pas de révolution sociale sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans révolution sociale.

— La lutte contre le capitalisme ne peut, à elle seule, venir à bout du patriarcat ; mais, sans elle, le féminisme restera dans l’impasse des leurres postmodernes.

Propos recueillis par Hélène Hernandez, extraits retranscrits par Caillou.

« *Dépasser le clivage entre féminisme intersectionnel et féminisme universaliste* », Attac - 2022.

« Pour un féminisme matérialiste et queer » - *Contretemps* - 2014.



Femme ! Vie ! Liberté !



Deux livres ont été publiés fin 2023 en référence au soulèvement de la population iranienne après l'assassinat, par les gardiens de la révolution islamique, de Jina Mahsa Amini en septembre 2022.

Comme l'écrivent Marjane Satrapi et Abbas Milani, « *Il ne s'agit pas d'une éruption inattendue, mais d'une secousse majeure dans une longue histoire de femmes affirmant leurs droits et il est certain qu'elle se poursuivra* ». D'une part, dans *Femme, Vie, Liberté*, Marjane Satrapi réunit Farid Vahid, politologue, Jean-Pierre Perrin, grand reporter, Abbas Milani, historien, ainsi que dix-sept bédéistes pour raconter cette révolte, d'où elle vient et comment elle est réprimée par la dictature religieuse et la politique de mort. Le livre est en accès libre en persan pour tou-tes les Iranien-nes. Un livre remarquable servi par la force des dessins et de l'écriture. D'autre part, dans *Femme ! Vie ! Liberté ! Échos d'un soulèvement révolutionnaire en Iran*, Chowra Makaremi, anthropologue, utilise la forme de chroniques au quotidien pour conter non seulement les événements, mais aussi l'histoire longue du pouvoir et de la résistance. « *Elle compose une archive à la lumière orange des feux de rue, devenus le symbole d'une révolte qui se vit comme une combustion de colère, une profanation, une contagion* ». Chowra a été invitée dans l'émission *Femmes libres* sur Radio libertaire, le 14 février 2024, quarante-cinq ans après que la révolution islamique de 1979 ait rendu obligatoire le hijab et que les femmes soient sommées de quitter l'espace public. Extraits de l'émission.

Femmes libres : Chowra, vous êtes iranienne ?

Chowra Makaremi : Oui, mais l'Iran est une mosaïque, même si le chiisme est prédominant et qu'on le perçoit comme

persan. Cette diversité a refait surface en 2022 du fait du soulèvement Femme, Vie, Liberté, fondé sur un discours de solidarité envers des minorités historiquement extrêmement dominées, comme les Baloutches, à l'est, et les Kurdes, à l'ouest, d'où est originaire Jina. Ce soulèvement avait des revendications féministes et contre les formes de violences étatiques comme la domination économique et la domination ethno-nationale.

Ce livre est issu d'une recherche menée en tant qu'anthropologue, je travaille au CNRS. Depuis plus de 10 ans, j'étudie la longue révolution iranienne de 1979, en partant des contre-archives, des traces fragmentaires de documents non officiels, non étatiques, souvent éclatés de par le monde, qui nous permettent d'écrire une autre histoire de la révolution de 1979 qui ne soit pas celle du discours officiel, porté par la république islamique et accepté à l'étranger, par tous les pays qui reproduisent les discours que ce pouvoir tient sur lui-même et sa légitimité. Je travaille beaucoup sur les images, les photos, je filme des entretiens, j'étudie les lois, les institutions, les techniques de gouvernement, les pratiques de répression, les formes de mobilisation et de résistance. Je prends très au sérieux les émotions, les affects, les sentiments, toute cette part laissée de côté justement dans l'activité de recherche qui se veut objective, de construction de savoir qui se veut prouvable. Fidèle à une démarche féministe, je travaille avec ce qui relève à la fois de l'esprit, du corps, des images, des textes. Ainsi, avec les méthodes de recherche à distance, je me suis penchée sur le soulèvement de 2022. J'avais expérimenté ces méthodes pour ma thèse lorsque je travaillais en tant qu'assistante juridique dans les zones d'attente aux frontières en France, sur les contrôles des frontières en Europe, sur les techniques d'enfermement, les privations de liberté pour les demandeurs d'asile et les voyageurs qui viennent du sud global.

Ce livre, vous l'avez construit à partir de chroniques quasi quotidiennes des événements du 15 septembre 2022 au 11 février 2023, un tissage donc d'une micro-histoire d'événements immédiats et une histoire profonde sur une longue durée, comme l'extraction du pétrole depuis 1901, les luttes ouvrières, les grèves, le mouvement féministe ancré dans le pays...

Il s'agit effectivement de tissage : les femmes baloutches avaient des activités traditionnelles dans le tissage, confection des tapis, donc un vrai statut. Ces activités ont été écrasées par les transformations économiques, avec un transfert aux mains des hommes. Cela fait partie de l'histoire longue de la condition des femmes. Dans le tissage, il y a des fils qui s'entrecroisent et qui constituent la trame. Il fallait que je trouve une forme pour transmettre ce que j'avais à dire de ce soulèvement-là qui ne prend son sens qu'en perspective dans une histoire plus dense et plus longue dans la durée des rapports entre société et État, entre pouvoir et résistance, et pour rendre cela, on ne pouvait procéder de façon thématique, car cela ne me permettait pas de tisser tous les liens, de manière diachronique, un événement engage souvent plusieurs racines en fait. Et je mêle plusieurs matériaux, un matériau personnel, une activité d'observation qui vient de la pratique, une histoire familiale – ma mère et ma tante ont été tuées ou exécutées parce que militantes, révolutionnaires en 1979 et opposantes à l'État islamique –, c'est la mémoire de cette résistance et de cette répression qui m'a construite et qui est le moteur du pourquoi et du comment je travaille sur l'Iran. Je ne peux plus retourner en Iran depuis 2011, après la publication du *Cahier d'Aziz. Au cœur de la révolution iranienne* (Gallimard), le récit de la décennie noire 1980-1988, écrite par mon grand-père, le père de ma mère tuée dans le massacre de 1988, et qui décrit comment la République islamique



s'est instituée. Et dans la perspective féministe, je refuse les catégories, du pur et de l'impur, du digne et de l'indigne, du scientifique et du personnel, etc. La forme de la chronique rend justice à la tessiture événementielle dans cette ouverture des imaginaires et du champ des possibles en 2022.

Les lignes rouges, que vous évoquez, enferment à la fois l'action et la pensée, elles ne remettent pas en question ce qui les constitue, mais en 2022, c'est sur elles qu'on a construit les barricades et qu'on a dit « Liberté ».

C'est en cela que ce soulèvement est révolutionnaire. Les rapports entre la société et l'État s'organisent à travers l'institution de lignes rouges qui indiquent quelles sont les marges de manœuvre et les possibilités d'existence, où se situent les frontières. Le pouvoir iranien, d'abord État totalitaire, devient dictature « douce », avec une théocratie moyenâgeuse (amputation de la main du voleur, lapidation de la femme adultère) et avec des pratiques modernes comme l'identification et le repérage biométriques. Le pouvoir reste alors sur des lignes inamovibles, l'obligation du voile, la personne et la fonction du guide suprême, et puis d'autres lignes rouges bougent comme la question environnementale. Les activistes écologistes, à partir de 2012, ont été arrêtés, tués sous la torture, et la ligne rouge a été posée. Or, le capitalisme néolibéral de l'extraction est aux

mains des gardiens de la révolution islamique, et les écologistes, en s'opposant aux barrages, se retrouvaient à lutter au cœur du pouvoir iranien. Le voile obligatoire, c'est un des piliers, aussi le brûler, c'est de transformer cette ligne rouge en barricade et de monter dessus affronter le pouvoir. Le mouvement féministe iranien est ancien et structuré, Shirin Ebadi, avocate, féministe, a reçu le prix Nobel de la paix en 2003. Ce mouvement féministe a impacté de longue date la résistance civile. Le mouvement syndical n'est pas féministe, le mouvement étudiant et le mouvement écologiste sont devenus féministes en 2022 alors qu'ils ne l'étaient pas dans les années 2010. Pourtant, leurs leaders étaient des leadeuses féministes, exilées quelque part dans ces mouvements parce que réprimées en tant que féministes. Sans s'attaquer au voile obligatoire, les femmes avaient façonné leur présence publique en le portant au sommet de la tête. Elles relâchaient le nœud!¹

En 2022, brûler le voile c'est une grammaire révolutionnaire, avec créativité et humour! La joie est une pratique de résistance qui permet en situation de combattre la peur : c'est par la peur que s'instituent les lignes rouges, c'est par la non-peur qu'on va être sur les barricades et faire peuple!

Émission Femmes libres sur Radio libertaire
<http://emission-femmeslibres.blogspot.com/>



Marjane Satrapi, (dir.) **Femme Vie Liberté**, éd. L'Iconoclaste, 2023.
 Chowra Makaremi, **Femme! Vie! Liberté!** Échos d'un soulèvement révolutionnaire en Iran, éd. La Découverte, 2023.

1. cf. *L'art de la révolte*, par Deloupy et Farid Vahid dans le livre de Marjane Satrapi (page 200).

Quelques dates pour un calendrier féministe



Janvier

Le 9 : remise du Prix Artémisia – jour de la naissance de Simone de Beauvoir

Le 9 : jour anniversaire de l'assassinat de trois militantes kurdes, Fidan Doğan, Sakine Cansiz et Leyla Söylemez

Le 17 : anniversaire de la loi dite Veil, autorisant l'avortement, après la mobilisation du MLAC et du MLF

Février

Le 6 : journée mondiale contre l'excision

Mars

Le 8 : Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Le Festival international de Films de Femmes de Créteil
Les Journées intersyndicales Femmes

Avril

Le 24 : anniversaire du drame du Rana Plaza, symbole de production de la fast fashion et de la mondialisation, plus de 1 200 ouvrières meurent sous l'effondrement de leur lieu de travail.

Mai

Le 1^{er} : Journée internationale de solidarité des travailleurs et travailleuses

Le 10 : journée nationale de la mémoire de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions.

Dernier dimanche de mai : la fête des Mères, honnie des féministes, qui l'analysent comme une injonction faite aux femmes à exister et à se réaliser uniquement en tant que mères et qui scandent le slogan « un jour adulée, 364 jours exploitée »

Juillet

Le 10 : journée mondiale des femmes sans voile

Septembre

3^e week-end : journée du mariage

Le 28 : journée du droit à l'avortement

Dernier week-end : Festival Femmes en résistance présentant des films documentaires féministes à Arcueil

Novembre

Le 25 novembre 1960 : les sœurs surnommées Mariposas (Papillons), Patria, Minerva et María Tereza Mirabal assassinées sur ordre du dictateur Rafael Trujillo; depuis 1999, ce jour est dédié à la Journée mondiale pour l'élimination des violences contre les femmes

Cineffable, festival international du film lesbien et féministe de Paris

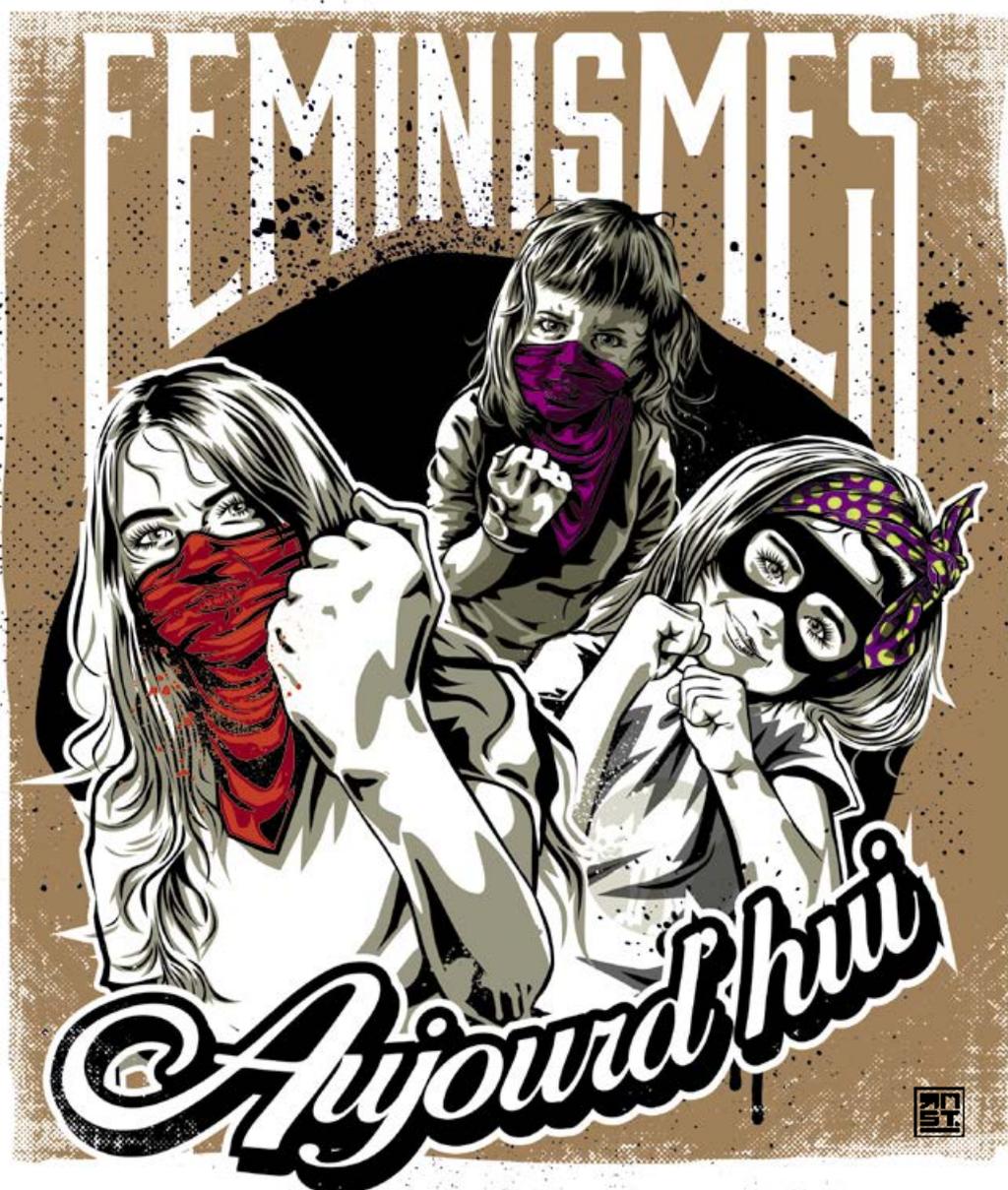
Décembre

Le 1^{er} : Journée mondiale de lutte contre le SIDA

Le 1^{er} : Journée contre la pauvreté et la précarité

Le 6 : anniversaire du drame de Polytechnique à Montréal, 14 femmes assassinées parce que femmes

<http://emission-femmeslibres.blogspot.com/>





De la paysannerie à l'agriculture capitaliste industrielle et productiviste

Se nourrir et nourrir ...ou produire pour vendre ?

Au milieu du siècle dernier, les paysans représentaient la moitié de la population française. Ils vivaient. Aujourd'hui, les exploitants agricoles (et parmi eux quelques paysans) n'en représentent plus que 2%. Et ils arrivent de moins en moins à simplement survivre. Cherchez l'erreur !

Hier encore

Mon grand-père maternel était paysan. Un petit paysan ne possédant que trois hectares. Il pratiquait la polyculture. Un grand jardin pour les légumes, un peu de blé, d'orge, de maïs..., quelques rangs d'asperges, quelques vignes, des poules, des lapins, des canards, un cochon, trois vaches, il faisait son vin, son pain, labourait avec la jument, nourrissait la terre avec du fumier, allait à la pêche et à la chasse pour améliorer l'ordinaire... Il était autonome au niveau bouffe, n'avait pas beaucoup de sous, mais en dépensait encore moins. Trois fois par semaine, il allait au marché de Rochefort (à 8 km) pour vendre ses productions. Ça l'aidait ! Ça lui suffisait. Et surtout il était heureux de vivre de son travail et de vivre tout court.

Comme tout bon Charentais, il mangeait 5 fois par jour. Au réveil, à 6 heures, quelques cagouilles (escargots) cuites sur le restant de braises de la cheminée, un grand bol de café, quelques tartines de pain beurrées tartinées de confiture, une pomme et un bon coup de vin blanc, pour se remonter le cœur. À 10 heures, une belle tranche de pâté de lapin, un bon morceau de fromage, une pomme et un bon coup de... À midi, la grand-mère avait préparé une daube de bœuf ou une blanquette de veau et pour faciliter la digestion pendant la sieste qui s'ensuivait, fromage, un bon coup de rouge, café et une lchette de cognac maison. Vers 17 heures, un grand

ramequin d'œufs au lait, un petit graton bien gras, une pomme et un bon coup de vin blanc pour... À 20 heures, une bonne soupe de légumes, godaille (on nettoie l'assiette en la remplissant de vin rouge), un bon bout de fromage, une part de tarte aux pommes, un petit café, une lchette de cognac, un petit cigare et, pipi, laver les dents, la prière à Jean-Jaurès et au lit. C'était autre chose que d'aller s'enfourner à midi un Mac de bidoche pourri en cinq minutes et le soir de se bâfrer une pizza industrielle que même le chat refuse de manger ! Et pour autant, mon grand-père n'était pas qu'un estomac sur pattes !

Il avait fait 14-18 (dans la cavalerie), 39 (toujours dans la cavalerie). Deux fois prisonnier, direction l'Allemagne. Dans une ferme. Je le soupçonne de ne pas avoir toujours dormi dans la grange. Deux fois libéré. Deux fois, retour à pied en Charente-Maritime. Il me disait : « *J'en ai marre, et c'est vraiment dommage qu'on ne parle pas la même langue, car les boches sont de braves gens comme nous et ce sont les enfoirés d'en haut qui profitent de cela pour qu'on se foute sur la gueule* ». Mieux, ayant dans sa jeunesse

été ouvrier pendant deux ans à l'usine pétrochimique de Tonny-Charente où c'était tellement dur que 90 % des ouvriers étaient des Algériens, il avait acquis une conscience de classe et se disait socialiste. À la mode de Jean-Jaurès, bien sûr. Pas à celle des petits marquis guindés d'ENA d'aujourd'hui qui se targuent de l'être. Il lisait le journal tous les jours. Il s'intéressait à la vie politique et sociale. Il fut même conseiller municipal de son village. Et cela faisait qu'il tranchait quelque peu avec le plouc lambda du moment. Ma grand-mère me disait souvent : « *Ton grand-père est vraiment un brave homme. Il est toujours gentil avec moi et les enfants. Il est travailleur. Il ne boit pas. Ne court pas le jupon. Il m'a acheté une machine à laver, un frigidaire, une télé, il m'a obligée à passer le permis de conduire et il ne m'interdit pas d'aller à la messe* ». Et, effectivement, tous les dimanches matin, la grand-mère allait à la messe pendant que le grand-père allait au bistrot juste en face l'église. Bon d'accord, tout cela est du passé. Ma grand-mère qui avait eu la chance, pour une petite servante de ferme, d'aller une année à l'école publique et mon grand-père, valet de ferme à 13 ans, qui avait eu la « chance » d'être ouvrier, tout ça, c'est fini. Et tant mieux. Mais il est des finitudes qui perdurent... sous d'autres formes.

Aujourd'hui

Aujourd'hui, un petit paysan, c'est à minima 70 hectares, souvent en monoculture de céréales ou de bestioles (des centaines de vaches, des milliers de cochons, des dizaines de milliers de poules...). Il a d'énormes tracteurs (désormais reliés par satellite et bientôt pilotés par l'IA), d'énormes emprunts (pour acheter des terres, des tracteurs, des engrais, des pesticides...), des journées de travail à plus d'heures..., et tout cela pour commencer la fin du mois au début de chaque mois.

Ses charges (matos toujours plus sophistiqué, engrais, pesticides, antibiotiques, vétérinaire, mises aux normes, ●●●



HANS HOLBEIN LE JEUNE - DANSE DE MORT (LE PAYSAN) 1538.



Se nourrir et nourrir ...ou produire pour vendre ?

●●● gas-oil, logiciels de gestion...) ne cessent d'augmenter tandis que le prix de vente de ses productions ne cesse de baisser, le contraignant à toujours produire plus et à travailler toujours plus pour gagner, dans le moins pire des cas, la même chose, c'est-à-dire pas grand-chose.

Mais, comment tout cela est-il possible et, surtout, comment tout cela a-t-il pu être ?

Au royaume du mensonge déconcertant

Dès le milieu du XX^e siècle, ON a expliqué aux paysans qu'il fallait qu'ils se retroussent les manches et produisent plus pour nourrir le pays qui sortait de la guerre. Noble projet ! Et pour cela, il fallait qu'ils concentrent leurs terres jusqu'alors dispersées (d'où le remembrement), qu'ils s'agrandissent, qu'ils se mécanisent, qu'ils laissent tomber le fumier au profit des engrais chimiques, qu'ils inondent leurs cultures de pesticides, qu'ils empruntent pour investir..., bref, il fallait qu'ils se **modernisent**.

Dans un premier temps, ça l'a fait. Les terres, les engins, les engrais, les pesticides, les emprunts..., c'était au prix d'avant. Comme les prix de vente des productions agricoles. Et puis, il en a fallu toujours plus, ce qui a fait monter les prix. L'éternelle loi du marché régissant les rapports entre l'offre et la demande. Et, dans le même temps, toujours because la loi du marché, les prix de vente se sont orientés à la baisse.

Au royaume du capitalisme, tout cela était prévisible. Mais, pour nourrir le pays, ne fallait-il pas faire des efforts ? Pour nourrir le pays ?

Aujourd'hui, l'agriculture française est exportatrice (pour certaines productions) et rapporte des milliards (à certains agro-industriels). Par contre, il n'est pas certain qu'elle soit en capacité de nourrir le pays. Car la France se nourrit de plus en plus d'importations pourries de pesticides, d'antibiotiques produites par des masses surexploitées de miséreux du Tiers-monde, et cela, parce que ces productions pourries s'achètent moins cher que nos

productions qui sont réglementées (pas des masses, mais quand même).

Et c'est ainsi que, bien qu'étant en capacité de produire localement des fraises, des tomates, des..., le consommateur lambda préfère acheter des fraises, des tomates, des... en provenance d'ailleurs, qui sont pourries, mais... moins chères. Et, comme les riches, il peut en manger en hiver.

Vive l'agriculture paysanne, autogestionnaire et écolo

La plupart des paysans d'hier se sont fait rouler dans la farine par les idéologues technocrates capitalistes. Il leur faut produire toujours plus, quitte à empoisonner le sol et les consommateurs, pour gagner, hormis pour quelques gros agro-industriels, toujours moins. D'où leur révolte actuelle.

Est-il besoin de le préciser, il n'est pas question de se réjouir de leur crevaisson. Reste que, si un certain nombre de leurs revendications sont légitimes, ce n'est pas pour autant qu'ils ne doivent pas se remettre en question. Par rapport au type d'agriculture productiviste, industrielle, polluante, capitaliste..., qu'ils pratiquent. Et par rapport aux enfoirés qu'ils se sont majoritairement donnés comme représentants (ces crapules de la FNSEA pour les nommer).

Certains l'ont fait et le font de plus en plus. Car, oui, on peut vivre, et pas si mal que ça, avec seulement quelques hectares. En faisant de la polyculture qui limite les pandémies. En n'utilisant qu'à minima la mécanisation. En cultivant en butte pour économiser l'irrigation. En éraflant le sol au lieu de l'éventrer. En n'utilisant qu'un minimum d'engrais et de produits chimiques. En s'orientant chaque jour un peu plus vers le bio. En fonctionnant en coopératives d'entraide. En s'affranchissant du productivisme et de la dépendance aux centrales d'achat de la grande distribution capitaliste. En ignorant les industriels et les banques de toutes sortes. En construisant une banque du peuple, « citoyenne » comme on dit aujourd'hui. En visant à être le plus autonome possible. En ne vendant qu'en direct, à la ferme ou dans un réseau de magasins coopératifs unissant produc-

teurs et consommateurs ou en n'échangeant que le surplus des productions. En vous dotant de représentants issus de vos rangs, du style ceux de la Confédération paysanne. En vous regroupant. En vous organisant à la base. En vous renseignant sur les collectivités agricoles libertaires espagnoles d'Aragon et de Catalogne qui ont vu le jour lors de la révolution de 1936-1939...

Bref, vous n'êtes pas condamnés à vous suicider, à crever de faim, à être les esclaves des banques, des industriels, de la grande distribution. Et vous n'êtes pas davantage condamnés à empoisonner le sol et les gens qui consomment vos productions végétales ou animales. Mais pour cela...!

De la faucille et du marteau

Camarades paysans, vous êtes capables de vous nourrir et de nous nourrir et même d'aider à se nourrir ceux qui ne le peuvent pas. N'oubliez pas ce dernier point, car l'agriculture paysanne ne se résume pas à produire pour VENDRE. Mieux, vous êtes capables de vous et de nous nourrir sainement en n'exploitant la nature qu'à hauteur de ce qu'il est possible sans la détruire.

Camarades paysans, faites-nous rêver ! Rejoignez le grand peuple des exploités et des opprimés qui, comme vous, sont victimes de la logique mortifère et suicidaire d'un capitalisme marchand assoiffé de toujours plus de profit quitte à tondre le mouton jusqu'au sang. Construisons, ensemble, une civilisation de liberté, d'égalité, d'entraide, de bon sens, de respect de tous les différents aspects de la vie.

Seuls, malgré l'obtention de subventions et de dérogations, vous reculerez pour mieux sauter dans la même mare puante du productivisme et de la destruction de la nature. Ensemble, coude à coude sur le front d'une révolution sociale, il n'est pas encore trop tard pour vous sauver, nous sauver et sauver les conditions d'une vie digne pour tous et de la vie humaine sur cette planète, tout court.

Jean-Marc Raynaud



Monde paysan en ébullition, écologie en stand-by

Tandis que nous étions focalisés en France sur les manifestations d'agriculteurs, peut-être nous a-t-il échappé que, dans le reste de l'Europe, des mouvements similaires avaient lieu : en Allemagne, Pologne, Bulgarie, Italie, Espagne... Mêmes causes, mêmes effets : partout, agriculteurs et éleveurs s'insurgeaient contre (liste non exhaustive) la paperasserie qui leur prend un tiers de leur temps, la mauvaise rétribution de leurs productions, les règles environnementales et les contraintes liées aux politiques de l'Union européenne en matière de lutte contre le changement climatique.

Manifestations plutôt « musclées » en Espagne.

En Andalousie, la plateforme logistique de Mercadona (équivalent de Carrefour ou Leclerc) a été bloquée. Madrid envahie par les agriculteurs en colère, en Catalogne, les agriculteurs ont convergé sur Barcelone et se sont installés pour y dormir sur la grande Place de Catalogne.

Dans le nord, à Logroño, les affrontements ont été violents avec la police et au Pays basque, une autoroute a été bloquée, les manifestants n'hésitant pas à foncer avec leurs tracteurs sur les véhicules de police. Mais là-bas comme chez nous, les intérêts sont différents suivant les types de culture et d'élevage.

Pendant ce temps dans l'hexagone.

Le mouvement des agriculteurs a cessé, obéissant aux consignes de la FNSEA satisfaite des annonces faites par Gabriel Attal. Seule la Confédération paysanne a voulu continuer le combat. Peine perdue, la FNSEA, syndicat majoritaire, sort du conflit en grande gagnante, c'est-à-dire que c'est la victoire de l'industrie agroalimentaire, et surtout pas celle des petites exploitations agricoles.

L'écologie ? Ça attendra un peu (beau-coup?). Les pesticides vont continuer d'être utilisés et d'atterrir finalement dans nos assiettes. À quand leur interdiction ? 2030, 2050, à la saint glinglin ?



Une leçon à tirer ?

Il n'y a pas une agriculture, mais des agricultures qui n'ont souvent pas grand-chose à voir les unes avec les autres, et des intérêts divergents. Les manifestations, c'est bien, mais à nous de ne pas soutenir tout et n'importe quoi et surtout pas le modèle agricole imposé par l'État, la FNSEA et le lobby des pesticides.

Ramón Pino

Groupe Salvador Seguí

“ Les conséquences d'un acte sont incluses dans l'acte lui-même. ”

George Orwell

Nous rêvons de rebelles, d'anarchistes, pas de justiciers, ni de disciples, ni de soldats
 Qu'auras tu fait de la révolution si elle installe des turbans, des saluts nazis, des colons, des culs bénits donneurs de leçon ?
 Si nous recevons une pierre, nous la renvoyons, mais nous n'avons pas une main sur la Bible et l'autre sur un revolver,
 ni une déclaration toute faite à la bouche
 Nous voulons des luttes, pas des missions à accomplir, ni des slogans à hurler
 Nous sommes du côté du crâne, pas de la matraque.
 Avec les fatigués, les inutiles, les mains arrachées et les yeux crevés,
 les perdants magnifiques dans une start up nation dégueulasse
 Maudits les brûleurs de terre, ceux qui emmènent les mères, les rafales, les viols et les bombes, les éclats de mine,
 les routines du massacre, les machettes qui vont couper
 Éteins cette télé, baisse ce drapeau ! Nous voulons faire partie du problème, pas de la solution.
 Ne nous donnez rien, ne nous promettez rien, nous ne demandons rien, nous ne voulons rien de vous.

Martine Peyrin

Groupe Enza Siccardi de Cournon d'Auvergne



États de non-droits, États de guerre

Voici le commentaire d'un gilet jaune glané en marge d'une manifestation d'anniversaire du mouvement, nous n'aurions pas pu dire mieux ! Respect, mon camarade inconnu, pour ta clairvoyance et ton analyse, et tout cela à brûle-pourpoint au son des grenades de désencerclement et imbibé de fumées de lacrymogènes !

« ... les gens ne voient pas la matrice de tout ça, que cette souffrance et les malheurs qui leur arrivent, les gens ne voient pas que c'est l'argent et la marchandise, on est gouverné par des chefs de gangs d'une mafia étatique au sommet des pays, ils sont prêts à mettre tous les moyens possibles pour pouvoir reproduire les privilèges de leurs statuts de classe sociale dirigeante.

Les gens ils vont se précipiter pour faire tomber Macron, à juste raison, et puis demain ils vont courir comme des malades dans les bureaux de vote pour faire élire un autre guignol encore pire que Macron, comme Macron aura été pire que Hollande, qui aura été pire que Sarko, qui aura été pire que Chirac...

Notre vie humaine contre la marchandise ne passera pas par les urnes, ceux qui vivent ce sont ceux qui luttent... »

Sortir de « l'Anti-tout » !

Mon camarade, tu n'as pas perdu un gramme de sagesse et de bon sens populaire malgré l'embastillage systématique des gilets jaunes, l'exercice de la répression des opposants par l'État de non-droit, les confinements, la paupérisation et en conséquence de tout cela l'hibernation du mouvement.

Tu as mille fois raison, et la fin du grand débat et le début du grand déballage, du grand blabla et du grand débarras de nos acquis sociaux, la mise au placard des « doléances » de la peuplade n'ont pas suffi à tarir la source de la révolution en... marche !

Le mieux encore, c'est que tu nous dis tout cela... avec le sourire, le sourire tout le temps ! Ce qu'il y a de positif avec le mouvement des gilets jaunes, c'est que c'est joyeux, festif, positif, bien que ceux-là sont le plus souvent dans l'extrême misère.

Nous devons, nous aussi, avoir cet élan positif, d'optimisme, de positivisme, parce que notre propos, notre perspective politique, sociale, solidaire, universelle et profondément humaniste est fondée sur le respect de soi, de l'autre, des autres, de tous les autres sans exception. Et tout cela... ce n'est pas triste !

Nous devons nous affranchir de cette mauvaise image « d'anti-tout ». Pourtant notre mouvement anarchiste s'inscrit dans une vague déferlante de propositions politiques modernes et doit être reconnu, par exemple comme fer de lance d'une véritable nouvelle démocratie avec la mise à disposition de la boîte à outils nécessaires à sa réalisation.

Quand on voit où nous en sommes parvenus en France avec la corruption généralisée en haut de l'affiche, le copinage et le coquinage comme projet politique, le mensonge à gogo et les magouilles comme communica-

tion, et le massacre des droits sociaux et des pans entiers de notre économie comme but ultime, il est grand temps de donner l'extrême-onction populaire à cette bande de voyous sans risquer d'en mettre une suivante au pouvoir.

Les États sont les paravents des régimes mafieux, des tocards qui se gavent pendant que nous, on trinque.

Alors, trinquons à la révolution !

Il est temps que la réalité alternative devienne réalité, il est temps de balayer les jeux de dupes, nos vies valent mieux que leurs jeux de poker menteur, leurs guerres et leur économie de guerre, aujourd'hui les génocides, les atomisations demain et ensuite les reconstructions, on le sait tous, on nous l'a rabâché « rien ne vaut une bonne guerre ! »... comme s'il y avait de bonnes guerres !... il y avait surtout de bonnes gens, mais ils sont tous morts aux champs d'horreur. Tous, sauf évidemment les donneurs d'ordre, les dictateurs, les envahisseurs, les gouvernants mafieux et nazis.

Elle est déjà là la petite musique dans tous les médias de se préparer à la guerre, à la prochaine, même les conseils pour faire des provisions comme le faisaient nos grands-parents à la dernière.

Les peuples ne veulent jamais la guerre, les États de non-droit les obligent à la faire.

Et là mes camarades, nous devons être fiers d'être des anti, des anti-guerres, anti-armées, anti-conneries, anti-atomiques, anti-tout ! Aux salaires maigres et légers / chars lourds, préférons les salaires lourds / chars légers, si légers qu'un souffle de vent les emportera au firmament sans le moindre combat...

Nous ferons la révolution dans la joie !

Jean-Jean de Garrigues



Vendetta, hiérarchie et décroissance

On peut supposer que la première forme de hiérarchie, sans doute impossible à éradiquer, est celle entre parents et enfants. Celle qu'il faut travailler à faire disparaître est bien sûr la domination des hommes sur les femmes.

Des sociétés de vendetta.

Toutefois, la domination genrée, si elle contient, comme la parentale, le germe *psychologique* de la domination, n'induit pas automatiquement de situation *sociale* conduisant irrémédiablement à des hiérarchies entre mâles. Les théories souhaitant expliquer la naissance *sociale* des hiérarchies au-delà ou au-dessus du patriarcat pullulent. Un livre en étudie une, très intéressante en 2024. « *Cohesive Force, Feud in the Mediterranean and the Middle East* » de J. Black-Michaud, publié en 1975 chez Basil Blackwell Oxford. Black-Michaud constate que les sociétés où la vendetta occupe une place centrale se trouvent toutes dans des écosystèmes peu généreux, où les ressources, alimentaires en particulier, sont rares, incertaines, éphémères, vulnérables. Rappelons l'adjectif « centrale ». La vengeance est universelle. Pas les sociétés qui en font : 1/ une préoccupation constante. 2 / une source d'honneur. Le livre se penche donc sur des sociétés soit montagnardes, Corse, Albanie, etc., soit désertiques, Bédouins de Cyrénaïque, du Néguev, nomades de Somalie, etc.

Les surplus.

Et l'évidence arrive : les vendettas, sous couvert d' « honneur », servent surtout à dire aux voisins/rivaux : « Nous sommes capables de défendre le territoire qui nous fait manger. Ne venez pas nous piller. »

Chez les nomades, la vendetta est plus sporadique, et souvent moins violente ou plutôt, fait moins de victimes que dans les sociétés paysannes, sédentaires, aux vendettas plus brutales, plus étendues, plus fréquentes. Parce que dans le désert, on peut partir loin de son ennemi. Dans une vallée corse, sur un flanc de montagne albanais, on est coincé.

Mais précisément ces agressions créent une peur constante, généralisée, qui engendre à son tour la recherche d'alliances. D'alliances entre égaux, en général de la même structure familiale étendue, puis, le cas échéant, clanique, tribale, etc.

Ces alliances génèrent des hiérarchies de deux façons :

1/ ces mini-guerres favorisent l'émergence de leaders « militaires », disons d'experts du combat.

2/ celle d'arbitres à qui s'adresser si l'on craint les conséquences létales du conflit. Mais, parce qu'il s'agit d'alliances entre égaux, et que la violence reste constante dans ces sociétés, elles demeurent des sociétés « acéphales », sans véritables chefs, où, « chaque homme est son propre Sultan ». Les femmes, encore une fois, faisant les frais de l'opération...

Donc, paradoxalement, mais efficacement, les vendettas maintiennent en même temps *et* la cohésion sociale, puisque les alliances sont nécessaires à la survie, *et* la liberté de chaque, mettons, père de famille. Une situation stable et instable. Plutôt instable du point de la survie individuelle, mais plutôt stable du point de vue de la survie (alimentaire en particulier) familiale, clanique, tribale, etc. Enfin, que ces sociétés obligent les mâles à devenir des combattants, et qu'elles se situent dans des environnements peu désirables contribue à leur éviter les affres de la sujétion aux États. L'Empire otto-

man pesait peu dans la vie des Albans des montagnes ou des Bédouins, et l'État français n'a pas totalement effacé le couple liberté/brutalité de la montagne corse.

Mais alors, quid de la création des États ? Les surplus. Les surplus !

Quand on a du surplus, on peut avoir des guerriers professionnels. Des gens qui ne produisent rien, mais qui peuvent contraindre autrui à produire pour eux.

C'est là que cette analyse s'avère utile en 2024.

Dé-crois-san-ce.

L'une des méthodes les plus efficaces de domination par le capitalisme : les surplus ! L'expression « trésor de guerre » est si juste.

Oui, ces merveilleux surplus qui ont vaincu la faim, l'incertitude, l'inconfort. Qui ont permis la création des États, des armées, des polices, du salariat, de la finance. Rappelons que plus de 90% de la masse monétaire mondiale reste strictement dans les circuits financiers... qui sont TOUS des surplus.

La décroissance va consister à, entre autres, diminuer les stocks (les surplus !) pour les ramener au simple niveau de sécurité, et à compter plus sur les flux. Mais puisque les technologies de 2024 permettent d'éliminer la crainte première de la pénurie, en particulier alimentaire, un monde avec moins de surplus n'aura pas besoin d'être un monde de vendetta (de guerre) permanente. Si toutefois les technologies si ravageuses de 2024 n'amènent pas la crainte seconde de la pénurie, celle d'un monde où l'humanité aura elle-même détruit son environnement.

Nestor Potkine



À propos du « post-modernisme » intersectionnel

Signe des temps en ce temps où le signe est roi, l'insignifiance signifiée ne cesse de l'être chaque jour un peu plus.

Jadis, c'est-à-dire hier encore, les exploités et les opprimés se battaient contre **toutes** les causes de leur état, dans le cadre d'une lutte **globale** politique, économique, sociale... Et ce, au nom de valeurs **universelles** comme la liberté, l'égalité, l'entraide, l'anticapitalisme, l'antiracisme, l'anticolonialisme, l'antisexisme, l'antimilitarisme, l'anticléricalisme...

C'était une longue histoire. La révolution de 1789, 1830, 1848, la Commune de Paris, la révolution russe, le Front populaire, la révolution espagnole de 1936-1939, Mai 68... s'inscrivaient dans cette démarche.

À la baguette, il y avait plusieurs chefs d'orchestres et orchestres. Celui, volcanique, des révoltes populaires. Celui, de chambre, des réformistes. Celui, rock-metal, des révolutionnaires politiques et des révolutionnaires sociaux. Celui, méli-mélo, des un petit peu tout ça à la fois... Mais, tous se revendiquaient des mêmes valeurs universelles et des mêmes luttes contre l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain.

Oh, certes, les fausses notes n'étaient pas rares, les espoirs souvent déçus, et les trahisons récurrentes. Mais il restait l'amour de la musique et le respect des orchestres.

Aujourd'hui, c'est-à-dire depuis peu, un nouvel orchestre, venu, comme par hasard d'outre-Atlantique, tente d'imposer sa petite musique intersectionnelle soi-disant post-moderne, comme il se doit.

L'en-soi intersectionnel

L'intersectionnalisme énonce, comme une grande découverte, que l'exploitation et l'oppression de l'être humain par l'être humain sont non seulement multiples, mais qu'elles peuvent s'additionner. En clair, on peut être ouvrier, femme, de couleur, homosexuel, plutôt de là-bas que d'ici, plutôt de telle religion que de telle autre, voire petit, gros, borgne, handicapé..., et cumuler une exploitation et une oppression de classe, avec une exploitation et une oppression sexiste, raciste, homophobe, religieuse, sociétale... Bref, c'est connu, mieux vaut être riche, jeune et en bonne santé que pauvre, vieux et malade.

Jusqu'à rien à redire à propos de l'intersectionnalisme si ce n'est qu'on ne voit pas en quoi il relève du post-modernisme. Les révolutionnaires sociaux n'ont jamais rien dit d'autre sans pour autant confondre une soi-disant nouvelle jeunesse de la révolte avec l'éternelle révolte de la jeunesse. Mais comme dit le proverbe : « C'est à la fin de la foire qu'on compte les bouses ». Et pour l'heure, bien que la foire ne soit pas encore terminée, on en compte beaucoup.

Le pour-soi qui tue l'en-soi

C'est connu, un seul pet peut gâcher le meilleur repas. Alors quand il y en a plusieurs?... Cela commence, en effet, à se voir, à s'entendre et... à se sentir. Car, autant, en soi, l'intersectionnalisme, bien que découvrant l'Amérique largement après Colomb, a tout pour plaire en ré-énonçant des évidences de toujours, autant ses différentes déclinaisons à la mode *queer*, *woke*, LGBT+ ou -, *cancel culture*..., laissent à tout le moins perplexe.

La *cancel culture* qui se réclame de l'anticolonialisme dénonce à juste titre un certain nombre de choses et de personnes du passé comme du présent qui incarnent la vérole colonialiste. Jusque-là, là encore, pas de problème. Mais en quoi détruire des statues de colonialistes fait-il avancer l'anticolonialisme? Ces statues existent depuis des siècles. Elles font partie de l'histoire et largement du passé. Plutôt que de les détruire, mieux vaudrait, donc, peut-être, se battre pour que soit apposée une plaque expliquant qui était l'affreux méchant colonialiste statufié. Car détruire une statue ne détruira pas le passé. Un passé qui, qu'on le veuille ou non, appartient à l'**histoire**. Et l'histoire, c'est tout à la fois le passé, le présent et l'avenir. Le « grand » Staline s'était essayé à cette réécriture permanente du passé et de l'histoire. On a vu ce que ça a donné.

La *cancel culture*, autoproclamée procureur général de l'anticolonialisme et de l'antiracisme, ne se contente pas de détruire des statues. Elle interdit, y compris physiquement, l'expression de ceux et celles qui n'ont pas la même conception de l'anticolonialisme et de l'antiracisme qu'elle. Comment ça, Rouges, des..., l'auraient également pratiqué? Incroyable! Le colonialisme et l'esclavage ne seraient donc pas le seul fait d'une couleur de peau et auraient une connotation **universaliste**? Et beh, oui! Alors, là encore, ou bien on regarde les choses en face, ou bien on se contente de n'avoir en face de soi que des choses en s'imaginant qu'on peut s'en débarrasser en les niant. Comme si on pouvait nier le passé, et les faits.

Quant à la mode *queer*, *woke*, LGBT+ ou -, c'est du même tonneau.



Le livre d'Hamid Zanaz, *L'impasse islamique*, a été brûlé l'été dernier à Saint-Imier par des jeunes gens se réclamant de l'intersectionnalisme et déclarant ne pas l'avoir lu, mais avoir entendu dire que... Argument : l'Islam étant la religion des pauvres, qui plus est « racisés », pas touche. Pour info, Hamid est algérien, prof de fac, membre de l'union des athées du Maghreb, victime d'une fatwa, et, donc, il ne sait pas de quoi il parle.

Les féministes blanches sous le harnais de luttes héroïques seraient des antiféministes qu'il convient de dénoncer et d'agresser physiquement. Les antisexistes de toujours seraient d'affreux sexistes. Le Front de libération homosexuel d'action révolutionnaire serait un nid de ringards. Les anarchistes, des traîtres qu'il convient de châtier. Les révolutionnaires sociaux, des vieilles barbes à envoyer en EHPAD...

On peut le voir comme ça! Voire estimer que le féminisme, l'antisexisme, l'antiracisme, l'anti-homophobie, l'anti-plein de choses, ne sont pas assez mis en avant. Mais, de là à se cantonner à telle ou telle lutte, en privilégiant la lutte contre ceux qui luttent déjà contre tout cela au motif qu'ils ne seraient pas assez « radicaux », c'est une autre histoire. Une histoire vieille comme le monde; la hiérarchie des luttes débouche toujours sur la lutte pour une nouvelle hiérarchie.

Du moi-nous universaliste au moi-je libertarien!

Toutes les luttes d'émancipation spécifiques sont légitimes. Mais toutes ne sont pas révolutionnaires et, pire, peuvent déboucher sur une reproduction de l'intolérable dénoncé. Exemples.

Qui peut être contre les luttes de libération nationale? Mais qui peut s'enthousiasmer pour le remplacement d'un pouvoir colonial par un pouvoir néocolonial national, par le remplacement d'une bourgeoisie coloniale par une bourgeoisie nationale, par le remplacement de patrons coloniaux par des patrons nationaux, par le remplacement d'une armée et d'une police coloniales par une armée et une police nationales parfois pires...

Qui peut être contre l'égalité hommes-femmes, hétéro-homo, handicapés et non handicapés...? Qui peut être contre la liberté d'expression? Mais qui peut s'enthousiasmer pour le taggage de librairies libertaires, pour l'action de brûler de livres libertaires lors d'une rencontre « anti-autoritaire », pour les agressions physiques contre des anti-colonialistes au motif de la couleur de leur peau...?

Qui peut, et surtout pourquoi?

La mondialisation capitaliste (à la mode privée ou d'État) a conquis le monde au plan économique, politique, social et surtout de valeurs **uniformes** liquéfiant toutes les spécificités. Mais l'uniforme est incapable de détruire les spécificités qui fondent l'éternel humain.

Et, donc, chassez les spécificités en leur faisant passer la porte et elles rentreront par la fenêtre. Et c'est ainsi que plus l'uniforme s'étend et plus les spécificités pointent leur nez à la fenêtre. Mais dans le **cadre** capitaliste, c'est-à-dire à la mode populiste libertarienne. Moi-je, moi d'abord, moi uniquement.

Moi-je homo, moi-je trans, moi-je femme, moi-je antiraciste, moi-je anticolonialiste..., et de moins en moins moi-je ouvrier, moi-je anticlérical, moi-je athée, moi-je chômeur, moi-je Rmiste, moi-je vivant dans la rue, moi-je entre le marteau de la fin du mois et l'enclume de la fin du monde.

En clair, on passe d'une conscience de classe à une conscience de soi. Et d'une conscience de soi à une conscience identitariste et patriotique. C'est la définition du libertarisme nord-américain et sa loi de la jungle où seuls les plus forts survivent.

On en est là!

Ai-je dit que tous les intersectionnels étaient des libertariens, des identitaristes à front bas, des analphabètes politiques et autres idiots utiles du capitalisme? Bien sûr que non! Mais tant qu'ils ne dénonceront pas les agissements de certains d'entre eux [voir photo], je réserve mon jugement!

Désolé, mais en tant qu'universaliste, persuadé que seule l'unité entre tous ceux et toutes celles qui se battent contre toutes les exploitations et toutes les oppressions de l'être humain par l'être humain pourra seule permettre de couper **toutes** les têtes de l'hydre capitaliste, j'aurais plus que du mal avec certains moi-je. Car moi-je sans moi-nous, déconstruire sans détruire, et sauvegarder sa hutte en se branlant du village, cela se résume au néo-libéralisme capitaliste. Sans moi! Et de toute évidence, sans **nous**!

Jean-Marc Raynaud



« LA RÉVOLTE DES FEMMES CHILIENNES »

EXPO-PHOTO

À un demi-siècle du coup d'État militaire et à 33 ans de la fin officielle de la dictature de Pinochet, mes photos montrent les femmes dans la rue et donc les représentations d'elles-mêmes qu'elles proposent elles-mêmes dans l'espace public.



PHOTO 1 : SANTIAGO DU CHILI 8 MARS 2020.

Les révoltées

Ce sont des femmes de tous âges, conditions, professions, cultures qui, massivement, dans un élan de sororité enthousiaste, refusent l'héritage prégnant de la dictature, qui les frappe plus particulièrement. Des femmes dans une solidarité intergénérationnelle : les *abuelas* qui ont connu le passage à dictature, les *mamás de la capucha* nées sous la dictature, et enfin les jeunes qui n'ont pas connu la dictature et qui pour beaucoup sont nées sous présidence socialiste. Toutes considèrent que pour les femmes rien n'a changé, le patriarcat est toujours au pouvoir : des carrières professionnelles réservées aux hommes, le sexisme partout, l'impunité des agresseurs sexuels, la religion avec ses modèles familiaux, ses rôles infériorisants et discriminants imposés aux femmes, un droit à l'avortement difficile à faire valoir et sous conditions, etc. Les Chiliennes demandent comme nous l'égalité salariale, mais aussi tout ce que nous avons déjà obtenu en Europe.

Journées historiques

Mes photos ont été prises les 8 et 9 mars 2020 à Santiago du Chili, lors de la Journée Internationale des Femmes et de la journée de Grève Générale Féministe pour faire entendre les revendications contre les discriminations et violences faites aux femmes, mais aussi pour leur reconnaissance sociale. Un slogan revient : « Soyons fières d'être des femmes ». La contestation féministe va converger dès le 18 octobre 2019 avec *l'Estallido social*, cette révolte qui a éclaté à l'annonce de la hausse du ticket de métro, une révolte de la vie chère, d'autant que l'on vit loin de son lieu de travail, avec ses manifestations quotidiennes, puis elle va se mê-

ler de la campagne du référendum du 26 avril pour une nouvelle Constitution où les femmes doivent avoir enfin leur place et une place paritaire. C'est ainsi que la *ola* féministe va s'amplifier et résonner dans tout le pays. L'historique 25 novembre 2018 à Rome, auquel j'ai participé, me semble aujourd'hui conventionnel au regard de ce raz-de-marée contre les violences et les inégalités que subissent les femmes et cette manifestation éclatante de leur détermination d'en finir avec le patriarcat.

J'avais séjourné à Santiago de Chile vingt ans auparavant. Sur les murs, on voit aujourd'hui des A cerclés et la version anarchiste du slogan *El pueblo unido jamás será vencido* (Uni, le peuple ne sera jamais vaincu) : *El pueblo unido funciona sin partidos* (Uni, le peuple fonctionne sans partis). J'ai retrouvé un pays qui cherche toujours à tourner la page de la dictature, mais une vie politique autogestionnaire y a fleuri, c'est visible dans la préparation de la manifestation par les collectifs de quartier et chez les collectifs indigènes ou professionnels venus manifester. Je retrouve aussi une société jeune où la revendication féministe est devenue une urgence.

La révolutionnaire nudité

Nous assistons, sur l'avenue O'Higgins qui longe plusieurs universités jusqu'au Palais présidentiel, à une manifestation visuelle et corporelle éclatante d'*empowerment*, un *empoderamiento* où la liberté et l'autonomie que réclament les femmes se traduit et s'exprime par leur corps, à savoir dans la représentation qu'elles choisissent de donner de la femme qu'elles veulent être. À commencer par l'affirmation de la féminité et de la liberté d'être soi à travers la nudité, omniprésente dans le cortège des manifes-

**Exposition photo jusqu'au 31 mars
à la librairie Publico.
Vernissage le 3 mars à 17 h.**

tantes : afficher son corps ne saurait plus être symbole de péché religieux ou cible des interdits patriarcaux. Cela passe également par beaucoup de slogans tels que *Nunca sumisas* (jamais soumises), contre la soumission aux hommes et l'image de la femme qui leur convient et qu'ils leur imposent, habillée « décentement » et donc en jupe et de la tête aux pieds, en uniforme scolaire, en bonne épouse, en sainte, etc.

La nudité est exposée comme un manifeste révolutionnaire, comme la plus éclatante revendication de liberté, par la jeune fille seins nus arborant le drapeau noir de l'anarchisme sur la statue équestre du général Baquedano (« héros » des guerres contre les Mapuches recouvert d'un sac poubelle), au départ de la manifestation [photo 1]. Beaucoup de seins nus disent aussi « Mon corps m'appartient ». Le corps exprime les revendications que l'on porte écrites à même la peau [photo 11] « Ni una menos » (pas une de moins), ainsi que la violence que l'on souffre dans sa chair (« El amor no duele » [photo 12]. L'amour ça ne fait pas souffrir).

Habiller librement son corps

Quand elles habillent leur corps, les femmes revendiquent l'image de la lutteuse en revêtant la cagoule, *capucha*, sur plusieurs générations, [photo 11, 14 et 15] qu'elles associent à leurs habits traditionnels et à la modernité, la photo 13 est emblématique à cet égard. Elles font, sous l'anonymat de la *capucha*, un doigt d'honneur public à l'ordre établi qu'elles rejettent comme le montre la photo 17. Parfois, elles apparaissent habillées comme à l'ordinaire et sans sexisme (à savoir non maquillées, habillées et en somme grimées et déguisées, pour plaire aux hommes) [photos 7 et 16].

La représentation de soi par l'art

Nous assistons aussi à une véritable élaboration artistique de cette représentation revendiquée d'elles-mêmes par elles-mêmes, à travers les *murales*, le tissage, les graffitis, etc. La place de la création artistique est très importante et absolument pertinente s'agissant de se libérer des normes imposées pour créer une image qui leur est propre. Elles se représentent en :

- > victime de violences, adaptation d'une œuvre académique reprise par l'art contestataire [photo 2]
- > militante qui contre-attaque, murales [photo 18]
- > Ève révoltée (foulard militant et œil crevé), murales [photo 4]
- > un collectif féministe avec les yeux qui lancent des flammes, murales [photo 3]
- > société inclusive non patriarcale vue par le collectif autogéré de Macul, broderie et couture [photo 9].

La thématique des yeux, dont l'un est éborgné, est omniprésente en raison des mutilations oculaires des manifestant.e.s par la police, mais aussi des yeux qui lancent des flammes, à savoir animés par la lutte.



PHOTO 20 : VALPARAÍSO 10 MARS 2020.

La création plastique la plus actuelle (étudiantes des Beaux-arts, graffiteuses, photographes, etc.), le street art et les pratiques artistiques traditionnelles des femmes mapuches occupent également l'espace public et se côtoient dans une synthèse harmonieuse qui exprime la sororité : toutes les femmes chiliennes sont les bienvenues pour les autres femmes chiliennes, toutes unies par leur combat féministe. Mes photos essayent de témoigner de leur lutte magnifique.

Leur trace écrite

L'écrit est important pour les survivantes de la violence (*Vivas y libres nos queremos*, nous nous voulons vivantes et libres, [photo 10]) pour témoigner, dénoncer et en finir avec l'impunité. L'émotion suscitée par ces adolescentes venant écrire et coller sur un mur collectif des post-it [photo 7] pour dénoncer viols et agressions m'a inspiré un poème, « Leurs mille papillons » (dans *Feuilles volantes*, Les Éditions libertaires). Autre moment fort, celui de la banderole brodée [photo 5] avec Nom, âge, type d'homicide. Les femmes disparues sont présentes et représentées par l'écrit pour dénoncer les féminicides.

De nombreux collectifs féminins, tels Memo Arte, s'expriment par l'écrit dans leur travail de mémoire et de justice et pour leurs revendications comme le montre le patchwork de la photo 10. L'écrit était plus présent que l'oralité, les slogans plus brodés que scandés, dans les cortèges. Et les femmes chiliennes emploient résolument leurs propres mots pour parler d'elles-mêmes et de leur réalité.

Monica Jornet



MATRIA

PORTRAIT D'UNE FEMME EN FEU

Dans un village de pêcheurs galicien, Ramona est ouvrière. Son usine est rachetée et les salaires sont revus à la baisse. Quand Ramona se rebelle contre cette ultime humiliation, elle est licenciée sur-le-champ.

Un rythme effréné

Ramona court sans cesse. La caméra semble avoir du mal à la suivre dans tous ses mouvements, l'effet cinématographique est saisissant. La nervosité avec laquelle elle enchaîne ses activités est vertigineuse. Elle parle très fort et très vite. Lorsqu'elle s'octroie une pause cigarette entre deux affairments, on se dit qu'elle va souffler un peu, mais il n'en est rien, elle fume nerveusement, bouffée par bouffée, sans laisser le temps à la cigarette de refroidir. Elle enchaîne les petits boulots à un rythme effréné. On la voit travailler avec une énergie folle, ce besoin frénétique de finir chaque tâche à accomplir devient très vite suspect. On se demande à quel moment elle va s'effondrer, parce qu'il devient évident que l'urgence dans laquelle elle évolue est la manifestation d'un mal-être profond. Flanquée d'un mari qui vit à ses crochets, elle redoute que sa fille subisse le même sort.

Être libre... À l'intérieur

Le personnage de Ramona, incarnée par María Vazquez, une actrice époustouflante de réalité, impose son rythme. C'est que Ramona est prête à tout pour garantir l'avenir de sa fille, mais jusqu'à quand ? On a envie de lui dire « stop Ramona », personne ne te demande autant. Pense à toi ! Mais si Ramona arrêta cette cadence infernale, elle réfléchirait à sa situation. Prendre conscience des chaînes qui nous entravent et changer le cours de sa vie n'est pas une chose facile. Alors, on attend une délivrance, une libération. On l'espère pour elle.

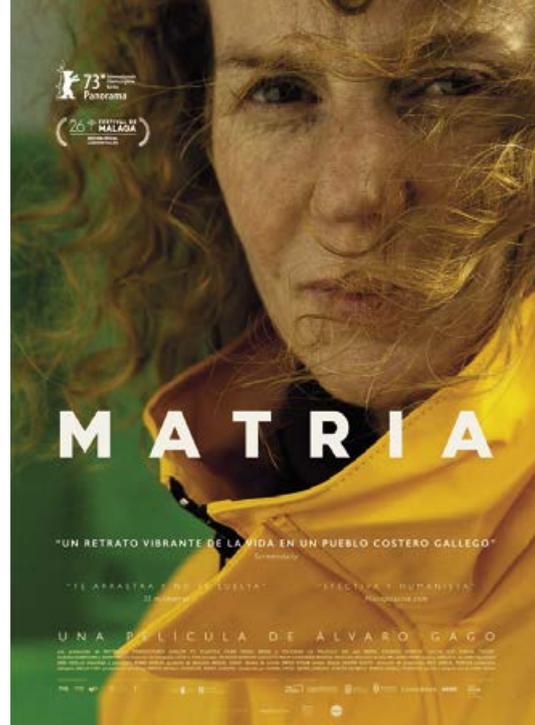
Le réalisateur évite les clichés pathos de la condition de la femme. Ramona est un être complexe, douée d'une belle intelligence, une combattante au sens de l'humour très aiguisé. On rit de ses réparties intempestives et on a les larmes aux yeux face à la dureté sociale de sa condition. Sa colère devient très vite la nôtre. Elle s'appelle *Matria*. Elle mord la vie, elle se bat avec audace et c'est un être libre à l'intérieur.

Écoutons le réalisateur qui avait filmé un premier court-métrage de *Matria* avec Francisca, l'ouvrière qui a inspiré son film : « C'est cette audace, ce mordant qui lui permettent de survivre que je voulais mettre en lumière. Ces traits de caractère la distinguent d'une figure de victime. Dans *Bellissima* de Luchino Visconti [1951], Anna Magnani incarne un personnage nommé Maddalena qui a été une grande source d'inspiration. En pensant à elle, je me rappelle d'un passage dans le documentaire d'Enrico Cerasuolo, *La Passion d'Anna Magnani* [2019], où elle dit : "C'est beau d'être libre à l'intérieur." J'avais clairement ça en tête en écrivant *Matria*. »

Le choix du galicien

Cette histoire pourrait se dérouler partout, dans n'importe quel pays, mais ici, les personnages parlent le galicien avec un accent très spécifique de la région de Rias Baixas. La beauté de cette langue, sa tonalité, sa musicalité ajoutent une couleur culturelle qui témoigne du caractère fragile d'une langue qui, on le sait bien, est probablement vouée à disparaître.

« Pendant la production du film, on m'a beaucoup recommandé de tourner en espagnol, mais ça n'aurait eu aucun sens pour moi. On ne peut pas venir dans un endroit et imposer ses règles. Dès le début, je souhaitais travailler avec une équipe artistique constituée à la fois de non-professionnels et d'acteurs capables de restituer un parler, une démarche, un rapport à la vie caractéristique de cette région. L'intonation, la musicalité des mots et du langage corporel comptent autant que la technique de jeu. Je veux



cultiver les différences, rendre hommage à ces habitants souvent défavorisés. Et rendre hommage au galicien, une langue qui se meurt doucement. »

« La Galice est une communauté autonome du nord-ouest de l'Espagne. Durant plusieurs siècles, le peuple galicien s'est battu pour gagner son indépendance et protéger sa culture. Malgré cela, il faudra attendre la fin de la dictature de Franco, en 1975, pour qu'elle puisse enfin avoir son statut de communauté autonome et mettre fin à la période de silence et de répression connue métaphoriquement sous le nom de *Longa noite de pedra* (Longue nuit de pierre). »

En quelques mots...

À mi-chemin entre le réalisme cru des frères Dardenne et le didactisme des films de Ken Loach, *Matria* dissèque la vie quotidienne de Ramona, une femme de 42 ans coincée entre le manque d'opportunités professionnelles, le fardeau imposé par une société patriarcale et une vie communautaire (dans un village galicien) dans laquelle l'anonymat ne semble pas exister. Le plus grand mérite du cinéaste Álvaro Gago Díaz est de rendre palpable une question qui transcende le drame social grâce au tempérament fougueux de Ramona, qui fait passer sa dignité personnelle avant tout le reste, même lorsque son parcours de vie semble plein de contradictions.

Mireille Mercier et Daniel Pinós

Réalisation : Álvaro Gago Díaz
Le film a participé au festival de Berlin. Sortie le 7 février 2024. Fiction, 2023, 1 h 39.



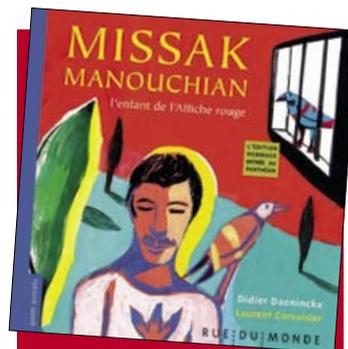
Missak Manouchian et la résistance au nazisme

On connaît, ou on croit connaître, le parcours de Missak Manouchian, né en Arménie en 1906 et, encore enfant, obligé de fuir la guerre, autrement dit le génocide turc, pour se réfugier en France. Militant communiste opposé au nazisme, il est fusillé au Mont-Valérien en 1944. Son entrée au Panthéon en février 2024, ainsi que celle de sa compagne Mélinée, incite à revenir sur cette histoire et à comprendre en quoi elle demeure très actuelle. Ne mentionnons ici que deux livres parmi une flopée d'autres, le premier pour les enfants et le second pour les adultes.

D'abord, la réédition de celui de Didier Daeninckx, superbement illustré par Laurent Corvaisier, *Missak Manouchian, l'enfant de l'Affiche rouge*. Un classique agrémenté de documents iconographiques, destiné à partager avec les plus

jeunes l'une des terribles pages de l'histoire du XX^e siècle. « *Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent/Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps* », chantera Léo Ferré sur des paroles de Louis Aragon.

Puis, celui publié sous la direction de Sylvain Boulouque et Dominique Moncond'huy, *Mélinée et Missak Manouchian, une histoire française*, sous-titré *La Mémoire du groupe des 23*. Comme le rappelle l'éditeur dans sa préface, le nom de Missak Manouchian a été utilisé à plusieurs titres. « *...Par les nazis qui cherchaient à stigmatiser la Résistance; par les communistes qui (...) s'en sont appropriés la mémoire et ont, au gré des fluctuations de l'antisémitisme sous Staline, plus ou moins gommé le caractère très majoritairement juif du groupe; par la communauté arménienne de France (...); par les promoteurs de la panthéonisation, soucieux (...) d'affirmer l'universalité des valeurs de la République.* » Chacun a pu ou peut donc trouver dans cette forte figure matière à leçon, voire à propagande. Aujourd'hui, le rôle des immi-



DIDIER DAENINCKX
LAURENT CORVAISIER
Missak Manouchian, l'enfant de l'Affiche rouge
Rue du monde, 2024



SYLVAIN BOULOUQUE
DOMINIQUE MONCOND'HUY (dir.)
Mélinée et Missak Manouchian, une histoire française
Atlande, 2024

grés dans la construction de la France est mis en avant, ils ont contribué à lui rendre son honneur. Reste, avec Missak Manouchian et sa compagne Mélinée, deux personnages, ballotés par leur époque, qui ont

eu le courage de s'élever contre le nazisme. Des exemples, forcément, en ces temps où la folie meurtrière affleure toujours de toutes parts.

Thierry Maricourt

« L'histoire d'une prise de conscience »

La seule lecture du titre de ce livre peut faire croire au pendant de celui intitulé *Oublier Camus*. Il n'en est rien. Ici se dit l'histoire de la fin de vie d'un vieil homme, usé, et de sa rencontre avec un jeune homme plein de vie. Un vieux philosophe militant et un jeune révolutionnaire, on a déjà donné, un Bakounine et un Netchaïev, de nouveau ? Non ! C'est un livre qui tombe à pic, dans notre période troublée. Période où l'on peut se demander ce que les Juifs, ce que le Juif peut encore avoir à nous dire sous la pluie de bombes qui écrasent Gaza. Pour le savoir, il faut lire ce livre.

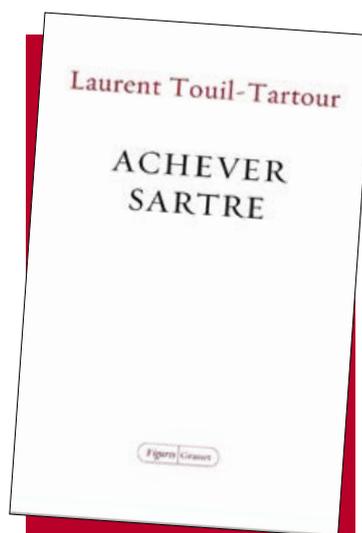
En 1970, Sartre rencontre Pierre Victor. Pour moi, Sartre

est l'opposant à Camus et celui qui s'est rallié aux staliniens lors de la Révolution hongroise. Pierre Victor est le dirigeant de ce que fut la Gauche prolétarienne, organisation semi-clandestine à tendance maoïste qui voulut faire la révolution à la place du mouvement ouvrier, décrété incapable. Donc un attelage peu attrayant. Séduit par la préface, intitulée *Nœud*, je me suis laissé entraîner dans ce qui a été, entre ces deux hommes, une aventure intellectuelle hors du commun.

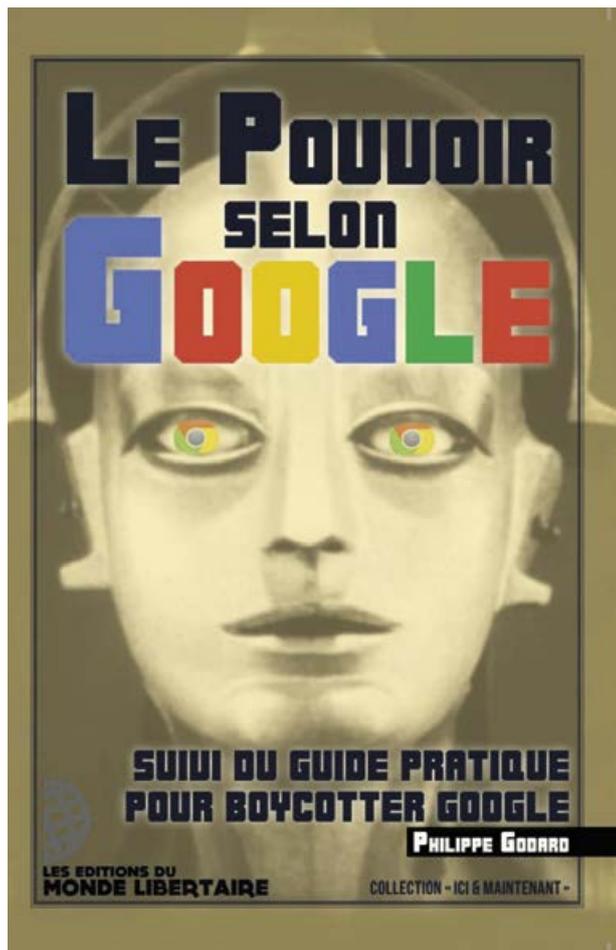
Tout du long de ce livre, il est question de révolution. Au début du livre, Benny Lévy explicite ce qu'était pour lui cette révolution palestinienne. « *Elle se déployait dans la guerre contre l'État sioniste qu'il fallait détruire* ». Il ajoute « *[...] n'est-ce pas l'élan libertaire de toute révolution de détruire l'État ?* ». Vers la fin

du livre, Sartre : « *Le but des non-Juifs [...] c'est la révolution* ». Comment pense-t-il, à ce moment-là, la révolution ? Surprise ! « *C'est par une sorte de messianisme qu'on peut la penser vraiment* ». Ce livre, *Achever Sartre* est en fait l'histoire d'une prise de conscience que, dans les livres sacrés juifs, il y a toute une partie révolutionnaire. Que cet apport a été celui qui a amené nombre de Juifs dans le chemin révolutionnaire. Bien sûr, ces prédécesseurs sont ignorés par les deux interlocuteurs. Tout comme la situation actuelle en Israël, où ira mourir, ultra-orthodoxe, Benny Lévy, est passée sous silence. Pour un livre sur ce sujet qui vient de paraître, c'est pour le moins fâcheux.

Pierre Sommermeyer
Individuel



LAURENT TOUIL-TARTOUT
Achever Sartre
Figures Grasset, janvier 2024,
200 pages, 20 €



Des livres sur Google, il y en a déjà un certain nombre. Parfois pas inintéressants, malgré une propension au stéréotype. Mais celui-ci sort assurément de l'ordinaire.

C'est une autopsie méticuleuse de la bête, encore vivante. À la hache et au scalpel. Mais c'est bien plus que cela. C'est une analyse de l'âme de la bête. De sa dimension économique, politique, philosophique et, même, civilisationnelle.

Google, en effet, n'est pas seulement une start-up du numérique désormais omniprésente dans la vie de 5 milliards d'êtres humains. C'est aussi une société qui élabore une vision politique et qui développe une véritable stratégie de conquête du pouvoir. Non seulement elle surveille et contrôle les populations, mais, de plus, elle s'attaque au rôle des États et prétend endiguer les débordements contestataires des populations à l'échelle mondiale. Ce qui la met dans la ligne de mire de la méga-entreprise. D'une méga-entreprise qui réussit le tour de force de se faire payer par ceux qu'elle aliène.

Cerise sur le gâteau, ce livre de Philippe Godard a l'audace de nous transcrire des analyses parfois complexes en un langage simple, compréhensible par le tout-venant. Et, mieux encore, il ose un petit guide pratique pour boycotter Google. Et la soi-disant indépassabilité de la dernière version 2.0 du capitalisme.

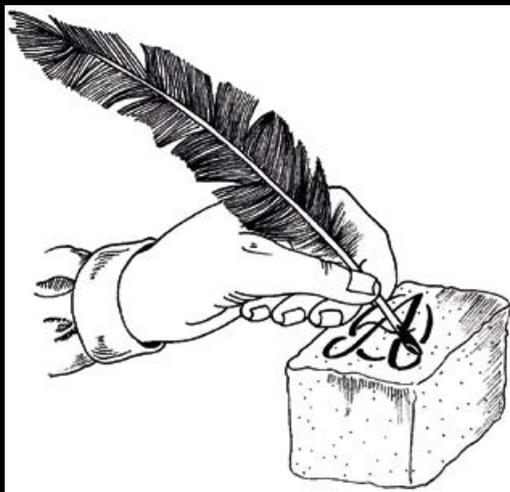
Déjà disponible auprès des groupes

(https://www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes)

et de Publico (175 rue Amelot 75011 Paris)

POÉSIE EN NOIR

Monica Jornet



Libres pensées
sous licence poétique (2 vol),
Feuilles volantes, Sansonnets - 100 sonnets,
Les Éditions libertaires

DESSIN C. MOA

NOCTURNE

Quatrième étage. Nocturne sur la ville,
une rue étroite la taillade au couteau.
Depuis ma fenêtre, la vie d'après boulot,
le mal-être volatile et la nuit fébrile.

Fêtards et amoureux, théâtraux, cinéphiles,
de rires en dires rescapés du métro,
à l'air libre et à grands pas font jouer l'écho
qui monte indocile jusqu'aux chambres tranquilles.

Mais, ombres fuyantes, de sinistres intrus
passent ras, les yeux froids, comme une estafilade,
sous les réverbères suintant jaunes leur pus.

Tous, ni vu ni connu ou menant le chahut,
joyeux noctambules, louches individus,
offrent à la poète une étrange parade.



Sur la piste du féminisme

L'objectif de ce petit livre est d'offrir des pistes de réflexion au sujet d'hommes proféministes qui décident d'interroger le sexisme et le système patriarcal, en participant aux mobilisations féministes, mais surtout en adoptant un comportement égalitaire avec les femmes. Francis Dupuis-Déri considère que la société est aujourd'hui encore structurée en deux « classes de sexe », les hommes et les femmes, et que l'hétérosexualité reste la norme hégémonique, ces deux classes étant des catégories politiques plutôt que biologiques, les féministes cherchant à briser la hiérarchie et la position de pouvoir des hommes. Elles recherchent à la fois des alliés parmi eux et appellent de leurs vœux les hommes de bonne volonté pour appuyer leur mouvement, considérant

que le féminisme participe à l'émancipation des contraintes patriarcales des hommes eux-mêmes, comme l'injonction au virilisme par exemple. Mais d'autres féministes y voient surtout une source de problèmes, se demandant parfois si les hommes ne poursuivent pas leur propre intérêt au nom de la libération des femmes. L'engagement de ces derniers ne doit pas aboutir à des situations où des hommes imposent leur volonté et leur pouvoir à des féministes, cet engagement n'étant pas qu'un enjeu moral ou psychologique. Dès 1995, Florence Rochefort, historienne et féministe, réclamait que ces « *transfuges du camp des hommes* » doivent « *se cantonner dans le rôle modeste d'auxiliaire* ». Pour Mélissa Blais, sociologue québécoise et compagne de l'auteur, « *la bonne intention ne suffit donc pas à éliminer la hiérarchie* ».

Plusieurs hypothèses sont envisagées pour expliquer l'en-

gagement proféministe : un désordre d'identité sexuelle, ou un décalage avec la masculinité conventionnelle ; une éthique égalitariste qui renvoie une vision idéaliste des identités ; l'affection à l'égard des femmes ; l'intérêt et la recherche d'avantages ; enfin, l'influence du féminisme. Les hommes proféministes prennent le risque d'être confrontés au même mépris que connaissent les femmes, ils pourront être traités d'« efféminés » comme elles sont traitées de « mal baisées ».

Francis Dupuis-Déri de conclure : « *on ne naît pas proféministe, on le devient, et on se transforme en tant qu'individu au cours de ce processus, souvent impulsé par des femmes et des féministes de notre entourage* ».

Alain Eludut

Groupe Pierre-Besnard

La bagarre des papelards

C'est connu, les anarchistes et les élections, ce n'est pas la grande histoire d'amour. Pour autant, étudier les suffrages des votants n'est jamais inutile. Et c'est aussi en cela que le pavé de Cagé et Piketty se révèle précieux. L'ouvrage – costaud, 850 pages – tente de répondre à la question « qui vote pour qui et pourquoi ? ». Face à cette épineuse interrogation, les deux économistes sont allés (avec une aide considérable, on l'imagine) chercher les clefs dans les archives des 36 000 communes de France, sur les deux derniers siècles. En premier lieu, ils brossent le portrait de la population, des populations françaises, à travers un recul historique conséquent de deux cents ans, depuis la Révolution jusqu'à 2022, et ce tout du long des républiques qu'a connues l'Hexagone. La France

paysanne, l'urbaine, celle des bourgs et des banlieues sont cartographiées, étudiées, disséquées : pauvreté, richesse, accès à l'éducation, à la propriété, origines sociales, religion... Ceci afin de saisir au mieux ce que les auteurs dénomment les classes géosociales, croisant autant les revenus que l'accès aux services publics de différentes catégories de population. Et pouvoir ensuite analyser scrupuleusement les taux de participation, sur quelles formations politiques se portent les suffrages, essentiellement autour des scrutins des législatives, présidentielles et quelques référendums. C'est précisé dès la quatrième de couverture, mais l'intention principale et double de l'autrice et de l'auteur, c'est de démontrer que la bipolarisation (la droite et la fausse gauche) est vectrice de progrès social là où la tripartition actuelle fait régner une espèce de statu quo qui paralyse la société et surtout le progrès social. Mais, c'est aussi

de montrer que cette entrave est plébiscitée par la bourgeoisie, qui se satisfait très bien de cet extrême centre libéral-autoritaire, et on peut le constater au fait que le vote « Ensemble » de 2022 est le vote le plus bourgeois de toute l'histoire électorale française.

À noter, l'ouvrage est complété par un site, intégrant de nombreux graphiques laissés de côté et un moteur de recherches permettant d'aller étudier les suffrages de chacune des 36 000 communes à travers ces deux derniers siècles. Bouquin d'envergure, sur lequel, évidemment, on peut garder quelques réserves, mais dont on peut saluer l'ambition et l'utilité historique.

Julien Caldironi

Individuel 49

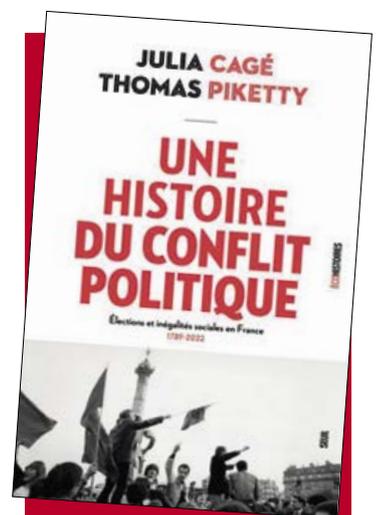


FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Les hommes et le féminisme

Faux amis, poseurs ou alliés ?

Textuel, 160 p., 17.90 €



JULIA CAGÉ & THOMAS PIKETTY

Une histoire du conflit politique

Élections et inégalités sociales en France 1789-2022

Éditions Seuil, 2023



L'émission Femmes libres sur Radio libertaire, le Groupe Pierre Besnard de la Fédération anarchiste et la librairie Publico proposent



LIBRAIRIE PUBLICO
La librairie du Monde libertaire

Mars féministe 2024



Samedi 2 mars 16 h :

Daphné Dauvillier en concert

Debout, CD et recueil de 10 nouvelles.

Des femmes qui vivent sans capituler, et, quelles que soient les tempêtes qu'elles traversent, elles en sortent rafistolées, souriantes, libérées, et toujours debout !

Pendant tout le mois de mars :

Exposition de photos de Monica Jornet

La révolte des femmes chiliennes, vernissage le dimanche 3 mars à 17 h

Une convergence historique des luttes s'est produite les 8 et 9 mars 2020 au Chili lors de la Journée Internationale des Femmes et de la Grève Générale Féministe.



Mardi 5 mars 19 h :

Présentation-débat du roman *La Traqueuse*, par Sandrine-Malika Charlemagne

Dans un roman qui mêle fantasy et philosophie, Sandrine-Malika Charlemagne lance une héroïne entre la vie et la mort sur les traces de Martin Heidegger.

Un roman fantasy, éditions Velvet.

Jeudi 7 mars 19 h :

Françoise Ourliac, autrice de *De la marge à la frontière*, éditions Edilivre

Médecin, devenue psychologue. Le parcours sinueux d'une femme s'installant comme « médecin de famille ». Mais après les événements de Mai 68, les questionnements multiples, qui l'ont traversée, ont bouleversé ses façons de penser la vie, le monde, les autres.



Samedi 9 mars 19 h :

DJ set libertaire et féministe du collectif MQM

Grrrls In Noise, rebelles du rock antisexiste, militantes punks, rap et riot grrrls, les féministes de tous les continents joueront sur les platines. Elles changent le monde en musique !

Dimanche 10 mars 16 h :

Poèmes féministes, Monica Jornet

à partir de ses différents ouvrages parus aux Éditions libertaires

Colère, dénonciation, revendication, refus, dérision, libération, mémoire, témoignage partagé, sororité... sur tous les tons et styles dont une libre composition inspirée par le 8 mars 2020 à Santiago du Chili.



Mardi 12 mars 19 h :

Odile Merckling, *Femmes, chômage et autonomie, des droits sociaux pour abolir la précarité et le patriarcat*, éd. Syllepse, 2023

Tout en dressant un tableau sans concession de la situation faite aux femmes, l'autrice, sociologue du travail, trace des pistes pour que se mette en place un système de « sécurité sociale chômage » juste et solidaire.

Vendredi 15 mars 19 h :

« Les femmes auront des noms de fleur » Concert de Bertrand Ferrier

à partir du répertoire de Mama Béa avec Sébastiën Defiolle et Claudio Zaretti, guitares
Portraits de femmes, cris de révoltes, chansons d'espoir – un voyage dans le répertoire bouleversant de Mama Béa Tekielski



Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris – Métro : République, Oberkampf, Filles du calvaire
Ouverture du mardi au vendredi et le dimanche de 13 h à 19 h 30, le samedi de 10 h à 19 h 30
Plus d'informations sur <http://www.librairie-publico.info/>

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails
@federation-anarchiste.org
sont abrégées en
@fede...

00 NOMADES

Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE

Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.
home.blog/

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@
wanadoo.fr
Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevre noire@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.
lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...
Groupe Oaï
oaï@federation-anarchiste.org

Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS

Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-ber-ton
@riseup.net
https://facaen.wordpress.com
https://m.facebook.com/
facalvados/

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org
Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...
Groupe l'Entraide.
lentraide@fede...

23 CREUSE

Liaison Granite
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS

Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...
Liaison May Piquera
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.
wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33
@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT

Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

Liaison Ganges
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 Rennes
contact@falasociale.org

Liaison Lacinapse

liaison-lacinapse@fede...

Liaison Redon

redon@fede...

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Tours
tours@fede...

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe Hermine Noire
hermine-noire@riseup.net

45 LOIRET

Liaison Les vieux fourneaux
lesvieuxfourneaux@fede...

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims-Ardenne
reims@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
https://www.facebook.com/
FA.Lorient/

57 MOSELLE

Groupe de Metz
groupe demetz@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD

Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE

Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongnoire@riseup.net

62 PAS-DE-CALAIS

Groupe FAST
fast@fede...

63 PUY-DE-DÔME

Groupe Spartacus
spartacus@fede...

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

Groupe « Enza Siccardi » Cournon-Auvergne
enza-siccardi63@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES

Liaison Béarn
bearn@fede...

Liaison Lutte Libertaire

Bayonne – Pays basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES

Groupe John Cage
vente du Monde libertaire
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN

Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 RHÔNE

Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE

Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès 71000
Mâcon
lavachenoire@le-local-liber-
taire.com

73 SAVOIE

Groupe de Chambéry
federationanarchiste73
@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE

Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS

Groupe Georges Brassens
Georges-brassens@fede...

Groupe Salvador Segui
groupe salvador segui
@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

groupe-louise-michel@fede...

Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 14 h 30 à 17 h 30
gllr@fede...

https://groupe-libertaire-la-
rue.jimdosite.com

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard
vente du Monde libertaire
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX^e
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
rouen@fede...

77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Melun
melun@fede...

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME

Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN

Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...
www.fa85.org

86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE

Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henri Poullaille
c/o La Dionysité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poullaille
@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE

Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE

Liaison 95
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE

Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes
@fede...

BELGIQUE

Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant
@fede...

SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chau-de-Fonds
Suisse
flm@fede...



Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations
sur ces groupes, sur leurs blogs,
leurs sites, leurs librairies,
leurs activités
www.federation-anarchiste.org

DÉ-CHAÎNONS-NOUS!
le sexisme est une violence quotidienne

Fédération anarchiste
145, rue Amélot, 75011 Paris / www.federation-anarchiste.org

FACE AUX COMPORTEMENTS SEXISTES

RENDONS COUP POUR COUP

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

LIBERTÉ A CORPS ET A CRIS

**AVORTEMENT
CONTRACEPTION
UN DROIT**

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue Amélot 75011 PARIS

NON AU SEXISME

FA FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 RUE AMÉLOT - 75011 PARIS

CONTRE LE PATRIARCAT
DÉCONSTRUIRE LA DOMINATION MASCULINE

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE
CONSTRUIRE L'AUTONOMIE
WWW.CONSTRUIRELAUTONOMIE.ORG

**NI FACHOS!
NI MACHOS!**

FEMINISTES TANT QU'IL LE FAUDRA!

Fédération anarchiste
rue Amélot 75011 Paris / federation-anarchiste.org

Radio Libertaire 89.4 Mhz

MUJÈRES
Femmes libres
le mercredi à 18 h 30

145, rue Amélot, 75011 Paris
Tél : 01 48 05 34 08

FEMINISTES TANT QU'IL LE FAUDRA!

NI FACHOS! NI MACHOS!

FÉDÉRATION ANARCHISTE
145 rue Amélot 75011 Paris / www.federation-anarchiste.org

PÉTRIFIONS LE PATRIARCAT!

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AVORTEMENT ET CONTRACEPTION LIBRES ET GRATUITS

Fédération Anarchiste
19 rue Pierre Blanc 69001 LYON - Tél : 72 00 94 10

FACE AU SEXISME ET A L'HOMOPHOBIE

LUTTONS SANS CONCESSIONS!

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER
www.federation-anarchiste.org

objectivement antisexiste

le monde
libertaire

hebdo de la Fédération anarchiste
chaque jeudi dans les kiosques

Fédération anarchiste, 145 rue Amélot, 75011 Paris

CONTRE LE SEXISME ET L'HOMOPHOBIE

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER
www.federation-anarchiste.org

QUEERASSÉS DE COMBAT CONTRE LE PATRIARCAT!

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

Le sexisme n'est pas notre tasse de thé

GROUPE LIBERTAD
FÉDÉRATION ANARCHISTE TOULOUSE

la révolution infuse!!!

FACE AUX COMPORTEMENTS SEXISTES ET HOMOPHOBES

PAS DE COMPROMIS

FÉDÉRATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER